

Rapport financier annuel

EXERCICE 2014



Equipementier automobile mondial dans les systèmes de protection et de transfert de fluides, les profilés de sièges et les technologies d'assemblage

NYSE Alternext Paris- Code ISIN : FR 000054132 – Mnémonique : ALDEL
Contact : M. Christophe Clerc – +33 (0)3 81 90 73 00 – www.delfingen.com

ALDEL
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

Membre de
MidNext

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	3
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	15
ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014	21
RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES ANNUELS	58
COMPTES ANNUELS DELFINGEN INDUSTRY	73
ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2014	77
GLOSSAIRE	89
ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	90

Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Les termes suivis d'un * sont définis dans le glossaire disponible en page 89.

LE GROUPE DELFINGEN INDUSTRY

RAPPORT DE GESTION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 Evènements marquants de l'exercice

DELFINGEN INDUSTRY réalise 82 % de ses ventes dans le marché automobile.

La production automobile mondiale est estimée en 2014 à 87,4 millions d'unités contre 84,7 millions d'unités en 2013 soit une progression de 3,1 %.

La production automobile a été particulièrement dynamique en Chine (+7,9 %), en Amérique du Nord (+5 %) et en Europe (+3,2 %) :

- Chine : bien que principal moteur de la croissance mondiale, le marché automobile connaît lui aussi un ralentissement de son taux de croissance ;
- Amérique du Nord : la croissance de la production est restée soutenue, avec un marché américain qui a renoué avec les 17 millions d'unités ;
- Europe : la progression a été plus forte en Europe de l'Ouest (+5.2 %), sous l'effet d'une reprise de la demande intérieure et d'une amélioration des exportations.

L'Inde (-1,6 %), l'ASEAN (-5,7 %) et l'Amérique du Sud (-15,8 %) ont particulièrement souffert :

- Inde : incertitudes ayant pesé sur la consommation des ménages jusqu'au changement de gouvernement ;
- ASEAN : instabilité politique en Thaïlande ;
- Amérique du Sud : restriction du crédit à la consommation au Brésil, inflation en Argentine et difficultés économiques liées à la baisse du Pétrole au Venezuela.

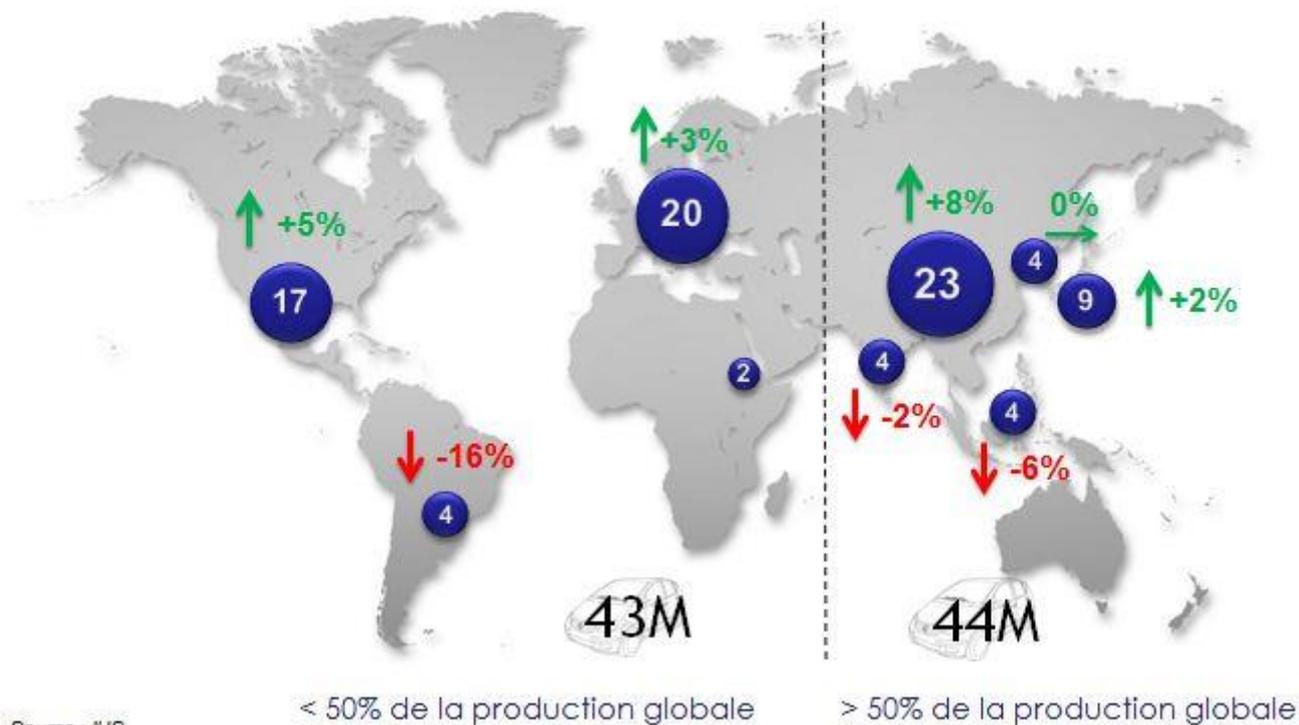
Pour la première fois, deux constructeurs ont franchi en 2014 la barre symbolique des 10 millions de véhicules produits : Toyota et Volkswagen.

Le Japonais Toyota, champion incontesté du secteur de l'automobile depuis 2012, a gardé son titre devant l'allemand Volkswagen, mais cette distinction symbolique pourrait bientôt lui échapper.

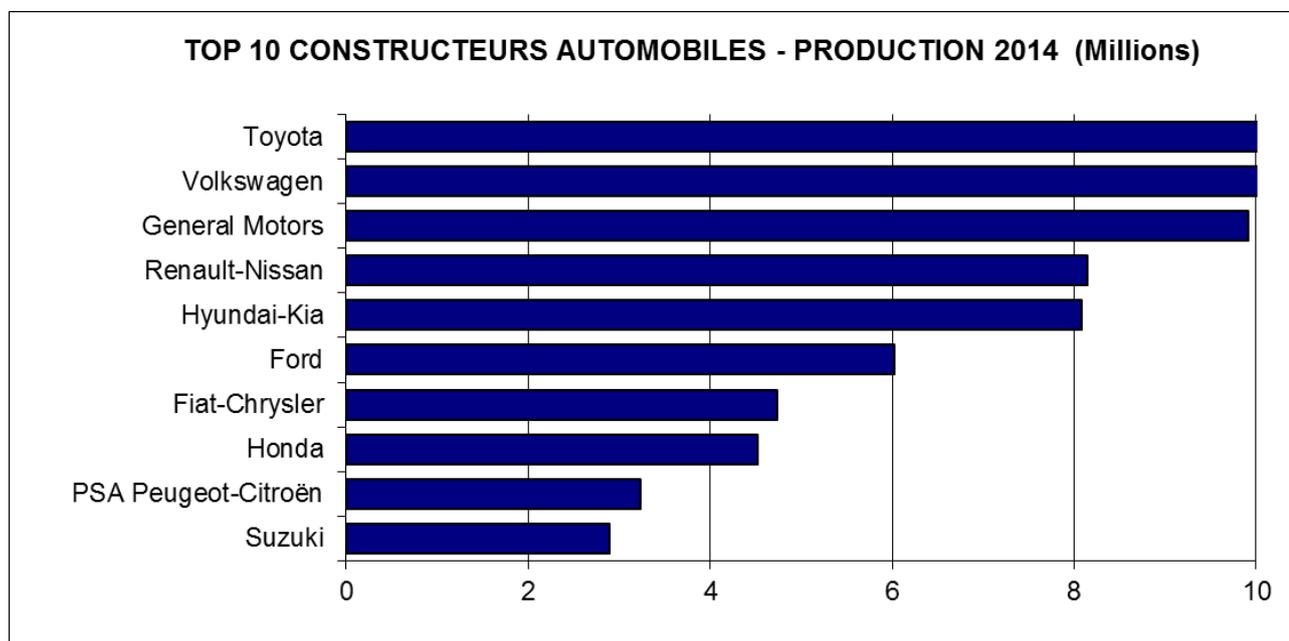
DELFINGEN INDUSTRY est un des leaders mondiaux de la protection des réseaux électriques embarqués. Il est attendu une croissance significative des volumes de ces réseaux électriques dans les voitures sous l'effet du développement des fonctions de confort, de sécurité, de média et des propulsions hybrides et électriques.

Ainsi, le contenu par véhicule de produits DELFINGEN INDUSTRY devrait continuer à progresser.

Production Automobile Mondiale en 2014 (en millions de véhicules)



TOP 10 CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES - PRODUCTION 2014 (Millions)



Source : IHS Automotive, février 2015

DELFINGEN INDUSTRY réalise 45 % de ses ventes en zone dollar

La parité euro dollar a fortement évolué au cours de l'année 2014, avec un euro au plus fort à 1,39 dollar en mai, pour finir au plus faible à 1,21 dollar au 31 décembre mais avec un taux moyen de 1,32 identique à celui de 2013.

Baisse des prix du pétrole

DELFINGEN INDUSTRY est pour une large part de ses activités un transformateur de matières plastiques, elles-mêmes dérivées du pétrole. Le cours du baril après un plus haut en juin 2014 à 115 dollars est descendu à fin décembre à 57 dollars.

L'activité de DELFINGEN INDUSTRY en 2014

En 2014, DELFINGEN INDUSTRY a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique visant à renforcer ses positions de leader dans les domaines de la protection des faisceaux électriques et des fluides :

- Intégration des sociétés Kartar et Hengbang acquises respectivement en septembre et décembre 2013 ;
- Acquisition des sociétés allemandes Langendorf et MBG en janvier 2014 ;
- Ouverture de nouveaux sites au Mexique et en Thaïlande ;
- Déploiement de forces commerciales en Asie à Shanghai et Tokyo ;
- Ouverture du siège social pour les opérations Asie à Bangkok ;
- Concrétisation des efforts de développement dans les tubes techniques pour les fluides avec la signature de contrats commerciaux significatifs en fin d'année ;
- Accélération des efforts de R&D, avec des dépenses en hausse de plus de 20% ;
- Festivités pour le 60^{ème} anniversaire de l'entreprise.

2 Perspectives 2015

Les chiffres de ventes à fin décembre 2014 confirment les orientations stratégiques de DELFINGEN INDUSTRY :

- Accroître sa présence en Asie, aujourd'hui le 1^{er} marché automobile mondial ;
- Renforcer ses positions auprès des constructeurs et équipementiers allemands ;
- Elargir la gamme de produits et services, notamment dans les domaines des textiles techniques ;
- Valoriser les savoir-faire dans les tubes techniques pour les transferts de fluides.

L'année 2015 commence sous des auspices plutôt favorables :

- Les prix des matières plastiques dérivées du pétrole sont en baisse significative ;
- Le dollar a continué à s'apprécier face à l'euro.

La production automobile mondiale devrait connaître une nouvelle année de progression de l'ordre de 2 à 3 % dont +7 % en Chine et +3 % en Amérique du Nord.

Dans ce contexte, DELFINGEN INDUSTRY table sur une nouvelle croissance de son Chiffre d'affaires pour l'année 2015 et une amélioration de sa performance financière.

3 Chiffre d'affaires 2014

En millions d'euros	2014	2013	2012	Variation 2014 vs 2013 en %	
				Taux courant	Taux constant
Chiffre d'affaires	156,9	128,7	122,4	21,9 %	22,6 %

A taux de change et périmètre constants les ventes progressent de 3,2 %.

Le Chiffre d'affaires « Automobile » tiré par l'Amérique du Nord et l'Asie

- Le Chiffre d'affaires publié progresse de 13,1% sur 12 mois. Les ventes du groupe bénéficient de l'intégration dans le périmètre de consolidation des acquisitions en Inde, Chine et Allemagne (division automobile).
- Sur 12 mois, à périmètre et taux de change constants, les ventes progressent de + 3,4% dont :
 - - 1,2 % en Europe ;
 - - 4,1 % en Amérique du Sud ;
 - + 7,1 % en Amérique du Nord et Centrale ;
 - + 10,2 % en Asie, dont Chine + 39 %.

Le Chiffre d'affaires « marchés de spécialités » tiré par les acquisitions

- Le Chiffre d'affaires publié progresse de 88,9 % sur 12 mois. Les ventes du groupe bénéficient de l'intégration dans le périmètre de consolidation des acquisitions en Allemagne (division Textiles Techniques hors automobile).
- A périmètre et taux de change constants, les ventes baissent de 12,9 % au 4^{ème} trimestre et progressent de 1,7 % sur 12 mois.

Variation 2014 vs 2013 en %

En millions d'euros	2014	2013	2012	Taux courant	Taux constant
Premier trimestre	39,8	32,1	32,2	24,1%	26,8%
Deuxième trimestre	40,1	34,0	32,2	17,9%	20,9%
Troisième trimestre	38,8	31,0	29,3	25,2%	25,2%
Quatrième trimestre	38,2	31,6	28,8	20,7%	15,4%
Total	156,9	128,7	122,4	21,9%	22,6%

Répartition du Chiffre d'affaires par marchés et zones géographiques :

Variation 2014 vs 2013

En millions d'euros	2014	2013	Taux courant	Taux constant
Europe – Afrique	57,0	50,2	13,5%	14,9%
Amérique du Sud	2,9	3,3	-12,3%	-4,1%
Amérique Nord et Centre	51,6	48,2	7,1%	7,1%
Asie	17,2	12,1	42,6%	42,5%
Total Automobile	128,8	113,8	13,1%	22,6%
Total Marchés de spécialités	28,1	14,9	88,9%	88,8%

4 Résultats consolidés résumés

	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	156 859	128 673	122 446
Résultat opérationnel courant	8 739	9 140	9 451
Résultat opérationnel	8 078	7 643	9 087
<i>Résultat opérationnel en % du Chiffre d'affaires</i>	<i>5,1%</i>	<i>5,9%</i>	<i>7,4%</i>
Coût de l'endettement financier net	(1 432)	(1 183)	(1 126)
Autres produits et charges financiers	355	(240)	(564)
Charges d'impôts sur le résultat	(2 224)	(2 813)	(3 488)
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	4 777	3 406	3 909
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net consolidé	4 777	3 406	3 909
Résultat net, part du groupe	4 625	3 100	3 654

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de la période est un profit de 8,1 millions d'euros soit 5,1 % du Chiffre d'affaires, en retrait de 0,4 M€ malgré la hausse de l'activité.

La baisse du résultat opérationnel s'explique par l'accélération des dépenses pour mettre en œuvre le plan stratégique et plus particulièrement par :

- Le coût des ouvertures des sites du Mexique et de la Thaïlande, dont la montée en charge se fait progressivement à compter du second semestre ;
- L'ouverture des bureaux commerciaux de Shanghai et Tokyo ;

- La création du siège pour les opérations en Asie à Bangkok ;
- Les efforts de R&D pour supporter la croissance dans les domaines des textiles et des tubes techniques pour le fluide ;
- Le coût des festivités des 60 ans.

	Résultat opérationnel		
	2014	2013	2012
Automobile - EA (Europe et Afrique)	2 942	3 741	3 684
Automobile - NCSA (Amérique du Nord, Centrale et du Sud)	3 093	3 408	5 896
Automobile - ASIA (Asie)	578	149	1 156
Marchés de spécialités	1 938	377	179
Contribution du Holding et éliminations	(473)	(32)	(1 827)
Total	8 078	7 643	9 087

Résultat net

Le résultat net part du groupe est un profit de 4,7 M€ soit 2,9 % du Chiffre d'affaires en progression de 49 % par rapport à 2013.

Les charges de financement passent de 1,2 M€ à 1,4 M€ du fait de la hausse de l'endettement brut sur la période. Les autres résultats financiers passent de -0,2 M€ à + 0,3 M€ sous l'effet favorable des taux de change en fin de période sur la trésorerie disponible en dollar.

Le taux d'impôt effectif ressort à 32 % contre 45 % du fait de la meilleure utilisation des déficits reportables.

5 Situation consolidée du groupe

	2014	2013	2012
Actifs non courants	58 047	44 823	41 244
Stocks	17 940	12 145	10 974
Clients et comptes rattachés	25 011	21 675	19 661
Autres créances nettes et impôts courants	6 090	4 448	4 843
Trésorerie	13 633	14 400	8 905
Actifs détenus en vue d'être cédés			
Total actif	120 721	97 491	85 627
Capitaux propres	48 371	39 715	33 942
Passifs non courants	36 706	27 907	21 929
Passifs courants	35 644	29 869	29 756
Total passif	120 721	97 491	85 627

L'augmentation des actifs non courants s'explique essentiellement par :

- L'acquisition des sociétés allemandes avec 2,2 M€ de goodwill et 3,1 M€ d'autres actifs non courants ;
- L'impact de la variation du dollar pour 3,3 M€.

Le montant des capitaux propres augmente de 8,7 M€, il s'établit à 48,4 M€ contre 39,7 M€ au 31 décembre 2013 du fait notamment :

- Du bénéfice de l'exercice de +4,8 M€ ;
- De l'impact favorable des écarts de conversion sur les capitaux propres de +4,9 M€ ;
- D'une distribution de dividendes de -0,8 M€ ;
- Des variations de périmètre de -0,2 M€.

DELFINGEN INDUSTRY a poursuivi sa politique d'amélioration de la position de liquidité, tout en renforçant la structure financière, au travers notamment :

- De la mise en place de la seconde tranche d'emprunts de 5 M€, en mai 2014, dans le cadre de la seconde convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- De la mise en place de deux prêts auprès de BPI France signés en juin 2014 pour un total de 6,0 M€ ;

- De la mise en place d'un nouveau prêt avec The Huntington National Bank (USA) en juin 2014 pour un total de 1,5 M\$ dont 1,2 M\$ ont déjà été versés, amortissable sur 5 ans.

L'endettement financier net progresse de 11,2 M€, il s'établit à 27,5 M€ au 31 décembre 2014 contre 16,3 M€ au 31 décembre 2013 (voir note 11-1). Les principales variations concernent les :

- Flux net de trésorerie généré par l'activité : 5,5 M€
- Décaissement sur acquisition d'immobilisations : - 7,6 M€
- Dettes d'acquisition : - 7,2 M€.

L'endettement financier net représente 57 % des capitaux propres au 31 décembre 2014 contre 41 % en 2013. Pour mémoire, l'augmentation de capital de 4,9 M€ faite au 31 décembre 2013 n'a été utilisée pour l'acquisition des sociétés Langendorf et MBG qu'en janvier 2014 d'où une amélioration mécanique du gearing à fin 2013 et une dégradation en 2014.

Dans le cadre de la mise en place en 2013 du nouveau programme de financement, il avait été anticipé une dérive du covenant R2 (Cash flow libre / service de la dette) du fait du plan de croissances externes. Or ce plan s'étant réalisé fin 2013, début 2014, l'impact sur le covenant est sur l'année 2014 et non sur l'année 2013. En conséquence, le ratio a été largement respecté en 2013 mais il y a bris de covenant en 2014. Pour tenir compte de cette situation, les banques ont accordé leur waiver avant le 31 décembre 2014.

6 Recherche et développement

Le groupe poursuit ses efforts de recherche et développement, avec un budget de 3,0 M€ à comparer à 2,5 M€ en 2013. Cet effort concerne majoritairement les produits de transfert de fluides.

Ces dépenses comprennent l'ensemble des frais de recherche et de développement, à l'exclusion :

- Des frais directs de brevets, modèles et marques qui sont immobilisés ;
- Des frais de développement qui sont immobilisés, soit 299 K€ en 2014.

	2014	2013	2012
Effectifs (ETP moyen)	41	36	28
Dépenses en millions d'euros	3	2,5	2,3

7 Investissements

7.1 Au cours des 3 derniers exercices

En millions d'euros	2014	2013	2012
Investissements	7,6	5,5	4,1
En % du Chiffre d'affaires	4,8%	4,3%	3,3%

Le groupe a intensifié son effort d'investissement en 2014. Il concerne essentiellement :

- Des investissements de capacité ;
- L'adaptation de l'outil actuel pour l'ensemble des sites ;
- Le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits essentiellement dans le domaine du transfert de fluides.

La stratégie d'investissements de DELFINGEN INDUSTRY repose sur :

- L'optimisation du dispositif industriel en place :
 - La mise en place d'une Direction des Opérations mondiales pour coordonner les activités et suivre l'efficacité des sites ;
 - Des sites de production équipés de machines, de procédés de fabrication standardisés plus flexibles, plus homogènes et plus efficaces ;
 - Le déploiement des meilleures pratiques et l'amélioration permanente des processus et des organisations ;
 - Des plans de productivité majeurs sur certains sites dont l'efficacité peut encore être améliorée.
- Le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits essentiellement dans le domaine du transfert de fluides et des produits textiles.

DELFINGEN INDUSTRY possède un outil industriel solide lui assurant compétitivité et rentabilité.

7.2 Investissements prévus

L'effort d'investissements prévu en 2015 s'accroît ; il sera de l'ordre de 9 M€. Ce chiffre est en hausse par rapport à 2014, incluant pour plus de la moitié des investissements pour absorber la croissance principalement en Asie.

DELFINGEN INDUSTRY dispose d'un accès aux ressources nécessaires à la conduite de sa politique d'investissements qui sera en partie financée par emprunt.

8 Facteurs de risques

Sont présentés ci-dessous les principaux risques et facteurs de risques auxquels le groupe est confronté. L'analyse et le management des risques constituent un enjeu majeur pour la pérennité du groupe et de ses activités. L'évaluation des risques est un processus continu.

La société a procédé à une revue des risques potentiels qui pourraient avoir un impact défavorable sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à atteindre ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Les risques liés à nos marchés

- Risques liés au niveau de la production automobile

Le marché automobile représente près de 82 % du Chiffre d'affaires de DELFINGEN INDUSTRY en 2014.

Le Chiffre d'affaires Automobile se répartit de la façon suivante :

- 44,3% du Chiffre d'affaires réalisé dans la zone EA (Europe et Afrique) ;
- 42,3% du Chiffre d'affaires réalisé dans la zone NCSA (Amérique du Nord, Centrale et du Sud) ;
- 13,4% du Chiffre d'affaires réalisé dans la zone ASIA (Asie).

La production de véhicules dépend de nombreux facteurs tels que l'évolution du pouvoir d'achat et la confiance des ménages, le coût et l'accès au crédit, les programmes d'incitation à l'achat de véhicules, le ralentissement de l'économie mondiale. Le niveau de production de véhicules est fonction des anticipations de marché des constructeurs et de leur politique de gestion des stocks.

L'évolution attendue des marchés en 2015 est favorable sur toutes les régions où opère DELFINGEN INDUSTRY.

- Risques liés à nos positions concurrentielles

DELFINGEN INDUSTRY est un leader sur son cœur de métier : la protection des faisceaux électriques embarqués. Le groupe est présent sur les marchés américains, européens et asiatiques. Ses produits sont référencés chez la plupart des grands constructeurs automobiles mondiaux. Sur un marché concurrentiel, avec des acteurs internationaux, sur lequel s'exercent des pressions sur les prix et les délais de paiement, DELFINGEN INDUSTRY met en avant ses avantages stratégiques : sa part de marché, la qualité, l'innovation, l'accompagnement à l'international et la compétitivité.

DELFINGEN INDUSTRY est soucieux de préserver une concurrence saine et loyale et s'engage à respecter les règles de concurrence applicables dans les pays où il exerce ses activités.

- Risques liés aux clients

DELFINGEN INDUSTRY réalise 44 % de son Chiffre d'affaires avec ses cinq principaux clients. Aucun d'entre eux ne représente plus de 12 % du total des ventes. Chacun de ses clients est livré mondialement et ne représente donc pas de risque concentré sur une région ou sur un site.

Les principaux clients sont : Delphi, Lear, Yazaki, Sumitomo, Leoni, Bosch, Valeo.

En 2014, comme au cours des années précédentes, DELFINGEN INDUSTRY n'a pas eu à faire face à des défaillances de clients qui auraient eu un impact significatif sur sa situation financière et ses résultats. Le montant de la provision pour créances douteuses au 31 décembre 2014 s'élève à 171 K€ contre 180 K€ au 31 décembre 2013.

DELFINGEN INDUSTRY a mis en place des procédures de suivi et de traitement des retards de règlement clients, de façon à atténuer son exposition. Au 31 décembre 2014, les montants échus représentaient 2,1 % du Chiffre d'affaires.

- Risques commerciaux

DELFINGEN INDUSTRY fabrique une grande quantité de références essentiellement dans les domaines de la transformation de matières plastiques (extrusion et injection), du textile (tricotage, tissage, tressage) et de l'assemblage.

DELFINGEN INDUSTRY est un leader mondial de la protection des faisceaux électriques et électroniques et de transfert de fluides pour l'automobile (72 % du Chiffre d'affaires).

Le niveau d'activité du groupe est étroitement lié au volume mondial de la production automobile. L est présent indirectement chez les principaux constructeurs automobiles de la planète et sur une large gamme de véhicules de sorte que le risque n'est pas concentré sur quelques modèles en particulier.

- Risques sur matières premières

Le groupe utilise des matières plastiques dans le cadre de son activité industrielle. DELFINGEN INDUSTRY est exposé aux variations de prix de ces matières premières. Le prix des matières premières utilisées dépend d'un grand nombre de facteurs : niveau de la demande mondiale, cours du pétrole, cours du dollar et évolutions technologiques énergétiques entre autres.

Une hausse importante du coût d'achat des matières premières est susceptible d'avoir un impact significatif sur les performances opérationnelles du groupe. Les achats de matières premières ont représenté en 2014 un montant de 80,0 M€ pour un Chiffre d'affaires net de 156,9 M€ contre des achats de 68,5 M€ en 2013, pour un Chiffre d'affaires net de 128,6 M€.

Les principales matières utilisées pour lesquelles il existe des risques significatifs d'évolution des cours, avec des impacts potentiels sur la rentabilité du groupe, sont le polypropylène, le polyéthylène, les polyamides et le PVC.

Une variation de 1 % du prix de ces matières premières aurait un impact sur le résultat opérationnel de 0,5 point de Chiffre d'affaires.

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dérivé pour gérer son exposition à terme aux variations du prix des matières premières, les instruments de couverture n'étant pas jugés suffisamment efficaces.

Le groupe suit, au travers d'indicateurs, la tendance d'évolution des prix d'achat des principales matières premières pour les répercuter, soit au travers de clauses d'indexation, soit au travers de négociation avec les clients, sur les prix de vente.

- Risques liés aux fournisseurs

Le marché de la fabrication de matières plastiques est entre les mains de quelques grands groupes internationaux. Sans avoir de fournisseurs exclusifs, DELFINGEN INDUSTRY est en partie dépendant de ses grands fournisseurs. Toutefois afin de limiter le risque, le groupe s'inscrit dans une démarche de relation durable avec ses fournisseurs : processus collaboratif, pérennité des échanges et respect des clauses contractuelles.

DELFINGEN INDUSTRY achète près de 29 % de ses matières premières et semi-finis avec ses cinq principaux fournisseurs. Le plus important d'entre eux représente moins de 8 % du total des achats.

Les risques industriels

DELFINGEN INDUSTRY développe ses activités en conformité avec les réglementations locales et internationales applicables.

Le groupe concentre ses actions dans 3 grandes directions :

- Garantir la sécurité de tous les collaborateurs de l'entreprise ;
- Garantir la pérennité de l'entreprise et la continuité de ses activités ;
- Minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement.

- Hygiène et sécurité des personnes

Des programmes hygiène et sécurité sont déployés dans tous les sites du groupe. Ces programmes sont initiés de la conception des postes de travail et des équipements à leur utilisation. Le groupe mène une politique active de prévention en matière d'accident du travail.

La sécurité des personnes, quel que soit le pays où elles travaillent, est un des fondements de la Charte du travail décent adoptée par DELFINGEN INDUSTRY.

- Sécurité des sites

Parallèlement à la sécurité des personnes, est mis en œuvre un programme de sécurité des biens et des équipements afin de protéger le patrimoine industriel du groupe.

La préservation des sites est un enjeu majeur de pérennité de DELFINGEN INDUSTRY, dans sa capacité à continuer à produire et livrer ses clients dans un modèle économique et logistique basé sur le juste à temps.

- Environnement

La conduite stratégique et opérationnelle DELFINGEN INDUSTRY s'inscrit dans une démarche de croissance durable et responsable. A ce titre, le respect de l'environnement requiert une attention de tous les instants aussi bien dans les processus utilisés que dans les produits fabriqués. Au-delà de l'application des contraintes réglementaires toujours plus strictes dans les différents pays où sont exercées les activités du groupe, DELFINGEN INDUSTRY s'attache à développer sa performance environnementale.

La démarche du groupe intègre dès la conception de ses produits :

- La réduction du poids de ses produits ;
- La consommation moindre de matières premières ;
- L'utilisation de matières « vertes » ;
- La valorisation des déchets de production et l'utilisation de matières recyclées ;
- La politique environnement menée par le groupe au niveau des processus de production qui vise à économiser les ressources naturelles en limitant le gaspillage de l'eau et des énergies en général, tout en :
 - réduisant les impacts générés par son activité sur l'eau, l'air, le bruit, la sécurité et les sols ;
 - préservant la santé de l'être humain.

La grande majorité des sites du groupe est certifiée ISO TS 16949 : 2009 et ISO 14001, à l'exception du site de NY (hors Automobile, non concerné par l'ISO TS), des sites allemands acquis en 2014 qui ne sont pas certifiés ISO 14001 et des nouveaux sites du Mexique et de la Thaïlande dont la certification ISO 14001 est prévue pour 2016.

Les coûts de mise en conformité avec les normes réglementaires en vigueur ou dont l'entrée en vigueur est d'ores et déjà prévue, ne sont pas significatifs au regard de l'activité du groupe.

Les risques liés aux Marchés Financiers

L'endettement financier net (voir note n°11-1 des états financiers consolidés) étant de 27,5 M€, DELFINGEN INDUSTRY est exposé au risque de liquidité et de taux d'intérêts.

DELFINGEN INDUSTRY réalise une part importante de son activité en zone hors euro, principalement en US dollar. Le groupe est donc exposé au risque de change.

La Direction Financière propose et met en œuvre la politique de gestion des risques financiers décidée par la Direction Générale sur la base de reportings permettant d'apprécier les conséquences de l'évolution de la position de liquidité, de taux d'intérêts et de change et des opérations de couverture associées sur la situation financière et les résultats du groupe.

- Risques de liquidité

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Pour plus d'informations, veuillez-vous reporter au chapitre D, note 3-1 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

- Risques de change

Veuillez-vous reporter au chapitre D, note 3-2 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

- Risques sur taux d'intérêt

Veuillez-vous reporter au chapitre D, note 3-3 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

- Risques de contrepartie

Veillez-vous reporter au chapitre D, note 3-4 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

- Risques d'actions

La sensibilité à ce risque ne présente pas de matérialité.

Les risques juridiques

Le groupe bénéficie du support d'un service juridique rattaché à la Direction Générale des services supports qui analyse les risques liés à l'activité du groupe, de ses filiales ainsi que de l'ensemble de ses services, donne des avis juridiques, propose les actions à mener et conseille le Comité Exécutif, les différentes directions fonctionnelles et les sites afin d'éliminer ou de limiter ces risques. Le Comité Exécutif a toute latitude afin d'orienter les études et actions menées par le service juridique.

Le service juridique du groupe est organisé de sorte à couvrir au mieux l'ensemble des besoins du groupe. Il s'appuie par ailleurs sur des professionnels externes spécialisés dans chacun des pays où le groupe est implanté. L'analyse des risques juridiques porte principalement sur le droit des sociétés, le droit de la propriété intellectuelle, les obligations contractuelles commerciales, ainsi que sur les assurances.

Les contraintes juridiques auxquelles sont soumises les sociétés du groupe sont celles habituellement rencontrées dans le cadre des relations normales des affaires.

Le service juridique participe à la préparation et à la négociation des engagements contractuels ; il a également pour mission d'auditer les sites afin de bénéficier de la meilleure information disponible.

Les sociétés du groupe sont engagées dans des procès ou litiges qui interviennent dans le cours normal des affaires. Trois catégories de litiges sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les perspectives du groupe.

- Allégations de contrefaçon

- Une société concurrente a procédé à l'encontre de DELFINGEN FR-ANTEUIL à une saisie contrefaçon concernant une gaine textile tricotée.

Par jugement en date du 22 novembre 2012, le Tribunal de Grande Instance de Paris a débouté la partie adverse de toutes ses demandes. La partie adverse a fait appel de cette décision le 28 mai 2013. L'audience de plaidoirie a eu lieu le 14 janvier 2015 près la Cour d'appel de Paris et l'arrêt d'appel a été rendu le 10 mars 2015. La cour d'Appel de Paris a confirmé le jugement du 22 novembre 2012 du Tribunal de Grande Instance de Paris en décidant que DELFINGEN FR-ANTEUIL n'était pas contrefacteur. La partie adverse a été condamnée à payer l'ensemble des dépens.

- Une société a procédé à l'encontre de DELFINGEN FR-ANTEUIL à une saisie contrefaçon concernant un moyen de production qu'elle estimait protégé par un brevet.

Par jugement rendu le 4 août 2011, Le Tribunal a débouté la partie adverse de ses demandes. La procédure n'est pas encore éteinte. L'appel a été retiré du rôle de la Cour d'Appel de Paris, faute pour l'une des parties d'avoir conclu dans les délais impartis. L'affaire est considérée comme close, sauf à ce que la partie n'ayant pas conclu dépose ses conclusions dans un délai de 2 ans afin que l'affaire soit réinscrit au rôle de la Cour d'Appel de Paris. Toutefois aucune provision au titre de ce litige n'a été constatée dans les comptes consolidés.

- Risques fiscaux et douaniers

La société DELFINGEN INDUSTRY et ses filiales, font régulièrement l'objet de vérifications par les administrations fiscales locales.

Au regard de l'implantation internationale, de flux intercompagnies importants et de son organisation avec une concentration sur les entités françaises des services dits de groupe, les principales zones de risques identifiées au cours de ces vérifications concernent :

- La politique de prix de transfert ;
- La déductibilité du résultat imposable des prestations de service et management fees fournis par la société mère ;

- L'assujettissement des retenues à la source et à la TVA des prestations de service fournies par des entités non résidentes ;
- Les transactions douanières.

La sensibilité de cette zone de risque a amené le groupe à se faire accompagner pour recenser et réduire son exposition.

La direction financière, sur la base des lettres de notification reçues et/ou les relations avec les administrations concernées, et malgré les arguments développés avec l'appui de ses conseils, estime que la meilleure appréciation du risque et de la situation du groupe nécessite, dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, une provision de 1 091 K€.

- Demande de remboursements de paiements effectués pendant une période dite suspecte

DELFINGEN FR-ANTEUIL, a été assignée en mars 2012 devant le Tribunal de Vigevano (Italie) en vue du remboursement de paiements effectués par l'un de ses anciens clients, pendant la période dite suspecte avant la mise sous redressement judiciaire de ce client en juillet 2009.

L'assignation demande le remboursement de la somme de 13 622,13 € qui auraient été reçue à titre préférentiel par DELFINGEN FR-ANTEUIL pendant la période dite suspecte.

L'audience de plaidoirie a été fixée au 16 juillet 2015.

Une provision au titre de ce litige est toujours inscrite dans les comptes consolidés, pour un montant de 14 K€, au 31 décembre 2014.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

Les assurances

DELFINGEN INDUSTRY a adopté une politique de prévention des risques et de protection qui lui permet d'identifier, d'évaluer et de réduire les risques grâce :

- A l'audit des sites opérationnels par la Direction Juridique du groupe ainsi que par les assureurs/courtiers ;
- A l'expertise annuelle des valeurs en risque ;
- Au suivi des recommandations en termes d'organisation et d'équipements émanant des professionnels de la sécurité et des assureurs ;
- A la formation du personnel ;
- A la mise en place de plans de secours appropriés.

Les risques majeurs identifiés par DELFINGEN INDUSTRY bénéficient de couvertures d'assurances dans le cadre de programmes internationaux.

Le schéma d'assurance du Groupe DELFINGEN INDUSTRY pour 2014 repose sur le principe suivant :

- La politique d'assurance est générale à l'ensemble des sites : la nature et les niveaux de garanties sont définis par la Direction Juridique du groupe. Chaque site souscrit des polices locales conformément à la réglementation du pays. Une police dite « master » est souscrite au niveau du groupe et vient compléter les garanties locales, tant en termes de garanties que de limites, si les garanties locales sont insuffisantes.

La gestion des risques est conduite avec l'appui d'un courtier d'assurances, qui est un acteur spécialisé dans la couverture des grands risques, auprès d'assureurs reconnus dans le secteur de l'assurance des risques industriels et qui bénéficie d'un réseau international pour couvrir l'ensemble des sites.

La mise en place de polices locales est assurée par le Directeur de site après validation de la Direction Juridique du groupe. Les polices locales sont souscrites auprès de compagnies d'assurances d'envergure mondiale, notoirement solvables.

- Assurance dommages

L'assurance Multirisques couvre les dommages aux biens du groupe, le risque locatif (bâtiments propres ou loués, installations, équipements et matériels) ainsi que la perte d'exploitation, lors d'événements tels qu'incendie, tempête et dégât des eaux.

Le contrat « master » prévoit un plafond global de garantie dommages de l'ordre de 49 M€.

- Assurance Responsabilité Civile

Cette police garantit la société et ses filiales contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée du fait de dommages corporels (atteintes physiques ou morales et préjudices immatériels en découlant), dommages matériels, dommages immatériels consécutifs ou non (dommages ou préjudices tels que, notamment, privation de jouissance, immobilisation, perte de production, perte de bénéfice) causés à des tiers dans le cadre des activités de la société et de ses filiales.

La garantie « master » couvre la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile produits, avant et après livraison et/ou réception.

Les plafonds de garantie « master » (couverture mondiale) sont de l'ordre de :

- | | |
|--|--------------|
| - Responsabilité civile exploitation : | 10 000 000 € |
| - Responsabilité civile produits : | 10 000 000 € |

- Assurance Responsabilité Civile des dirigeants

Cette garantie a pour objet le règlement par l'assurance des conséquences pécuniaires des sinistres résultant de réclamations introduites à l'encontre des dirigeants ou mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à toute faute professionnelle réelle ou alléguée.

Elle garantit les dirigeants de l'ensemble des sociétés du groupe.

Le plafond des garanties est de 15 000 000 €.

9 Evénements postérieurs à la clôture

Compte tenu d'un contexte de marché défavorable et de sa volonté de se concentrer sur son plan stratégique, DELFINGEN INDUSTRY a décidé d'arrêter son activité HPS de fabrication de tubes pour le bâtiment et l'habitat avec effet à la fin du 1^{er} trimestre 2015. Cette décision impactera défavorablement le Chiffre d'affaires de 2 M€ en 2015 (5M€ en année pleine) mais devrait être sans incidence significative sur la situation financière et les résultats du groupe. L'arrêt de cette activité se fera sans destruction d'emplois.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Informations générales

La société DELFINGEN INDUSTRY est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé : Rue Emile Streit – 25340 Anteuil, France.

Le groupe est un leader mondial dans la conception, la fabrication et la vente de protection des faisceaux électriques et électroniques.

Le secteur automobile représente 82% des ventes. Les autres marchés, « Marchés de spécialités » sont le « Bâtiment & Habitat », les « Equipements Electriques » et les « Textiles techniques hors automobile ».

Les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 comprennent la société DELFINGEN INDUSTRY (la "société") et ses filiales (formant ensemble le "groupe").

Les états financiers au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 25 mars 2015 et seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

La société est cotée sur Alternext Paris.

Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Les termes suivis d'un * sont définis dans le glossaire disponible en page 89.

I – 1 Etat de situation financière consolidée

ACTIF	2014	2013	2012	Notes correspondantes
Actifs non courants				
Ecarts d'acquisition	29 167	23 937	22 011	2-8 ; 2-11 ; 4-1
Immobilisations incorporelles	1 433	1 003	1 061	2-9 ; 4-1
Immobilisations corporelles	24 120	17 414	16 010	2-10 ; 4-2
Actifs disponibles à la vente	0	0	0	
Autres actifs financiers non courants	1 412	1 015	632	2-12 ; 4-3
Actifs d'impôts différés	1 915	1 454	1 530	2-20 ; 12
Total actifs non courants	58 047	44 823	41 244	
Actifs courants				
Stocks	17 940	12 145	10 974	2-13 ; 5
Clients et comptes rattachés	25 011	21 675	19 661	2-14 ; 6
Autres créances nettes	4 942	3 778	4 567	2-14 ; 6
Impôts courants	1 148	670	276	6
Trésorerie et équivalent de trésorerie	13 633	14 400	8 905	2-15 ; 7 ; 11
Actifs détenus en vue d'être cédés				
Total actifs courants	62 674	52 668	44 383	
Total actif	120 721	97 491	85 627	
<i>Taux de change €/USD</i>	<i>1,214101</i>	<i>1,379099</i>	<i>1,319400</i>	

Passif	2014	2013	2012	Notes correspondantes
Capitaux propres groupe				
Capital société mère	3 764	3 764	3 117	8
Réserves liées au capital	12 630	12 598	8 220	8
Titres auto-détenus	(451)	(478)	(478)	2-21
Réserves consolidées	26 348	23 809	21 127	
Ecart de conversion	(93)	(4 916)	(3 041)	
Résultat consolidé du groupe	4 625	3 100	3 654	
Total capitaux propres du groupe	46 824	37 876	32 598	
Intérêts minoritaires				
Intérêts minoritaires sur réserves	1 395	1 532	1 088	9
Intérêts minoritaires sur résultat	152	307	255	
Total intérêts minoritaires	1 547	1 839	1 343	
Total fonds propres	48 371	39 715	33 942	
Passifs non courants				
Dettes financières à long et moyen terme	29 324	22 280	16 263	2-22 ; 11
Autres passifs financiers	251	165	424	
Avantage du personnel	874	646	536	2-18 ; 10
Provisions non courantes	1 640	1 150	1 342	2-17 ; 10
Passif d'impôts différés	4 616	3 667	3 364	2-20 ; 12
Total passifs non courants	36 706	27 907	21 929	
Passifs courants				
Dettes financières à moins d'1 an (1)	11 843	8 386	12 363	2-22 ; 11
Dettes fournisseurs	15 028	13 930	10 383	
Autres passifs courants	8 392	7 147	6 673	14
Provisions courantes	0	0	0	
Impôts courants	383	406	336	
Passifs détenus en vue d'être cédés				
Total passifs courants	35 644	29 869	29 756	
Total passif	120 721	97 491	85 627	
(1) Dont concours bancaires courants	3 040	132	3 407	
Dont intérêts courus	234	105	87	

Le capital est composé de 2 443 944 actions de 1,54 € de nominal. DELFINGEN INDUSTRY détient 27 912 titres d'autocontrôle.

I – 2 Etat du résultat global consolidé

	2014	2013	2012	Notes explicatives
Chiffre d'affaires net	156 859	128 673	122 446	15
Autres produits de l'activité	146	92	103	
Total produits d'exploitation	157 005	128 765	122 549	
Achats consommés	(84 299)	(70 425)	(66 900)	16
Production stockée, immobilisée	4 393	2 642	1 528	
Autres achats et charges externes	(26 273)	(20 286)	(18 317)	17
Impôts et taxes	(1 247)	(1 033)	(1 073)	
Charges de personnel	(36 823)	(26 974)	(24 537)	19
Dotations nettes aux amortissements	(4 095)	(3 462)	(2 960)	18
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	23	135	(847)	18
Autres Produits d'exploitation	312	161	408	20
Autres Charges d'exploitation	(255)	(385)	(398)	20
Total charges d'exploitation	(148 266)	(119 625)	(113 097)	
Résultat opérationnel courant	8 739	9 140	9 451	
Autres Produits opérationnels	0	0	75	21
Autres Charges opérationnelles	(661)	(1 497)	(439)	21
Résultat opérationnel	8 078	7 643	9 087	
Produits de trésorerie et équivalents	16	1	0	
Cout de l'endettement financier brut	(1 448)	(1 184)	(1 126)	23
Cout de l'endettement financier net	(1 432)	(1 183)	(1 126)	
Autres Produits financiers	2 266	1 391	595	22
Autres Charges financières	(1 911)	(1 632)	(1 159)	22
Résultat avant impôt	7 001	6 220	7 397	
Charge d'impôts sur le résultat	(2 224)	(2 813)	(3 488)	24
Résultat net des activités poursuivies	4 777	3 406	3 909	
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession				2-16
Résultat net consolidé	4 777	3 406	3 909	
Part revenant aux minoritaires	152	307	255	
Résultat net, part du groupe	4 625	3 100	3 654	
Résultat par action (en €)	1,91	1,53	1,82	25
Résultat dilué par action (en €)	1,91	1,53	1,82	25
Résultat par action des activités poursuivies (en €)	1,91	1,53	1,82	25
<i>Taux moyen de l'exercice €/USD</i>	<i>1,326369</i>	<i>1,327495</i>	<i>1,284541</i>	

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (en milliers d'euros)	2014	2013	2012
Résultat net	4 777	3 406	3 909
Autres éléments du résultat global recyclables en résultat	4 858	(1 898)	(560)
Ecarts de conversion	4 858	(1 898)	(560)
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	(18)	(53)	0
Ecarts actuariels nets sur les régimes à prestations définies	(18)	(53)	
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 840	(1 952)	(560)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	9 617	1 454	3 348
Dont part du groupe	9 430	1 171	3 101
Dont part des minoritaires	187	284	248

I - 3 Etat de variation des flux de trésorerie consolidés

	2014	2013	2012	Notes explicatives
Résultat net des sociétés intégrées	4 777	3 406	3 909	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité				
Amortissements et provisions: dotations	4 989	3 982	3 907	
Amortissements et provisions: reprises	(840)	(734)	(1 260)	
Plus-values de cessions	(22)	154	(63)	
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>8 903</i>	<i>6 808</i>	<i>6 493</i>	
Coût de l'endettement financier net	1 448	1 184	1 126	
Charge d'impôt exigible	2 308	2 339	2 784	
Variation des impôts différés	(85)	475	704	
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>12 575</i>	<i>10 806</i>	<i>11 107</i>	<i>27</i>
<i>Impôts versés</i>	<i>(2 842)</i>	<i>(2 420)</i>	<i>(2 695)</i>	
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>(4 226)</i>	<i>1 680</i>	<i>3 830</i>	<i>28</i>
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 506	10 066	12 242	
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 510)	(4 816)	(3 542)	4.2
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(662)	(221)	(262)	4.1
Acquisitions d'immobilisations financières (hors sociétés consolidées)	(420)	(484)	(261)	
Cession d'immobilisations / Remboursement d'immobilisations financières	58	242	442	
Mouvement de périmètre	(4 237)	(3 819)	(4 802)	31
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(11 770)	(9 098)	(8 426)	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(604)	(723)	(140)	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(180)	(12)	(32)	30
Augmentation de capital numéraire	148	4 830	4	
Souscription d'emprunts	11 863	14 404	12 554	
Remboursement d'emprunts	(8 019)	(8 967)	(8 171)	
Intérêts financiers versés	(1 448)	(1 184)	(1 126)	
Instruments financiers dérivés	86	(259)	(49)	
Titres d'autocontrôle	28			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 874	8 090	3 040	
Variation théorique de trésorerie	(4 390)	9 059	6 856	
Trésorerie réelle d'ouverture	14 268	5 498	(1 166)	
Incidence des variations de change	716	(289)	(192)	
Trésorerie réelle de clôture	10 594	14 268	5 498	<i>26</i>
Variation réelle de trésorerie	(4 390)	9 059	6 856	

I – 4 Etat de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux (écarts de conversion)	Capitaux propres - Part du groupe	Capitaux propres - Part des minoritaires	Total capitaux Propres
Au 31/12/2012	3 117	8 221	(479)	24 780	(3 042)	32 599	1 343	33 942
Augmentation/ Réduction de capital	647	4 377		(194)		4 830		4 830
Résultat de l'exercice				3 100		3 100	307	3 406
Dividendes versés				(723)		(723)	(27)	(750)
Variation écarts de conversion					(1 876)	(1 876)	(23)	(1 898)
Variation de périmètre						0	239	239
Ecarts actuariels nets sur les régimes à prestations définies				(54)		(54)		(54)
Autres variations						0		0
Au 31/12/2013	3 764	12 598	(479)	26 909	(4 916)	37 876	1 839	39 715
Augmentation/ Réduction de capital		32		(32)		0		0
Résultat de l'exercice				4 625		4 625	152	4 777
Dividendes versés				(604)		(604)	(180)	(784)
Variation écarts de conversion					4 823	4 823	35	4 858
Variation de périmètre				94		94	(299)	(205)
Ecarts actuariels nets sur les régimes à prestations définies				(18)		(18)		(18)
Autres variations			28			28		28
Au 31/12/2014	3 764	12 630	(451)	30 973	(93)	46 824	1 547	48 371

Il n'existe pas de droits, privilèges, restrictions, attachés aux actions composant le capital.

Les dividendes versés aux actionnaires de la société mère au cours des trois derniers exercices se sont élevés à :

- 2012 : 140 K€ ;
- 2013 : 723 K€ ;
- 2014 : 604 K€.

Il est proposé, au titre des résultats de l'exercice 2014, la distribution de : 918 K€.

ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

A	EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	23
B	INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	23
	<i>Note n° 1 Périmètre de consolidation</i>	<i>23</i>
C	PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION.....	24
	<i>Note n° 2 Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation</i>	<i>24</i>
	2-1 Référentiel appliqué.....	24
	2-2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire ou non aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2014	25
	2-3 Méthodes de consolidation	25
	2-4 Opérations en devises étrangères.....	25
	2-5 Recours à des estimations.....	26
	2-6 Information sectorielle.....	26
	2-7 Dates de clôture	27
	2-8 Goodwills	27
	2-9 Immobilisations incorporelles	28
	2-10 Actifs corporels	28
	2-11 Perte de valeur des actifs non financiers	29
	2-12 Actifs financiers non courants.....	30
	2-13 Stocks et en-cours.....	30
	2-14 Créances clients et autres débiteurs	30
	2-15 Trésorerie et équivalent de trésorerie	30
	2-16 Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés.....	30
	2-17 Provisions.....	30
	2-18 Avantages au personnel	30
	2-19 Contrats de location.....	31
	2-20 Impôts courants et différés	32
	2-21 Titres d'autocontrôle	32
	2-22 Passifs financiers	32
	2-23 Résultat net par action.....	32
	2-24 Plan d'options d'achats d'actions.....	32
	2-25 Ventes et prestations de services	33
D	GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	33
	<i>Note n° 3 Gestion des risques financiers.....</i>	<i>33</i>
	3-1 Liquidités.....	33
	3-2 Gestion des risques de change.....	34
	3-3 Gestion des risques de taux financiers.....	35
	3-4 Contreparties	36
E	INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF	36
	<i>Note n° 4 Actifs non courants</i>	<i>36</i>
	4-1 Actifs incorporels et goodwill	36
	4-2 Actifs corporels	38
	4-3 Autres actifs financiers non courants.....	39
	<i>Note n° 5 Stocks.....</i>	<i>39</i>
	<i>Note n° 6 Autres créances et autres actifs circulants.....</i>	<i>40</i>
	<i>Note n° 7 Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>40</i>
F	INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF	40
	<i>Note n° 8 Capital social et primes</i>	<i>40</i>
	<i>Note n° 9 Intérêts minoritaires.....</i>	<i>41</i>
	<i>Note n° 10 Provisions pour autres passifs.....</i>	<i>41</i>
	<i>Note n° 11 Dettes financières courantes et non courantes.....</i>	<i>42</i>
	11-1 Endettement financier net.....	42
	11-2 Ratio de Gearing.....	42
	11-3 Ventilation par nature.....	42
	11-4 Ventilation par échéance des dettes financières	43
	11-5 Ventilation par devise	43
	11-6 Ventilation par nature de taux.....	43
	<i>Note n° 12 Impôts différés</i>	<i>45</i>
	<i>Note n° 13 Ventilation des actifs et passifs par catégorie d'instruments financiers.....</i>	<i>46</i>
	<i>Note n° 14 Autres passifs courants</i>	<i>46</i>
G	INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	46
	<i>Note n° 15 Ventilation du Chiffre d'affaires par zone géographique.....</i>	<i>46</i>
	<i>Note n° 16 Achats consommés</i>	<i>47</i>

Note n° 17	Autres achats et charges externes	47
Note n° 18	Dotations et reprises sur amortissements et provisions	48
Note n° 19	Charges de personnel.....	48
Note n° 20	Autres produits et charges d'exploitation.....	48
Note n° 21	Autres produits et charges opérationnels.....	49
Note n° 22	Autres produits et charges financiers.....	49
Note n° 23	Coût de l'endettement financier brut.....	49
Note n° 24	Impôts sur les bénéfices, impôts différés	49
24 – 1	Ventilation de l'impôt	49
24 – 2	Analyse de la charge d'impôt	50
Note n° 25	Résultat par action.....	50
H	INFORMATIONS RELATIVES A L'ETAT DE VARIATION DES FLUX DE TRESORERIE	51
Note n° 26	Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie.....	51
Note n° 27	Capacité d'autofinancement avant impôts et coût de l'endettement financier net (CAFICE).....	51
Note n° 28	Variation du besoin en fonds de roulement	51
Note n° 29	Cash flow libre.....	51
Note n° 30	Dividendes versés.....	51
Note n° 31	Mouvements de périmètre.....	52
I	ENGAGEMENTS HORS BILANS.....	52
Note n° 32	Engagements donnés et reçus	52
32 – 1	Avals, engagements et cautions donnés.....	52
32 – 2	Avals, engagements et cautions reçus	52
32 – 3	Passifs éventuels	52
J	INFORMATIONS DIVERSES	52
Note n° 33	Répartition du personnel.....	52
Note n° 34	Rémunération des organes de direction	53
Note n° 35	Périmètre de l'intégration fiscale.....	53
Note n° 36	Informations concernant les entités ad hoc.....	53
Note n° 37	Honoraires des Commissaires aux comptes	53
K	INFORMATION SECTORIELLE.....	54
Note n° 38	Information sectorielle.....	54
38 – 1	Eléments du compte de résultat par secteurs :	55
38 – 2	Eléments de l'état de situation financière par secteurs :	55
L	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	56
Note n° 39	Répartition du capital social de DELFINGEN INDUSTRY au 31/12/14	56
M	ACQUISITION ET CESSION D'ACTIVITE.....	56
Note n° 40	56
N	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	57
Note n° 41	57

A Evènements marquants de l'exercice

L'exercice 2014 est marqué par l'entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2014 des sociétés chinoise Hengbang et allemandes Langendorf et MBG.

L'impact de l'entrée dans le périmètre de ces sociétés sur les principaux agrégats des comptes consolidés est indiqué dans la section B de la présente annexe aux comptes consolidés.

B Informations relatives au périmètre de consolidation

Note n° 1 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du groupe intègrent l'ensemble des filiales, sous filiales et participations de la société DELFINGEN INDUSTRY.

Les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du groupe sont :

Raison sociale	Pays	% détenu			Méthode
		2014	2013	2012	
Delfingen Industry	France	Mère	Mère	Mère	IG
Delfingen FR-Anteuil	France	99,98	99,98	99,98	IG
Sofanou Ibérica	Espagne	99,96	99,96	99,96	IG
Delfingen PT Porto SA	Portugal	99,50	99,50	99,50	IG
Delfingen TR-Marmara	Turquie	99,99	99,99	99,99	IG
Lima Inmo SL	Espagne	-	-	99,99	IG
Delfingen TN-Tunis	Tunisie	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen MA-Casablanca	Maroc	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen SK-Nitra	Slovaquie	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen MA-Tanger	Maroc	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen RO-Transilvania	Roumanie	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen RO-Valahia	Roumanie	99,99	99,99	99,99	IG
Delfingen US-Holding	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen US	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen US-New York	Etats-Unis	100,00	90,00	90,00	IG
Delfingen US-Texas	Etats-Unis	-	100,00	100,00	IG
STX Holding LLC	Etats-Unis	-	100,00	100,00	IG
Delfingen US-Texas Inc. (Sofanou Inc. of Texas)	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen PH-Filipinas	Philippines	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen US-Central America	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen HN-Cortes	Honduras	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen US-Mexico, Inc	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Sofanou of Mexico LLC	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen MX-Coahuila S de RL de CV	Mexique	100,00	100,00	100,00	IG
Compañeros en Excelencia en Extrusion S de RL de CV	Mexique	100,00	100,00	100,00	IG
SCI des Bottes	France	10,05	10,05	10,05	IG
Delfingen BR- Sao Paulo	Brésil	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen DE- Deutschland Holding	Allemagne	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen Asia Pacific Holding Pte	Singapour	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen Automotive Parts (Wuhan) co.	Chine	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen SG-Filipinas	Singapour	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen JP-Tokyo	Japon	100,00	100,00	100,00	IG
Delfingen India Private Limited	Inde	100,00	100,00	-	IG
Delfingen (Hebi) Automotive Parts Co., Ltd	Chine	86,67	43,09	-	IG
Delfingen DE-Marktrodach Verwaltungs	Allemagne	100,00	100,00	-	IG
Delfingen DE-Marktrodach (Langendorf)	Allemagne	100,00	-	-	IG
MBG Techbelt Innovation	Allemagne	100,00	-	-	IG

Raison sociale	Pays	2014	2013	2012	Méthode
Delfingen FR-Anteuil SAS	France	100,00	-	-	IG
Delfingen Siam Co. Ltd	Thaïlande	99,99	-	-	IG
Delfingen Asia ROH Co. Ltd	Thaïlande	99,99	-	-	IG

*IG : Intégration globale

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit au cours de la période :

- Acquisition à 100% de la société allemande Langendorf Textil, détenant elle-même à 100% la société MBG Techbelt Innovation, par Delfingen Deutschland Holding (anciennement Delfingen DE-KOLN) ;
- Création d'un nouveau site de production en Thaïlande : Delfingen SIAM détenue par Delfingen Asia Pacific Holding et Delfingen ROH ;
- Création d'un siège Asie en Thaïlande : Delfingen ROH détenue par Delfingen Asia Pacific Holding ;
- Variation du pourcentage d'intérêt dans Delfingen (Hebi) Automotive Parts par apports en nature et numéraire réalisés par Delfingen Automotive Parts (Wuhan) et Delfingen Asia Pacific Holding. Le pourcentage de détention passe de 43,09% au 31 décembre 2013 à 86,67% au 31 décembre 2014 ;
- Rachat du solde du capital, soit 10%, détenus par les minoritaires dans Delfingen US-New-York ;
- Fusion le 20 juin 2014 entre les entités texanes Sofanou Inc of Texas, Delfingen US Texas LP et STX Holding LLC ;
- Création de la société Delfingen FR-Anteuil SAS détenue à 100 % par Delfingen FR-Anteuil.

L'impact de l'acquisition des sociétés allemandes, Langendorf et MBG, sur l'état de situation financière consolidée se présente comme suit :

En milliers d'euros	Juste valeur à la date d'acquisition
Actifs incorporels, corporels et financiers	3 182
Stocks nets	2 967
Clients	686
Autres créances	373
Trésorerie	375
Impôts différés	(178)
Provisions	(733)
Dettes financières	(3 138)
Fournisseurs	(1 072)
Autres dettes	(684)
Total actifs nets	1 778
Prix d'acquisition	3 935
Goodwill	2 157

L'impact de cette acquisition sur l'état du résultat global consolidé se présente comme suit :

En milliers d'euros	
Chiffre d'affaires	21 039
Résultat opérationnel	944
Résultat net	856

Les autres mouvements de périmètre n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

C Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation

Note n° 2 Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation

2 – 1 Référentiel appliqué

Les états financiers sont présentés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2014 et consultable sur le site internet de la Commission Européenne¹.

¹ http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr/htm#adopted_commission

Les états financiers sont présentés en euro et arrondis au millier le plus proche. Ils ont été établis selon les principes généraux des normes IFRS :

- Image fidèle ;
- Continuité d'exploitation ;
- Comptabilité d'engagement ;
- Permanence de la présentation ;
- Importance relative et regroupement.

Le groupe a décidé de ne pas appliquer de manière anticipée, lorsque les textes en offrent la possibilité, les normes, mises à jour et interprétations publiées et applicables pour les exercices 2014 et suivants. Le groupe ne pense pas qu'il en résultera des changements significatifs.

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers du groupe sont décrits dans les notes suivantes. Sauf mention particulière, ils ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés.

2 – 2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire ou non aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014

2 – 2.1 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014

Les nouvelles normes et amendements, d'application obligatoire aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2014 sont :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 révisée « Etats financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 « Dispositions transitoires » ;
- Amendement à IAS 32 « Instruments financiers : présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » ;
- Amendements à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » : amendements relatifs aux informations sur la valeur recouvrable des actifs financiers ;
- Amendements à IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » : amendements relatifs à la novation de dérivés et au maintien de la comptabilité de couverture.

Ils n'ont pas d'impact sur les états financiers consolidés de DELFINGEN INDUSTRY au 31 décembre 2014.

2 – 2.2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014

Par ailleurs, DELFINGEN INDUSTRY n'a pas appliqué par anticipation les nouveaux principes comptables adoptés par l'Union Européenne, mais dont l'application n'est pas obligatoire. Cela concerne l'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ».

Ces normes sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

Le groupe ne pense pas qu'il en résultera des changements significatifs.

2 – 3 Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles DELFINGEN INDUSTRY exerce directement ou indirectement le contrôle.

Il n'y a pas de société dans laquelle DELFINGEN INDUSTRY exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au groupe (plus-values, profits sur stocks, dividendes).

2 – 4 Opérations en devises étrangères

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées dans la monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la

monnaie de fonctionnement au taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des prêts et emprunts, qui, en substance, font partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère.

Ceux-ci sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, dans les réserves de conversion incluses dans les capitaux propres consolidés, pour leur montant net d'impôt jusqu'à la date de sortie de l'investissement net où ils seront enregistrés en résultat.

Conversion des états financiers des filiales consolidées

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euro au taux de change du 31 décembre 2014 pour les postes du bilan et au taux de change moyen de l'exercice pour le compte de résultat. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés en réserves de conversion et sont imputés dans les capitaux propres.

Les taux des principales monnaies utilisés pour la consolidation des comptes sont les suivants :

	Taux d'ouverture			Taux moyen			Taux de clôture		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Euro	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Dinar tunisien	2,2672	2,0471	1,9367	2,2495	2,1549	2,0056	2,2611	2,2672	2,0471
Dirham marocain	11,2542	11,1531	11,1033	11,1595	11,1642	11,0930	10,9865	11,2542	11,1531
Leu roumain	4,4710	4,4445	4,3233	4,4439	4,4189	4,4572	4,4828	4,4710	4,4445
Lire turque	2,9605	2,3551	2,4432	2,9041	2,5222	2,3130	2,8320	2,9605	2,3551
Réal brésilien	3,2576	2,7036	2,4159	3,1197	2,8509	2,5013	3,2207	3,2576	2,7036
Dollar américain	1,3791	1,3194	1,2939	1,3264	1,3275	1,2845	1,2141	1,3791	1,3194
Yuan Chinois	8,3491	8,2207	8,1588	8,1718	8,1619	8,1045	7,5358	8,3491	8,2207
Peso Philippin	61,2895	54,1067		58,8924	56,2960	54,2083	54,4366	61,2895	54,1067
Yen Japonais	144,7178	113,6105		140,3079	129,3735	113,6105	145,2222	144,7178	113,6105
Roupie Indienne	85,3679			80,9563	84,4063		76,7165	85,3679	
Bath Thaïlandais				42,9297			39,9106		

2 – 5 Recours à des estimations

L'élaboration des états financiers en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et des estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs, des produits et des charges à la clôture de l'exercice. Ces estimations et hypothèses, reflètent, le jugement raisonnable et prudent de la Direction, qui les révisé de manière continue. Toutefois les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des états financiers pour la période close au 31 décembre 2014 concernent notamment les postes suivants :

- Les actifs d'impôts différés ;
- Les provisions ;
- Les pertes de valeurs sur goodwill.

Appréciation des sources majeures d'incertitudes :

Les différents secteurs d'activité du groupe ont connu sur les dernières années, les croissances attendues. Ces évolutions favorables n'ont donc pas généré d'incertitudes majeures bien que le groupe évolue dans un secteur (majoritairement automobile) en crise sur la zone Europe.

Sensibilités identifiées :

Les sensibilités recensées et suivies par le management portent principalement sur les données et hypothèses liées à la mise en œuvre des tests de valeur. Ces hypothèses sont consolidées au travers d'une démarche de collecte d'informations prévisionnelles auprès de grands acteurs du secteur automobile (hypothèses de marché) et d'actuaire (taux d'actualisation).

2 – 6 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges (y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la même entité) ;

- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ;
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Ainsi, le groupe a défini les secteurs à présenter en se basant sur le reporting interne utilisé par la Direction du groupe pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs.

En 2014, les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- **Automobile - EA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Europe et Afrique ;
- **Automobile - NCSA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Amérique du Nord, Centrale et du Sud ;
- **Automobile – ASIA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile en Asie ;
- **Marchés de spécialités** : ce secteur regroupe tous les produits hors marché automobile liés aux business units Equipement Electrique, Bâtiment & Habitat ainsi que les textiles techniques pour les marchés liés à l'environnement, les équipements de protection individuels, les sangles de levage et d'arrimage.

Auparavant, les secteurs retenus par le groupe étaient les suivants :

- **Automobile - EASA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Europe, Afrique et Amérique du Sud ;
- **Automobile - NCA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Amérique du Nord, Centrale ;
- **Automobile – ASIA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile en Asie ;
- **Marchés de spécialités** : ce secteur regroupe tous les produits hors marché automobile liés aux business units Equipement Electrique, Bâtiment & Habitat ainsi que les textiles techniques pour les marchés liés à l'environnement, les équipements de protection individuels, les sangles de levage et d'arrimage.

La présentation des données 2012 et 2013 a été retraitée afin d'être comparable à la nouvelle répartition des secteurs.

A ces 4 secteurs s'ajoutent les holdings et les éliminations.

Les indicateurs utilisés pour mesurer la performance des secteurs, et notamment le résultat opérationnel, sont réconciliés avec les états financiers consolidés. Les indicateurs clés exposés en note n° 38 sont les suivants :

- Le Chiffre d'affaires ;
- Le résultat opérationnel ;
- Les investissements corporels et incorporels ;
- Les actifs sectoriels constitués des immobilisations corporelles, incorporelles, des goodwill et des stocks.

La dette financière, les autres revenus et autres charges, les résultats financiers, les impôts, sont suivis au niveau du groupe et ne sont pas alloués aux secteurs.

2 – 7 Dates de clôture

A l'exception de Delfingen India Private Limited, dont l'exercice social se terminera le 31 mars 2015, toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation ont un exercice social clos le 31 décembre 2014.

Concernant Delfingen India Private Limited, une situation intermédiaire a été effectuée au 31 décembre 2014 et validée par les auditeurs locaux.

De plus, toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation ont un exercice d'une durée de 12 mois, à l'exception des sociétés créées en cours d'année : Delfingen Asia ROH, Delfingen Siam, Delfingen FR-Anteuil SAS.

2 – 8 Goodwills

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode dite de l'acquisition (IFRS 3 révisée).

Les goodwill représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs et passifs à la date de prise de participation.

Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an.

Pour ce test, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie qui correspondent à des ensembles homogènes générant des flux de trésorerie indépendants. Selon les dispositions de l'IFRS 8, les UGT définies par le groupe ne revêtent pas une taille supérieure à un secteur opérationnel. En cas de perte de valeur estimée à la clôture d'un exercice, la dépréciation est inscrite en résultat dudit exercice.

Les modalités des tests de pertes de valeurs sont détaillées dans la note 2-11.

2 – 9 Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

En application de la norme IAS 38, les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement, découlant de l'application des résultats de la recherche, sont immobilisés dans la mesure où le groupe peut démontrer :

- Son intention ainsi que sa capacité financière et technique à mener à bien le projet de développement à son terme ;
- Que l'actif générera des avantages économiques futurs ;
- Et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont inscrits à l'actif et sont amortis sur une durée maximale de 5 ans.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les coûts de développement et d'acquisition des logiciels informatiques ainsi que des brevets et licences. Ces dépenses sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée.

Il est à noter qu'il ne figure pas dans les actifs du groupe d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.

Amortissements

	Durée	Mode
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Droits fongibles (Brevets)	20 ans	Linéaire
Logiciels et Autres immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire

2 – 10 Actifs corporels

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunts sont exclus du coût des immobilisations.

Dès lors que des composants d'une immobilisation corporelle sont identifiables, ils sont immobilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte.

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location - financement. Les actifs ainsi financés sont comptabilisés à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements effectués au titre du contrat de location. En contrepartie, la dette correspondante est inscrite en passif financier. Les paiements relatifs aux contrats de location simple sont enregistrés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Coûts ultérieurs

S'il s'agit du remplacement d'un composant ou d'une dépense qui concourt à une prolongation significative de la durée de vie de l'immobilisation, le coût est enregistré à l'actif.

Dans le cas de dépenses de maintenance, d'entretien et de réparation courante participant à la bonne utilisation de l'immobilisation, le coût est enregistré en charges.

Amortissements

L'amortissement est calculé sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Les valeurs résiduelles sont nulles.

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

	Durée	Mode
Agencements, aménagements terrains et constructions	8 à 10 ans	Linéaire
Constructions	Gros œuvre	30 ans
	Lots techniques	20 ans
	second oeuvre	15 ans
Matériel et outillage	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
	10 ans/3	
Mobilier/matériel de bureau/informatique	ans	Linéaire

2 – 11 Perte de valeur des actifs non financiers

Lorsqu'il existe un indice que la valeur recouvrable d'un actif pourrait être inférieure à sa valeur nette comptable, alors la valeur recouvrable de l'actif est évaluée, et le cas échéant, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est définie comme étant la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité déterminée par l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus. Dans la pratique, compte tenu du fait qu'il existe rarement une base fiable pour déterminer la juste valeur des UGT du groupe, DELFINGEN INDUSTRY utilise la valeur d'utilité pour déterminer la valeur recouvrable d'une UGT.

Pour ce test, les actifs sont regroupés en Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Selon les dispositions de l'IFRS 8, les UGT définies par le groupe ne revêtent pas une taille supérieure à un secteur opérationnel.

Le groupe a retenu pour la définition des UGT, le regroupement stratégique des Business Unit (BU) au sein de ses quatre secteurs opérationnels : automobiles NCSA (Amérique du Nord, Centrale et du Sud), EA (Europe et Afrique) et Asia (Asie), marchés de spécialités.

Le secteur opérationnel automobile EA regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides EA (UGT 1) ;
- BU Assemblage mécanique / Injection (UGT 2) ;
- BU Assemblage de faisceaux (UGT 3) ;
- BU Protection Textile Allemagne (UGT 11). Il s'agit d'une nouvelle BU créée dans le cadre de l'acquisition de Langendorf et MBG en janvier 2014.

Le secteur opérationnel automobile NCSA regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux NCSA (UGT 4) ;
- BU Transfert de fluides NCSA (UGT 5).

Le secteur opérationnel ASIA regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides Filipinas (UGT 6) ;
- BU Chine (UGT 7) ;
- BU Inde (UGT 8).

Le secteur opérationnel « marchés de spécialités » regroupe les BU suivantes :

- BU Machines et équipement électriques (UGT 9) ;
- BU Bâtiment et Habitat (UGT 10) ;
- BU Textiles Techniques Allemagne (UGT 12). Il s'agit d'une nouvelle BU créée dans le cadre de l'acquisition de Langendorf et MBG en janvier 2014.

Les tests de dépréciation ont été effectués selon les règles suivantes :

- Les goodwill ont été ventilés entre les différentes UGT ;
- Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur et au moins une fois par an ;
- La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux de trésorerie nets, actualisés, après impôts, établis à partir d'un plan d'activité à 4 ans tel qu'arrêté par la Direction du groupe ;
- Le taux d'actualisation reflète les appréciations de la Direction notamment en ce qui concerne le niveau de risque attaché à chaque actif testé.

Les pertes de valeurs enregistrées au titre des goodwill sont irréversibles.

2 – 12 Actifs financiers non courants

Sont classés dans cette catégorie principalement les dépôts et cautionnements versés dans le cadre de baux pour les locaux dont le groupe n'est pas propriétaire, ainsi que les cautions versées en garantie de prêts bancaires.

2 – 13 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Les produits finis et les en-cours de production sont évalués à leur coût de production qui incorpore, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les stocks de marchandises, de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré ou au dernier prix d'achat. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks. Les coûts financiers ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût de revient, s'ils sont endommagés, obsolètes et chaque fois qu'ils présentent des risques de non écoulement à des conditions normales.

2 – 14 Créances clients et autres débiteurs

Ces créances sont comptabilisées à leur juste valeur réévaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif après déduction des éventuelles pertes de valeur. Lorsque les délais de paiement sont inférieurs à un an, la juste valeur initiale et le coût amorti ultérieur sont égaux au montant nominal.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables.

2 – 15 Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisses, les comptes courants bancaires ainsi que les OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme. Tous ces éléments sont évalués à leur juste valeur, les éventuels ajustements sont enregistrés en résultat.

2 – 16 Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés

Les activités abandonnées et actifs destinés à être cédés sont retraités conformément à la norme IFRS 5. Il n'y a pas eu d'activités abandonnées et d'actifs destinés à être cédés sur les périodes présentées.

2 – 17 Provisions

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources futures nécessaires à l'extinction de l'obligation. Les risques et charges provisionnés au bilan consolidé sont tous nettement précisés quant à leur objet et rendus probables par des événements survenus ou en cours.

Les provisions ne font l'objet d'aucune actualisation.

2 – 18 Avantages au personnel

Le montant comptabilisé au titre des avantages au personnel correspond uniquement aux engagements de retraite. Il n'existe pas au sein du groupe d'autres avantages au personnel susceptibles de faire naître un engagement pour le groupe.

Les engagements du groupe en matière de retraite font l'objet d'une évaluation externe par des cabinets spécialisés.

Le montant des engagements de retraites et avantages assimilés est peu significatif (874 K€) au regard de la situation financière et du patrimoine du groupe.

L'impact net sur les charges opérationnelles de la période (111 K€) et sur les Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat (écarts actuariels net d'impôts pour 18 K€) étant peu significatifs, il n'est pas présenté d'informations complémentaires, notamment de sensibilité.

En vertu des législations applicables dans les pays dans lesquels le groupe est implanté, les salariés des entités françaises sont les principaux bénéficiaires de tels avantages.

Les engagements en matière de retraite pour la France, l'Inde et les Philippines sont évalués par un actuaire selon le principe actuariel des unités de crédit projetées avec salaire en fin de carrière conformément à IAS19 révisée. Elles sont inscrites au passif du bilan avec comptabilisation d'un impôt différé actif. Aux Etats-Unis, les filiales américaines abondent les versements facultatifs de leurs salariés à un fonds privé de retraite (plan 401 K). Les versements effectués par les sociétés américaines sont comptabilisés en charge de personnel.

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite des sociétés selon les différents pays sont les suivantes :

France	2014	2013	2012
Age moyen de départ à la retraite	67 ans	67 ans	67 ans
Taux de turn-over Cadres	0 à 20%	2%	2%
Taux de turn-over Non Cadres	0 à 4%	2%	2%
Taux d'actualisation	1,80%	3,50%	3,50%
Taux d'augmentation des salaires	1 à 2.5%	1 à 2.5%	0,0225

Turquie	2014	2013	2012
Age moyen de départ à la retraite	52 ans	52 ans	52 ans
Taux de turn-over Cadres	2,9%	2,2%	4%
Taux de turn-over Non Cadres	2,9%	2,2%	4%
Taux d'actualisation	8,04%	9,70%	7,97%
Taux d'augmentation des salaires	6,06%	10,00%	10,00%

Philippines	2014	2013	2012
Age moyen de départ à la retraite	60 ans	60 ans	60 ans
Taux de turn-over Cadres	2 à 5%	2 à 5%	2 à 5%
Taux de turn-over Non Cadres	2 à 5%	2 à 5%	2 à 5%
Taux d'actualisation	4,62%	5,30%	5,62%
Taux d'augmentation des salaires	6,00%	7,00%	0,07

Inde	2014	2013
Age moyen de départ à la retraite	58 ans	58 ans
Taux de turn-over Cadres	7,46%	20,55%
Taux de turn-over Non Cadres	7,46%	20,55%
Taux d'actualisation	8,06%	8,93%
Taux d'augmentation des salaires	9,00%	15,00%

2 – 19 Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location – financement, transférant au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées au bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs, objets d'un contrat de location – financement, sont amortis sur leur durée d'utilité conformément aux règles du groupe.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

2 – 20 Impôts courants et différés

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impôts différés.

L'impôt exigible est basé sur les bénéfices des sociétés du groupe. Il est calculé conformément aux règles locales et intègre les éventuels ajustements au titre des exercices précédents.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur les différences temporelles entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur figurant dans les états financiers consolidés, en utilisant les taux d'imposition applicables.

Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés. Les perspectives de récupération des impôts différés sont revues périodiquement par entité fiscale. Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur est probable à court ou moyen terme.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

En France, la loi de Finance pour 2010, votée en décembre 2009, introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle. La CET a deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le groupe considère que les deux composantes de la CET relèvent de la même classification en charge opérationnelle.

Par ailleurs, en France, la loi de Finances 2012 rectificative a instauré un nouveau crédit d'impôt à compter du 1^{er} janvier 2013 : le Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Son calcul est basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés des entreprises françaises. Ce crédit d'impôt est payé par l'Etat, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés. Il n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ».

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel (187 K€).

2 – 21 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2 – 22 Passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE) et retraités des coûts de transaction attribuables.

La différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat et étalée sur la durée des passifs financiers.

2 – 23 Résultat net par action

Le résultat par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de l'exercice part du groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors action d'autocontrôle) au cours de l'exercice.

Il n'y a pas d'actions dilutives potentielles à la clôture de l'exercice.

En conséquence, le résultat 2014 dilué par action est identique à celui avant dilution.

2 – 24 Plan d'options d'achats d'actions

Rapport spécial sur le plan d'options d'achats d'actions

Le précédent plan d'options d'achat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 janvier 2007. L'autorisation a été donnée, jusqu'au 20 mars 2010, pour un nombre maximum de 45 900 options.

Sur la base de cette délégation, le Conseil d'administration a procédé à une attribution d'options à certains salariés de l'unité économique et sociale (DELFINGEN GROUP, DELFINGEN INDUSTRY et DELFINGEN FR-ANTEUIL), le 14 février 2007, portant sur 45 900 options et en a fixé le prix d'exercice à 18,57 €.

Le plan prévoyait que les options étaient exerçables par tranche de vingt-cinq pour cent (25 %) à compter du premier anniversaire de l'attribution, vingt-cinq pour cent (25 %) à compter du deuxième anniversaire, vingt-cinq pour cent (25 %) à compter du troisième anniversaire et vingt-cinq pour cent (25 %) à compter du quatrième anniversaire.

Le plan a donc expiré à la date du 14 février 2014. Seul un bénéficiaire a levé 1 530 options, en date du 12 février 2014, au prix de 19,70 €.

Aucune option n'a été attribuée à des mandataires sociaux de la société ou de sociétés contrôlées par DELFINGEN INDUSTRY ou contrôlant DELFINGEN INDUSTRY.

Options sur actions attribuées aux mandataires sociaux

Les dirigeants mandataires sociaux de la société DELFINGEN INDUSTRY ne sont pas titulaires d'options sur actions, de quelque nature que ce soit et ne se sont pas vus attribuer d'options sur actions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

2 – 25 Ventes et prestations de services

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction de toute ristourne ou de toute action corrélée aux ventes.

Les produits sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Compte tenu de la nature des produits, des conditions générales de vente, des Incoterm de transports et des polices d'assurance, les produits sont généralement enregistrés à la date de facture.

D Gestion des risques financiers

Note n° 3 Gestion des risques financiers

3 – 1 Liquidités

Positions de liquidité

Le détail de la position de liquidité et de l'endettement financier net (EFN^{*}) figure dans les notes n°7 et n°11 de la présente annexe.

Au 31 décembre 2014, DELFINGEN INDUSTRY dispose d'une trésorerie nette de 10 594 K€ (14 268 K€ au 31 décembre 2013).

Les sources supplémentaires d'accès à la liquidité en 2014, sont les suivantes :

- Des lignes de crédit bancaire court terme confirmées à échéance décembre 2015 pour un total de 5 000 K€, utilisées à hauteur de 3 039 K€ ;
- Des lignes de crédit bancaire court terme classique pour un total de 1 461 K€, non utilisées ;
- Une ligne de crédit bancaire moyen terme pour un total de 6 177 K€, non utilisée.

DELFINGEN INDUSTRY a poursuivi sa politique d'amélioration de la position de liquidité, tout en renforçant la structure financière, au travers notamment :

- De la mise en place de la seconde tranche d'emprunts de 5 M€, en mai 2014, dans le cadre de la seconde convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- De la mise en place de deux prêts auprès de BPI France signés en juin 2014 pour un total de 6,0 M€.

Conventions d'affacturage

Ces conventions concernent Delfingen FR-Anteuil, Delfingen PT-Porto, Delfingen DE-Marktrodach (anciennement Langendorf) et MBG.

Concernant Delfingen FR- Anteuil, l'affacturage n'est pas déconsolidant : il n'y a pas d'impact sur le poste clients, le risque clients reste à charge de Delfingen FR-Anteuil. Le contrat prévoit la possibilité de céder des créances jusqu'à un montant de 2 500 K€. Le montant des créances cédées au 31 décembre 2014 s'élève à 972 K€.

Concernant Delfingen PT- Porto, Delfingen DE-Marktrodach et MBG, les conventions respectent les conditions de déconsolidation des créances définies par la norme IAS 39 (transfert du risque de crédit, du risque de retard de paiement et de dilution).

Pour Delfingen PT-Porto, les cessions de créances déconsolidantes sont effectuées sous forme d'affacturage avec subrogation conventionnelle sans recours à hauteur de 90% des créances cédées. Le contrat prévoit la possibilité de céder des créances jusqu'à un montant de 4 500 K€. Le poste clients est diminué au 31 décembre 2014 de cessions de créances pour un montant de 1 338 K€.

Les sociétés allemandes, Delfingen DE-Marktrodach et MBG, ont également des contrats d'affacturage avec subrogation conventionnelle sans recours à hauteur de 90 % des créances cédées. Les contrats prévoient la possibilité de céder des créances jusqu'à un montant de 1 000 K€ pour Delfingen DE-Marktrodach et 1 500 K€ pour MBG. Les comptes clients sont diminués au 31 décembre 2014 de respectivement 550 K€ et 559 K€.

La juste valeur des actifs financiers transférés est égale à la valeur nominale de ces mêmes actifs.

Prêts à l'entité Delfingen US Holding

Huntington National Bank a confirmé son soutien à Delfingen US Holding, au travers de l'octroi d'un contrat de prêt d'équipement moyen terme pour 1 235 K\$ (1 017 K€).

Du fait du support de DELFINGEN INDUSTRY par la politique de gestion de la liquidité au niveau groupe (centralisation de la trésorerie), l'exposition au risque de liquidité au niveau de Delfingen US Holding est limitée.

Covenants :

	2014
Endettement financier lié à covenants A	18 572
Endettement financier lié à covenants B	3 421
Endettement financier non lié à des covenants	19 175
Total endettement financier brut	41 167

L'ensemble des prêts et lignes de crédit, soumis à covenants, fait l'objet d'une clause de remboursement anticipée liée :

Pour les covenants A (calculés sur les données consolidées du groupe) :

- Au ratio de EFN* / EBITDA courant * qui doit être inférieur à 3 ;
- Au ratio de Cash flow libre* / Service de la dette qui doit être supérieur à 1 en 2014 ;
- Au ratio d'EFN* / Fonds propres qui doit être inférieur à 1.

Pour les covenants B (calculés sur les données consolidées au niveau de Delfingen US Holding) :

- Au ratio de d'EBITDA (retraité des dividendes) / (service de la dette + impôt sur les sociétés payé + investissements non financés) qui doit être supérieur à 1,2 ;
- Au ratio de Dettes (retraité de la dette subordonnée*) / EBITDA qui ne doit pas être supérieur à 2,0 ;
- Au ratio de Passif (diminué de la dette subordonnée) / (capitaux propres diminués des goodwills, dépôts et comptes intercompanies et augmentés de la dette subordonnée) qui doit être inférieur à 2,0.

A la date d'arrêté des comptes, DELFINGEN INDUSTRY ne respecte pas le ratio de Cash flow libre / Service de la dette des Covenants A. Le non-respect de ce ratio est lié au glissement des opérations de croissance externe de 2013 sur 2014. Cependant, le groupe a obtenu, antérieurement à la date de clôture, la confirmation de ses banques qu'elles ne demanderont pas le remboursement anticipé des dettes financières liées. De ce fait, les échéances concernées ne sont pas reclassées en dettes courantes dans les états financiers consolidés.

Le groupe prévoit de respecter l'ensemble des covenants sur les 12 prochains mois.

3 – 2 Gestion des risques de change

Les couvertures de change concernent essentiellement les risques sur des avances de trésorerie faites par la société DELFINGEN INDUSTRY à ses filiales américaines et asiatiques.

Au 31/12/2014, chez DELFINGEN INDUSTRY, la couverture de change suivante était en place sous forme de couverture de terme bonifié accumulatif :

	TOTAL	Terme bonifié accumulatif
Montants en USD	1 040 000	1 040 000
Taux moyens €/USD	1,3260	1,3260
Montants en €	784 314	784 314
Échéance 27/07/2015		

Il s'agit d'une couverture de change à terme accumulatif à barrière désactivante.

Du fait de la forte appréciation du dollar après mise en place de cette couverture, celle-ci n'est pas efficace à la clôture de l'exercice.

L'exposition nette du groupe se concentre principalement sur le dollar (hors devise fonctionnelle des entités).

Au 31 décembre 2014, les créances nettes en dollars étaient de 7,9 M€ dont 5,2 M€ à moins d'un an.

Sensibilité aux variations du dollar :

Impact de la variation du dollar sur la base des comptes 2014

En milliers d'euros	USD
Hypothèse de variation par rapport à l'euro	3%
Impact sur le résultat avant impôt	160
Impact sur les capitaux propres	1 049

3 – 3 Gestion des risques de taux financiers

Ces couvertures concernent les risques d'évolution des taux financiers sur des emprunts moyen terme de la société DELFINGEN INDUSTRY et Delfingen US Inc.

	Taux	1ère échéance	Dernière échéance	Milliers d'Euros au 31/12/14
DELFINGEN INDUSTRY Tunnel	CAP : 3,00%, FLOOR : 1,50% E3M	11/04/2011	30/09/2015	178
DELFINGEN INDUSTRY Tunnel	Tunnel entre 2,00 % et 5,00 % : 1.62 %	17/10/2011	17/07/2016	1 792
DELFINGEN INDUSTRY	Taux Fixe : 0,69% Euribor 3 mois	18/01/2013	31/06/2017	2 661
DELFINGEN INDUSTRY	Taux Fixe : 0,75% Euribor 3 mois	17/07/2013	29/03/2018	3 541
DELFINGEN INDUSTRY	Taux Fixe : 0,61% E3M avec barrière désactivante à 4%	01/04/2014	01/10/2018	4 000
DELFINGEN INDUSTRY	Taux Fixe : 0,2875% Euribor 3 mois	30/12/2014	31/12/2017	2 125
Delfingen US Inc	LIBOR 1M locked rate 3,73%	01/10/2012	29/08/2017	680
	LIBOR 1M locked rate 3,65%	01/10/2012	29/08/2016	432

A noter que les intérêts attachés aux dettes auprès des établissements de crédit sont majoritairement indexés sur l'Euribor 3 mois ou sur le Libor 3 mois, seuls 15,8 M€ sont en taux fixes.

Le détail de la structure financière par nature de taux figure dans la note n° 11-6 de la présente annexe.

A noter qu'une variation de + ou - 0,5 point des taux d'intérêt aurait un impact de + ou - 192 K€ sur les charges d'intérêts financiers de l'exercice.

3 – 4 Contreparties

Dans le cadre de ses opérations d'accès aux financements, DELFINGEN INDUSTRY est exposé au risque de contrepartie. Toutefois ce risque est limité du fait que ces opérations de financement sont réalisées avec une dizaine d'intervenants :

- En France : Banque Populaire de Franche-Comté, Crédit Agricole de Franche-Comté, BECM, CIC- Est, Société Générale, BNP Paribas/Fortis, HSBC, BPI France/OSEO, Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté, ainsi que le Fonds Micado et le GIAC ;
- Aux Etats-Unis : Huntington National Bank ;
- Au Portugal : BPN ;
- En Allemagne : Kulmbacher Bank.

E Informations relatives à l'actif

Note n° 4 Actifs non courants

4 – 1 Actifs incorporels et goodwill

	Ecart d'acquisition	Frais de développement (générés en interne)	Droits fongibles	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	42 121	530	397	2 864	45 912
Augmentations	0	299	0	363	662
Diminutions	0	0	2	(7)	(6)
Variations de change	5 057	8	0	81	5 146
Autres mouvements	(0)	0	31	(27)	4
Changements de périmètre	2 362	0	18	47	2 427
A la clôture de l'exercice	49 540	838	448	3 320	54 145
Amortissements et pertes de valeur					
A l'ouverture de l'exercice	18 184	347	242	2 199	20 972
Augmentations	1	60	20	253	334
Diminutions	0	0	0	(3)	(3)
Variations de change	2 189	0	0	48	2 238
Autres mouvements	(1)	0	0	5	4
Changements de périmètre	0	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	20 374	408	262	2 502	23 546
Valeur nette à la clôture de l'exercice	29 167	430	186	817	30 600

Les frais de développement concernent des dépenses générées en interne sur des projets éligibles.

Les droits fongibles représentent des brevets internationaux et des modèles de produits développés par les sociétés du groupe.

Les nouveaux écarts d'acquisition concernent :

- L'acquisition des sociétés allemandes :

Prix d'achat Langendorf	3 935 K€
Juste valeur des actifs nets	<u>1 777 K€</u>
Survaleur	2 157 K€
- Un ajustement pendant le délai d'affectation du goodwill de Kartar Wire Industry : +2 672 KINR soit **+33 K€**

- L'acquisition de l'activité en gaines annelées de Terminal Technologies en Inde :

Prix d'achat activité	13 209 KINR
Juste valeur des actifs acquis	7 400 KINR
Survaleur	5 808 KINR
	72 K€

- L'acquisition par DELFINGEN INDUSTRY de l'activité de Services financiers, légaux, fiscaux et informatique auprès de sa holding DELFINGEN GROUP :

Prix d'achat activité	232 K€
Juste valeur des actifs acquis	132 K€
Survaleur	100 K€

Pertes de valeur sur goodwill

Les tests de dépréciation pratiqués au 31 décembre 2014, au niveau de chacune des UGT, n'ont conduit à aucune dépréciation.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie après impôts issus de la construction budgétaire et des plans Moyen Terme propres à chacune d'entre elles, approuvés par le Conseil d'administration, en intégrant une composante retour sur investissement attendu par les actionnaires et une composante coût du financement externe. Les flux de trésorerie sont projetés sur 4 ans.

Ce plan est en accord avec les dispositions d'IAS 36.44. Le calcul de la valeur d'utilité exclut :

- Les entrées ou sorties de flux de trésorerie futurs devant résulter d'une restructuration future dans laquelle l'entreprise n'est pas encore engagée - par exemple, les réductions de coûts de personnel. Concernant les restructurations, seules sont prises en compte dans les flux de trésorerie celles dans lesquelles l'entité est engagée au sens de la norme IAS 37 ;
- Les dépenses d'investissement futures qui amélioreront ou accroîtront la performance de l'actif.

Les principales hypothèses affectant la valeur d'utilité sont le niveau de marge opérationnelle retenue dans les flux futurs de trésorerie et le coût moyen pondéré du capital.

Les hypothèses de volumes reprises dans le plan moyen terme sont ajustées avec les dernières hypothèses issues de sources externes. Les prévisions de trésorerie intègrent également l'impact sur les coûts du plan d'excellence opérationnelle. L'extrapolation des prévisions de trésorerie au-delà de la dernière année du plan moyen terme (2018) est déterminée en appliquant un taux de croissance de la zone géographique concernée. Concernant le coût moyen pondéré du capital à utiliser pour actualiser les flux de trésorerie futurs, sa détermination s'appuie sur une analyse effectuée par un expert indépendant. Le coût moyen utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 11,32 % en 2014 (12,28 % en 2013), intégrant une prime de risque de marché de l'ordre de 6,20 %, un « beta* » sans levier de la dette de 1,00 % et un taux additionnel lié à l'effet taille de 5,70 % (contre une prime de risque de marché de 6,20 % en 2013, un « beta* » sans levier de la dette de 1,20 % et un taux additionnel de 5,90 %).

La prime de risque de l'activité en Inde intègre un spread de 4,20 % lié à la situation financière propre du pays.

	Automobile						Marchés de spécialités		
	Philippines	NCSA	EA			Inde	Allemagne		Allemagne
	Protection et Transfert	Protection	Protection et transfert	Assemblage Mécanique	Assemblage Faisceaux	Protection	Protection	Equipement Electrique	Textiles techniques
Valeur brute comptable des goodwill	238	33 972	3 075	882	569	2 914	1 726	5 633	431
Valeur nette comptable des goodwill	238	15 818	1 570	882	0	2 914	1 726	5 488	431
Méthode utilisée	valeur d'utilité								
Paramètres du modèle									
Taux de croissance sur 4 ans	suivant Budget 2015 et plan MT 2016/2018								
Taux de croissance sur valeur terminale	3,00%	3,00%	1,30%	1,10%	NA	3,20%	1,30%	3,00%	1,30%
Taux d'actualisation	11,45%	11,45%	11,32%	11,94%	NA	15,52%	10,63%	12,49%	10,63%
Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice	0	0	0	0	0			0	
Variation du taux d'actualisation amenant à une dépréciation	+12,2 points	+7,4 points	+32,8 points	+20,9 points	NA	+0,1 point	+4,4 points	+5,7 points	+34,5 points
Variation du taux d'EBITDA amenant à une dépréciation	-6,9 points	-3,0 points	-5,0 points	-4,1 points	NA	-0,1 point	-2,6 points	-0,6 point	-5,5 points
Variation des investissements annuels amenant à une dépréciation	11,1 M€	3,2 M€	8,3 M€	5,7 M€	NA	0,01 M€	1,2 M€	0,7 M€	0,6 M€

* Le beta mesure le risque non diversifiable qui exprime la volatilité des actions des entreprises cotées travaillant dans le même secteur d'activité « Auto parts ».

Il est à noter que les UGT suivantes : Bâtiment et Habitat (UGT 10), transfert de fluides NCSA (UGT 5) et Chine (UGT 7), n'ont pas de goodwill associés et n'apparaissent pas dans le tableau ci-dessus.

4 – 2 Actifs corporels

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel, outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Avances et acomptes versés sur commande	TOTAL
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	226	8 385	45 925	5 544	930	330	61 341
Augmentations	42	680	3 823	935	851	216	6 546
Diminutions	0	0	(573)	(51)	(338)	0	(962)
Variations de change	0	264	2 768	184	59	1	3 275
Autres mouvements	0	84	(223)	594	(165)	(538)	(248)
Changements de périmètre	693	1 580	577	227	127	0	3 205
A la clôture de l'exercice	961	10 993	52 297	7 433	1 465	8	73 157
Amortissements et pertes de valeur							
A l'ouverture de l'exercice	139	6 232	33 722	3 834	0	0	43 927
Augmentations	3	428	3 060	409	20	0	3 920
Diminutions	0	0	(938)	(49)	0	0	(986)
Variations de change	0	161	2 099	111	1	0	2 373
Autres mouvements	0	0	(608)	411	0	0	(197)
Changements de périmètre	0	(0)	0	(0)	0	0	(0)
A la clôture de l'exercice	142	6 821	37 336	4 716	21	0	49 037
Valeur nette à la clôture de l'exercice	819	4 172	14 961	2 717	1 443	8	24 120

L'augmentation des installations techniques, matériels et outillages concerne essentiellement les sites américains pour 1 415 K€, le Brésil pour 399 K€, la Thaïlande pour 239 K€ et la France pour 915 K€.

Répartition des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location – financement

	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	Total
Redevances mobilières restant à payer	107	67	1	175

4 – 3 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants correspondent essentiellement à des dépôts et cautions versés sur loyers ainsi qu'à des cautions sur la France de 270 K€ en garantie des prêts OSEO, 168 K€ en garantie de l'emprunt obligatoire du GIAC et 300 K€ en garantie des prêts BPI France.

Note n° 5 Stocks

Le montant des stocks est réparti de la façon suivante :

	2014	2013	2012
Matières premières et autres approvisionnements	10 920	7 590	6 598
En-cours de production de biens	1 286	1 098	1 786
Produits finis	6 161	3 582	3 170
Marchandises	1 197	1 300	992
Stocks bruts	19 563	13 569	12 546
Provisions	(1 622)	(1 424)	(1 573)
Stocks nets	17 940	12 145	10 974

Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est, au 31 décembre 2014, de :

- Produits finis et en cours de production : 736 K€ ;
- Marchandises : 144 K€ ;
- Matières premières et autres approvisionnements : 742 K€.

Variation des stocks

Stocks bruts au 31/12/2013	13 569
Variation de change	1 058
Variation de stocks	1 284
Autres mouvements	594
Variation de périmètre	3 058
Stocks bruts au 31/12/2014	19 563

Provisions au 31/12/2013	1 424
Dotations	804
Reprises	(1 210)
Autres mouvements	449
Variation de change	68
Variation de périmètre	87
Provisions au 31/12/2014	1 622
Stocks nets au 31/12/2014	17 940

Note n° 6 Autres créances et autres actifs circulants

Le tableau des créances et autres actifs circulants se présente comme suit :

	2014			2013	2012
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Clients et comptes rattachés	25 182	(171)	25 011	21 675	19 661
Créances fiscales et sociales	3 602	0	3 602	3 184	3 408
Débiteurs divers	589	0	589	45	425
Avances et acomptes versés	207		207	151	325
Charges constatées d'avance	544		544	398	409
Sous-total Autres créances nettes	4 942	0	4 942	3 778	4 567
Impôts courants	1 148		1 148	670	276
Total	31 272	(171)	31 101	26 123	24 504

Les retards de paiement, compte tenu de la qualité des clients, ne constituent pas un risque significatif. Ils résultent généralement de problèmes administratifs.

Au 31 décembre 2014, ils représentaient 3,3 M€, dont :

- 2,9 M€ de moins d'1 mois ;
- 0,2 M€ entre 1 et 2 mois ;
- 0,2 M€ de plus de 3 mois.

Au cours de l'année 2012, deux contrats d'affacturage ont été souscrits en France et au Portugal. Celui du Portugal respecte les conditions de décomptabilisation des créances définies par la norme IAS 39 (transfert du risque de crédit, du risque de retard de paiement et de dilution).

Ces cessions de créances déconsolidantes sont effectuées sous forme d'affacturage avec subrogation conventionnelle sans recours à hauteur de 90% des créances cédées. Le contrat prévoit la possibilité de céder des créances jusqu'à un montant de 4 500 K€. Le poste clients est diminué au 31 décembre 2014 de cessions de créances pour un montant de 1 338 K€.

Les sociétés allemandes, Delfingen DE-Marktrodach (anciennement Langendorf) et MBG, ont également des contrats d'affacturage avec subrogation conventionnelle sans recours à hauteur de 90 % des créances cédées. Les contrats prévoient la possibilité de céder des créances jusqu'à un montant de 1 000 K€ pour Delfingen DE-Marktrodach et 1 500 K€ pour MBG. Les comptes clients sont diminués au 31 décembre 2014 de respectivement 550 K€ et 559 K€.

La juste valeur des actifs financiers transférés est égale à la valeur nominale de ces mêmes actifs.

Note n° 7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « Trésorerie » se décompose de la façon suivante :

	2014	2013	2012
Valeurs mobilières de placement	0	0	8
Disponibilités	13 633	14 400	8 896
Total brut	13 633	14 400	8 905
Provisions	0	0	0
Total net	13 633	14 400	8 905

F Informations relatives au passif

Note n° 8 Capital social et primes

En euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Réserve légale	Total
Titres en fin d'exercice 2012	2 037 440	3 117 282	7 908 301	311 727	11 337 310
Augmentation de capital	406 504	646 391	4 378 048		5 024 439
Titres en fin d'exercice 2013	2 443 944	3 763 674	12 286 349	311 727	16 361 750
Affectation du résultat			32 404		32 404
Titres en fin d'exercice 2014	2 443 944	3 763 674	12 318 753	311 727	16 394 154

En plus de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de 5 M€ effectuée en décembre 2013, l'Assemblée Générale a décidé d'augmenter la valeur nominale des actions DELFINGEN INDUSTRY, passant de 1,53 € à 1,54 €. Cette opération a été réalisée par incorporation directe au capital social d'une somme globale de 24 439,16 €, prélevée sur le compte « Autres réserves ».

Pour plus d'informations sur la structure du capital, se référer à la note n°39.

Note n° 9 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sur réserves comprennent 26 K€ d'écarts de conversion dont +35 K€ au titre de l'exercice 2014.

Note n° 10 Provisions pour autres passifs

Les variations du poste « Provisions pour autres passifs » se présentent ainsi :

Provisions non courantes					
	Litiges	Autres risques et charges	Sous-total provisions non courantes	Avantages au personnel	Total
A l'ouverture	226	924	1 150	646	1 796
Augmentation provisions existantes	0	496	496	111	607
Nouvelles provisions	11	114	125	0	125
Reprises non utilisées	(127)	(312)	(439)	(0)	(439)
Reprises utilisées	(76)	(258)	(334)	0	(334)
Variation de change	0	37	37	22	60
Autres mouvements	(8)	(121)	(129)	96	(33)
Changement de périmètre	0	733	733	0	733
A la clôture	27	1 613	1 640	874	2 514

- Provisions pour avantages au personnel :

Les engagements du groupe au titre des retraites et avantages similaires concernent principalement les régimes à prestations définies concernant les indemnités de cessation de services. Les pays concernés par ces provisions sont la France, la Turquie, les Philippines et l'Inde.

La provision est évaluée et comptabilisée conformément à la méthode décrite dans la note 2-18.

Les provisions pour autres risques et charges concernent essentiellement :

- Des risques fiscaux : 1 091 K€ (*) ;
- Des charges en couverture de réparations/ mises en conformité des constructions de Delfingen DE-Marktrodach (anciennement Langendorf) et MBG : 410 K€.

(*) La société DELFINGEN INDUSTRY et ses filiales, font régulièrement l'objet de vérifications par les administrations fiscales locales.

Au regard de l'implantation internationale, de flux intercompagnies importants et de son organisation avec une concentration sur les entités françaises des services dits de groupe, les principales zones de risques identifiées au cours de ces vérifications concernent :

- La politique de prix de transfert ;
- La déductibilité du résultat imposable des prestations de service et management fees fournis par la société mère ;
- L'assujettissement des retenues à la source et à la TVA des prestations de service fournies par des entités non résidentes ;
- Les transactions douanières.

La sensibilité de cette zone de risque a amené le groupe à se faire accompagner pour recenser et réduire son exposition.

La direction financière, sur la base des lettres de notification reçues et/ou les relations avec les administrations concernées, et malgré les arguments développés avec l'appui de ses conseils, estime que la meilleure appréciation du risque et de la situation du groupe nécessite, dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, une provision de 1 091 K€.

Note n° 11 Dettes financières courantes et non courantes

Les contrats de financement bancaire mis en place ont des clauses conventionnelles se référant à la situation financière consolidée soit au niveau du groupe DELFINGEN INDUSTRY, soit au niveau de la région NCA (Amérique du Nord, Centrale) pour les prêts de Delfingen US - Holding. Ces "covenants financiers" sont fixés en concertation avec les organismes prêteurs. Leur respect s'apprécie à chaque clôture annuelle pour les prêts en France et chaque trimestre pour les prêts aux USA.

Le non-respect de ces ratios autorise l'organisme prêteur à prononcer l'exigibilité (totale ou partielle) du financement concerné (se reporter à la note 3-1 de la présente annexe).

A la date d'arrêté des comptes, DELFINGEN INDUSTRY ne respecte pas le ratio de Cash flow libre / Service de la dette des Covenants A. Le non-respect de ce ratio est lié au glissement des opérations de croissance externe de 2013 sur 2014. Cependant, le groupe a obtenu, antérieurement à la date de clôture, la confirmation de ses banques qu'elles ne demanderont pas le remboursement anticipé des dettes financières liées. De ce fait, les échéances concernées ne sont pas reclassées en dettes courantes dans les états financiers consolidés.

Le groupe prévoit de respecter l'ensemble des covenants sur les 12 prochains mois.

11 – 1 Endettement financier net

L'endettement financier net est défini de la manière suivante : il comprend l'ensemble des dettes financières à long terme, les crédits à court terme et découverts bancaires, diminués des prêts et autres actifs financiers à long terme et de la trésorerie et équivalent de trésorerie.

	2014	2013	2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 633	14 400	8 905
Dettes financières à long et moyen terme	(29 324)	(22 280)	(16 263)
Dettes financières à moins d'1 an	(11 843)	(8 386)	(12 363)
Endettement financier net (EFN)	(27 534)	(16 266)	(19 721)

Les dettes financières à moins d'un an intègrent des découverts et concours bancaires courants renouvelables pour un montant de 3 040 K€.

11 – 2 Ratio de Gearing

	2014	2013	2012
Endettement financier net	27 534	16 266	19 721
Total Capitaux Propres	48 371	39 715	33 942
Ratio d'endettement (%)	56,9%	41,0%	58,1%

11 – 3 Ventilation par nature

	2014	2013	2012
Part non courante			
Emprunts obligataires	5 418	5 257	3 410
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 132	17 004	12 828
Retraitement des crédits baux	67	3	0
Emprunts et dettes diverses	707	16	25
Sous-total dettes financières non courantes	29 324	22 280	16 263
Part courante			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 480	6 952	7 745
Soldes créditeurs de banque	3 040	132	3 407
Intérêts courus sur emprunts	234	105	87
Retraitement des crédits baux	105	4	0
Emprunts et dettes diverses	984	1 193	1 124
Sous-total dettes financières courantes	11 843	8 386	12 363
Total dettes financières	41 167	30 666	28 626

Les emprunts et dettes diverses comprennent des dettes pour 972 K€ liées à la mise en place de cessions de créances non déconsolidantes sur la France (à comparer à 1 184 K€ au 31 décembre 2013).

Les soldes créditeurs de banques correspondent à la partie utilisée des lignes de crédit bancaires court terme. Se reporter à la note 3-1 de la présente annexe.

11 – 4 Ventilation par échéance des dettes financières

Ventilation par échéance des dettes financières non courantes

	Total	2016	2017	2018	2019	> 5 ans
Dettes financières (*)	29 324	7 340	5 524	8 063	2 648	5 749

(*) y compris dettes de crédit-bail, rentes viagères et autres dettes financières

Ventilation par échéance des dettes financières à plus d'un an à l'origine, souscrites auprès des établissements de crédit

Date souscription	Total	2015	2016	2017	2018	2019	Au-delà
Antérieur 2014	25 075	6 384	5 662	3 719	5 762	1 164	2 383
2014	10 955	1 096	1 106	1 803	2 101	1 484	3 366
Total	36 030	7 480	6 768	5 522	7 863	2 648	5 750

La maturité de la dette moyen terme s'améliore, essentiellement du fait de la mise en place, en 2014 :

- De la mise en place de la seconde tranche d'emprunts de 5 M€, en mai 2014, dans le cadre de la seconde convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- De la mise en place de deux prêts auprès de BPI France signés en juin 2014 pour un total de 6,0 M€, amortissables sur 5 ans par échéances constantes à partir de septembre 2016 (pour le prêt de 2,0 M€) et septembre 2017 (pour le prêt de 4,0M€) ;
- De la mise en place d'un nouveau prêt avec The Huntington National Bank (USA) en juin 2014 pour un total de 1,5 M\$ dont 1,2 M\$ ont déjà été versés, amortissable sur 5 ans.

Elle passe de 2,37 ans avant obtention de ces nouveaux financements, à 2,74 ans au 31 décembre 2014.

11 – 5 Ventilation par devise

L'ensemble des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est libellé en euros (32,6 M€) ou en dollars (3,4 M€) pour les sociétés américaines.

11 – 6 Ventilation par nature de taux

Le tableau ci-après recense les encours les plus significatifs des crédits moyens termes, répartis en taux fixes et taux variables (en millions d'euros).

nature du crédit	taux fixe	taux variable	Montant global des lignes en M€	capital restant du au 31/12/14	Échéances	Existence ou non de couvertures
Crédit classique		E3M + marge	0,9	0,2	2015	
		E3M + marge	0,4	0,0	2015	
		E3M + marge	5,0	1,5	2016	Couverture de Taux
		E3M + marge	5,0	2,4	2017	Couverture de Taux
		E3M + marge	10,0	7,0	2018	Couverture de Taux
		E3M + marge	5,0	4,3	2019	Couverture de Taux
		E3M + marge	0,3	0,3	2027	
Dettes diverses	T.Fixe		0,6	0,6	2015	
Dettes diverses	T.Fixe		0,2	0,2	2017	
	T.Fixe		0,04	0,02	2018	
	T.Fixe		0,3	0,3	2019	

nature du crédit	taux fixe	taux variable	Montant global des lignes en M€	capital restant du au 31/12/14	Échéances	Existence ou non de couvertures
Dettes diverses	T.Fixe		0,4	0,3	2021	
	T.Fixe		1,1	1,1	2027	
Contrat de Developpement Participatif	5,00%		3,0	1,3	2017	
Contrat de Developpement Participatif	2,68%		2,4	2,3	2020	
Emprunt Obligataire	6,50%		3,5	3,4	2018	
Contrat de Prêt pour l'Innovation	0,00%		0,2	0,2	2020	
Prêt Export	3,30%		2,0	2,0	2021	
Prêt d'Avenir	4,86%		4,0	4,0	2024	
Contrat d'Emission d'Obligations		E3M + marge	2,4	2,0	2022	
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	2,3	1,4	2016	Couverture de Taux
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	1,8	0,9	2017	Couverture de Taux
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	0,2	0,2	2018	
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	1,0	1,0	2019	

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêts sur les emprunts à taux variables, le groupe a conclu des contrats de CAP, CAP+FLOOR de taux d'intérêts dont les caractéristiques sont décrites dans la note 3-3.

Note n° 12 Impôts différés

	2014		2013		Variation des Impôts différés	Dont variation de périmètre	Dont OCI	Dont variation de change	Dont impact résultat
	Base	Impôt	Base	Impôt					
Organic / Effort construction	84	28	85	28	(1)	0		0	(1)
Retraitement des plus ou moins-values de cessions internes	1 229	417	943	343	74	0		11	63
Retraitement des marges en stocks	348	84	204	48	36	0		5	31
Homogénéisation des amortissements et dépréciation des immobilisations	665	124	474	64	60	0		4	57
Retraitement du crédit-bail	0	0	(12)	(4)	4	0		0	4
Instruments financiers dérivés et retraitement des intérêts d'emprunt selon le TIE	253	84	159	53	31	0		0	31
Déficits fiscaux reportables	4 012	1 337	2 914	971	366	0		0	366
Provision pour retraite	741	206	554	153	53	0	24	1	28
Autres actifs d'impôts différés	4 053	1 230	3 014	774	456	172		53	231
Impôts différés actifs	11 384	3 511	8 336	2 431	1 080	172	24	74	811
Homogénéisation des amortissements et dépréciation des immobilisations	3 176	958	2 218	687	271	0		99	172
Retraitement du crédit-bail	110	37	114	38	(1)	0		0	(1)
Retraitement des provisions réglementées	0	0	0	0	0	0		0	0
Retraitement des intérêts d'emprunts selon le TIE	215	71	255	85	(14)	6		0	(20)
Provision goodwill	9 505	3 232	7 970	2 710	522	0		381	140
Elimination des provisions intra-groupes déductibles fiscalement	4 012	1 337	2 914	971	366	0		0	366
Autres passifs d'impôts différés	2 218	577	789	153	425	327		27	70
Impôts différés passifs	19 236	6 212	14 262	4 644	1 568	333	0	508	727
Impôts différés nets	7 851	2 701	5 926	2 213	488	162	(24)	434	(84)
Dont Impôts différés actifs		(1 915)		(1 454)					
Dont Impôts différés passifs		4 616		3 667					

Le stock de déficits reportables sur l'ensemble des sociétés du groupe s'élève à 17 715 K€ au 31 décembre 2014.

Seuls 4 012 K€ ont été activés par mesure de prudence. Ces déficits concernent l'intégration fiscale de DELFINGEN INDUSTRY et DELFINGEN FR-ANTEUIL et correspondent en totalité à des provisions intra-groupes (1) (hors intégration fiscale) déductibles fiscalement au 31 décembre 2014.

L'augmentation des déficits fiscaux reportables correspond, dans l'intégration fiscale en France, à la variation des provisions intra-groupes (1) (1 098 K€).

La provision des goodwills correspond à l'amortissement fiscal des goodwills, constatée sur Delfingen US Holding (9 505 K€).

(1) ces provisions sont ensuite annulées dans la ligne « Elimination des provisions intra-groupes déductibles fiscalement »

Note n° 13 Ventilation des actifs et passifs par catégorie d'instruments financiers

	Ventilation par catégorie d'instruments financiers					
	Total à la clôture	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	1 412	0	0	1 412	0	0
Clients	25 011	0	0	25 011	0	0
Autres débiteurs (hors impôts courants)	4 942	0	0	4 942	0	0
Equivalents de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Trésorerie	13 633	13 633	0	0	0	0
ACTIFS	44 998	13 633	0	31 365	0	0
Dettes financières	41 167	0	0	0	41 167	0
Autres passifs financiers non courants	251	0	0	0	0	251
Fournisseurs	15 028	0	0	15 028	0	0
Autres passifs courants	8 392	0	0	8 392	0	0
PASSIFS	64 837	0	0	23 419	41 167	251

Note n° 14 Autres passifs courants

Le poste « Autres passifs courants » se décompose de la façon suivante :

	2014	2013	2012
Dettes fiscales et sociales	6 636	5 469	5 726
Avances et acomptes reçus sur commandes	20	39	138
Produits constatés d'avance	12	21	47
Compte-courant d'associés	1 036	816	518
Dettes diverses	688	802	245
Total	8 392	7 147	6 673

L'augmentation des Dettes fiscales et sociales provient en partie de l'intégration des sociétés allemandes pour 609 K€.

G Informations relatives au compte de résultat

Note n° 15 Ventilation du Chiffre d'affaires par zone géographique

	2014	2013	2012
Europe - Afrique	75 077	54 896	55 393
Amérique du Nord et Centrale	61 650	58 387	53 387
Amérique du Sud	2 901	3 308	3 305
Asie	17 231	12 082	10 361
Total	156 859	128 673	122 446

La croissance en Europe - Afrique est liée essentiellement à l'intégration des entités allemandes pour +21 M€.

Après intégration de l'impact de l'Inde en année pleine (+2,9 M€), la croissance en Asie est de l'ordre de +15,3 %.

Il est à noter que toutes les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation, à l'exception des sociétés américaines, philippines, mexicaine, hondurienne, chinoise et indienne, facturent les clients en fonction de tarifs indexés sur la parité de l'euro. Les sociétés américaines, philippines, mexicaines et honduriennes facturent leurs clients directement en dollars américains, la société chinoise facture principalement en yuan chinois et la société indienne principalement en roupie indienne.

Par conséquent, seule la parité du dollar américain par rapport à l'euro a un impact significatif sur le Chiffre d'affaires consolidé du groupe. A parité euro/dollar constante, le Chiffre d'affaires consolidé du groupe se serait élevé à 156,8 M€, le taux moyen du dollar étant stable sur les années 2013 et 2014.

Note n° 16 Achats consommés

	2014	2013	2012
Achats de marchandises	4 882	2 974	3 258
Variation de stocks de marchandises	152	(181)	195
Achats de matières premières	80 084	68 541	62 312
Variation de stocks de matières premières	(836)	(912)	1 029
Autres approvisionnements	17	2	106
Total	84 299	70 425	66 900

Du fait de la relative stabilité des prix des matières premières et de l'amélioration continue de la productivité, le taux des achats consommés (net des variations de productions stockée et immobilisée) continue de progresser. Il est de 50,9 % en 2014 contre 52,7 % en 2013 et 53,4 % en 2012.

Note n° 17 Autres achats et charges externes

	2014	% CA	2013	% CA	2012	% CA
Achats non stockés de matériels et fournitures	4 182	2,7%	3 145	2,4%	2 905	2,4%
Locations et charges locatives	4 624	2,9%	3 804	3,0%	3 779	3,1%
Entretiens et réparations	2 682	1,7%	1 840	1,4%	1 647	1,3%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 177	1,4%	1 670	1,3%	1 538	1,3%
Transports sur ventes et transports divers	3 199	2,0%	2 304	1,8%	2 096	1,7%
Déplacements, missions, réceptions	1 800	1,1%	1 372	1,1%	1 308	1,1%
Autres services extérieurs	7 608	4,9%	6 151	4,8%	5 044	4,1%
Total	26 273	16,7%	20 286	15,8%	18 317	15,0%

Les autres achats et charges externes intègrent +3,6 M€ de charges liées à l'intégration des deux entités allemandes et +0,4 M€ à l'impact de l'Inde en année pleine.

L'augmentation des dépenses pour mettre en œuvre le plan stratégique correspond plus particulièrement :

- Au coût des ouvertures des sites du Mexique et de la Thaïlande, dont la montée en charge se fait progressivement à compter du second semestre ;
- A l'ouverture des bureaux commerciaux de Shanghai et Tokyo ;
- A la création du siège pour les opérations en Asie à Bangkok ;
- Aux efforts de R&D pour supporter la croissance dans les domaines des textiles et des tubes techniques pour le fluide.

Les Directions support dans DELFINGEN GROUP ont connu une forte croissance depuis 2012, en particulier, les systèmes d'information, soit par embauches, soit par transfert entre DELFINGEN INDUSTRY et DELFINGEN GROUP.

Ces transferts, cumulés avec les embauches, ont amené une augmentation importante des refacturations de la société mère DELFINGEN GROUP vers le groupe qui apparaissent en Autres services extérieurs et sont liées essentiellement à l'augmentation des management fees et licences (4 392 K€ en 2014 à comparer à 3 924 K€ en 2013 et à 2 700 K€ en 2012).

Au total, la progression des Autres achats et charges externes (+29,5 %) est supérieure à l'augmentation du Chiffre d'affaires (+21,9 %).

Répartition des paiements minimaux futurs non - résiliables au titre des contrats de location simple :

Le montant des paiements minimaux futurs non résiliables au titre des contrats de location simple est réparti selon les échéances suivantes :

	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Paiements minimaux futurs	2 726	5 814	662

Note n° 18 Dotations et reprises sur amortissements et provisions

	2014	2013	2012
Dotations aux provisions pour risques et charges	(734)	(473)	(915)
Dotations aux provisions sur stocks	(804)	(952)	(1 013)
Dotations aux provisions sur autres actifs circulants	(68)	(5)	(62)
Dotations aux provisions pour immobilisations incorporelles	0	0	0
Dotations aux provisions pour immobilisations corporelles	(159)	(48)	(28)
Reprises sur provisions pour risques et charges	438	433	529
Reprises sur provisions sur stocks	1 210	1 057	469
Reprises sur provisions sur autres actifs circulants	73	53	110
Reprises pour dépréciation des immobilisations incorporelles	0	0	0
Reprises pour dépréciation des immobilisations corporelles	67	70	62
Total Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	23	135	(847)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(334)	(303)	(235)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(3 761)	(3 158)	(2 729)
Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles	0	0	0
Reprises sur amortissements des immobilisations corporelles	0	0	4
Total Dotations nettes aux amortissements	(4 095)	(3 461)	(2 960)

Les dotations aux provisions pour risques et charges comprennent des constitutions de nouvelles provisions pour 125 K€ et des augmentations de provisions existantes pour 607 K€.

Les reprises de provisions utilisées (334 K€) viennent directement en diminution des charges concernées et n'apparaissent donc pas dans les reprises de provisions pour risques et charges dans ce tableau (se reporter à la note 10 de la présente annexe).

Note n° 19 Charges de personnel

	2014	% CA	2013	% CA	2012	% CA
Salaires	25 745	16,4%	18 292	14,2%	16 367	13,4%
Charges sociales	8 311	5,3%	6 128	4,8%	5 786	4,7%
Interim	2 767	1,8%	2 553	2,0%	2 384	1,9%
Total	36 823	23,5%	26 974	21,0%	24 537	20,0%

L'augmentation de la masse salariale entre 2014 et 2013 est accentuée par :

- L'augmentation de l'activité à périmètre constant ;
- Les croissances externes en Inde (septembre 2013) et en Allemagne (janvier 2014) ;
- Nos nouvelles implantations à l'étranger (Thaïlande et Mexique) ;
- Une pression à la hausse des salaires, d'une part pour les emplois hautement qualifiés et d'autre part pour les emplois situés dans les pays « low costs » suivant les courbes de l'inflation.

Note n° 20 Autres produits et charges d'exploitation

	2014	2013	2012
Autres produits d'exploitation	146	30	92
Produits exceptionnels sur opération de gestion	94	102	100
Produits exceptionnels sur cessions d'actifs incorporels et corporels	72	26	216
Produits exceptionnels sur cessions d'actifs financiers	0	3	0
Total Autres produits d'exploitation	312	161	408
Autres charges d'exploitation	(89)	(87)	(155)
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(116)	(115)	(91)
Valeur nette comptable immobilisations incorporelles et corporelles cédées	(50)	(180)	(152)
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	(0)	(2)	0
Total Autres charges d'exploitation	(255)	(385)	(398)

Note n° 21 Autres produits et charges opérationnels

	2014	2013	2012
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	0	7
Autres produits exceptionnels	0	0	68
Total Autres produits opérationnels	0	0	75
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	0	(3)	(8)
Autres charges exceptionnelles	(661)	(1 494)	(430)
Total Autres charges opérationnelles	(661)	(1 497)	(439)

Les autres charges non courantes intègrent essentiellement des charges liées aux opérations de croissances externes en cours (frais d'honoraires) et aux coûts liés à l'organisation des 60 ans de l'entreprise, soit 0,7 M€ à fin décembre 2014. Ce montant est à comparer à 1,5 M€ fin décembre 2013.

Note n° 22 Autres produits et charges financiers

	2014	2013	2012
Gains de change	2 213	1 126	493
Autres produits financiers	53	265	102
Total Autres produits financiers	2 266	1 391	595
Pertes de change	(1 625)	(1 379)	(998)
Autres charges financières	(287)	(253)	(161)
Total Autres charges financières	(1 911)	(1 632)	(1 159)

Au 31 décembre 2014, les états financiers consolidés enregistrent un solde d'écart de change négatif de 588 K€. Les autres charges financières concernent essentiellement le retraitement des emprunts selon la méthode du TIE.

Note n° 23 Coût de l'endettement financier brut

	2014	2013	2012
Charges d'intérêts financiers	1 448	1 184	1 126
Coût de l'endettement brut	1 448	1 184	1 126

Le coût moyen de l'endettement financier brut est de 4,01 %.

Une variation de + ou - 0,5 point des taux d'intérêt aurait un impact de + ou - 192 K€ sur les charges d'intérêts financiers.

Note n° 24 Impôts sur les bénéfices, impôts différés

24 – 1 Ventilation de l'impôt

L'imposition de la période se présente ainsi :

	2014	2013	2012
Impôts exigibles	2 309	2 339	2 784
Impôts différés	(85)	475	704
Total	2 224	2 813	3 488

Une économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés DELFINGEN INDUSTRY et DELFINGEN FR-ANTEUIL est à signaler au titre de l'exercice 2014 pour 304 K€.

24 – 2 Analyse de la charge d'impôt

	Total	Pourcentage
Résultat avant impôt	7 001	-
Impôt théorique	2 333	33,33%
Impôt sociétés sur différences permanentes	493	7,04%
Impôt sociétés sur différences temporelles non comptabilisées	(5)	-0,08%
Changement de taux	0	0,00%
Ecart taux local /taux français	(377)	-5,38%
Crédit d'impôt, régularisation d'impôt et/ou impôt forfaitaire	161	2,31%
Non activation de déficits reportables	257	3,67%
Imputation des pertes antérieures et regul s/activation des déficits	(639)	-9,13%
Impôt sociétés effectif	2 224	31,76%

Les écarts liés aux différences de taux d'impôt appliqués dans les filiales et le taux d'impôt de la société mère (377 K€) concernent principalement :

- La Roumanie : (103) K€ ;
- Les Philippines : (254) K€ ;
- Le Maroc : (107) K€ ;
- Le Brésil : +88 K€.

Note n° 25 Résultat par action

Le résultat par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de l'exercice part du groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions d'autocontrôle) au cours de l'exercice.

Le plan de stock option ayant été dénoué en février 2014, il n'y a donc plus au 31 décembre 2014 d'instruments de dilution.

En conséquence, le résultat 2014 dilué par action est identique à celui avant dilution.

En euros	2014	2013	2012
Résultat net, à l'exclusion de la part des intérêts non assortis de contrôle	4 624 964	3 099 527	3 654 130
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	2 416 032	2 020 249	2 007 998
Nombre moyen pondéré d'actions émises	2 443 944	2 049 691	2 037 440
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	2 416 032	2 020 249	2 007 998
Résultat par action attribuable aux actionnaires			
De base	1,91	1,53	1,82
Dilué	1,91	1,53	1,82

Le résultat par action des activités poursuivies est le suivant :

En euros	2014	2013	2012
Résultat net des activités poursuivies, à l'exclusion de la part des intérêts non assortis de contrôle	4 624 964	3 099 527	3 654 130
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	2 416 032	2 020 249	2 007 998
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	2 416 032	2 020 249	2 007 998
Résultat par action attribuable aux actionnaires			
De base	1,91	1,53	1,82
Dilué	1,91	1,53	1,82

H Informations relatives à l'état de variation des flux de trésorerie

Note n° 26 Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie

	2014	2013	2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 633	14 400	8 905
Concours bancaires courants	(3 040)	(132)	(3 407)
Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie	10 594	14 268	5 498

Note n° 27 Capacité d'autofinancement avant impôts et coût de l'endettement financier net (CAFICE)

	2014	2013	2012
CAFICE	12 575	10 806	11 107
<i>dont: Résultat net</i>	<i>4 777</i>	<i>3 406</i>	<i>3 909</i>
<i>Dotations amortissements & provisions</i>	<i>4 148</i>	<i>3 248</i>	<i>2 647</i>
<i>Plus-value de cession d'immobilisation</i>	<i>(22)</i>	<i>154</i>	<i>(63)</i>
<i>Intérêts financiers versés</i>	<i>1 448</i>	<i>1 184</i>	<i>1 126</i>
<i>Impôts</i>	<i>2 224</i>	<i>2 813</i>	<i>3 488</i>

Note n° 28 Variation du besoin en fonds de roulement

	2014	2013	2012
Variation des stocks nets	1 690	1 158	(1 813)
Variation des créances clients nettes	1 033	2 038	(5 318)
Variation des dettes fournisseurs	884	(3 357)	4 611
Autres variations	620	(1 518)	(1 310)
Augmentation (Diminution) du Besoin en Fond de roulement	4 226	(1 680)	(3 830)

Note n° 29 Cash flow libre

	2014	2013	2012
CAFICE	12 575	10 806	11 107
Variation du BFR	(4 226)	1 680	3 830
Impôts versés	(2 842)	(2 420)	(2 695)
Cash flow libre (avant Investissements)	5 506	10 066	12 242
Investissements (nets des cessions d'immobilisations)	(7 533)	(5 279)	(3 623)
Cash flow libre net (après Investissements)	(2 027)	4 788	8 619

Note n° 30 Dividendes versés

Les dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées comprennent, entre autres, les dividendes versés par la SCI des Bottes à DELFINGEN GROUP, société mère de DELFINGEN INDUSTRY. En effet, la SCI des Bottes, bien qu'uniquement détenue à 10% par DELFINGEN INDUSTRY, est consolidée en tant qu'entité ad hoc. Il est à noter que la SCI des Bottes a versé des dividendes à hauteur de 200 K€ en 2014.

Note n° 31 Mouvements de périmètre

Prix d'acquisition titres Langendorf	3 935
Trésorerie acquise	(355)
Impact acquisition Allemagne	3 580
<hr/>	
Prix acquisition activité Terminal Technologies Inde	172
<hr/>	
Prix d'acquisition minoritaires (10%) NY	385
<hr/>	
Acquisition activité support DELFINGEN GROUP	100
<hr/>	
Total mouvements de périmètre	4 237

I Engagements hors bilans

Note n° 32 Engagements donnés et reçus

32 – 1 Avals, engagements et cautions donnés

Ce poste se répartit de la manière suivante:

	2014	2013	2012
Nantissements et hypothèques	10 333	5 893	6 401
Cautions	4 381	2 182	3 333
Total	14 714	8 075	9 734

32 – 2 Avals, engagements et cautions reçus

	2014	2013	2012
Ouverture de crédit non tirée	0	5 438	6 273
Autorisations facilités caisse	3 565	5 400	2 379
Cautions	2 397	550	2 254
Total	5 962	11 388	10 907

32 – 3 Passifs éventuels

Le groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenus dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes (cf Risques Juridiques page 12). Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés (cf. note 10).

Bien que l'issue de l'ensemble des procédures existantes ne soit pas prévisible, DELFINGEN INDUSTRY estime à ce jour qu'elles n'auront pas d'impact significatif sur les résultats et la situation financière du groupe.

J Informations diverses

Note n° 33 Répartition du personnel

L'effectif au 31 décembre (y compris intérimaires) se répartit de la manière suivante:

	2014	2013	2012
Dirigeant	1	1	1
Cadres	262	191	186
Collaborateurs	1 518	1 485	1 139
Total groupe	1 781	1 677	1 326

Note n° 34 Rémunération des organes de direction

La rémunération brute des organes de direction s'est élevée à 291 K€. Ce montant intègre les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration qui se sont élevés à 59 K€ au titre de l'exercice 2014.

Note n° 35 Périmètre de l'intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée entre DELFINGEN INDUSTRY, société mère et la société DELFINGEN FR-ANTEUIL – Rue Emile Streit - F 25340 ANTEUIL.

DELFINGEN INDUSTRY, société mère, bénéficie du report d'imposition résultant de l'application de la convention d'intégration fiscale.

Note n° 36 Informations concernant les entités ad hoc

La société « SCI Les Bottes », détenue à 10 % par DELFINGEN INDUSTRY mais ayant pour objet exclusif de mettre à disposition de sociétés du groupe des actifs immobiliers moyennant un loyer, est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

	2014	2013	2012
Immobilisations corporelles	1 552	1 089	1 140
Actifs courants	127	105	47
Total Actif	1 679	1 194	1 187
Capitaux propres	1 077	1 109	828
Dettes financières	16	57	191
Autres passifs courants	586	28	168
Total Passif	1 679	1 194	1 187

Note n° 37 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires versés au cours de l'exercice 2014 aux deux Commissaires aux comptes de la société-mère DELFINGEN INDUSTRY pour procéder à l'audit des comptes annuels et des états financiers consolidés sont les suivants :

En euros	EXCO CAP AUDIT				AUDITIS			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Audit								
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
▪ Emetteur	74 221	61 107	79%	77%	74 221	61 107	79%	77%
▪ Filiales intégrées globalement	19 190	17 820	21%	23%	19 190	17 820	21%	23%
<input type="checkbox"/> Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes								
▪ Emetteur				0%			0%	0%
▪ Filiales intégrées globalement								
<i>Sous-total</i>	93 411	78 927	100%	100%	93 411	78 927	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
<input type="checkbox"/> Juridique, fiscal, social								
<input type="checkbox"/> Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)								
<i>Sous-total</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	93 411	78 927	100%	100%	93 411	78 927	100%	100%

L'audit des comptes des différentes filiales du groupe par des cabinets d'audit locaux ou internationaux a généré le versement des honoraires suivants :

		Honoraires en euros
DELFINGEN PT-Porto SA (Portugal)	MAZARS	19 500
DELFINGEN TR-Marmara (Turquie)	MAZARS	12 500
DELFINGEN TN-Tunis (Tunisie)	KPMG	3 335
DELFINGEN MA-Casablanca (Maroc)	DELOITTE	19 715
DELFINGEN MA-Tanger (Maroc)	DELOITTE	11 650
DELFINGEN SK-Nitra (Slovaquie)	MAZARS	15 800
DELFINGEN RO-Transilvania (Roumanie)	MAZARS	12 700
DELFINGEN RO-Valahia (Roumanie)	MAZARS	7 000
DELFINGEN US-Mexico	MIGUEL A. CANTU PEREZ, C.P.A.	5 053
DELFINGEN US-Central America	GRANT THORTON	5 845
DELFINGEN US-Holding (Etats-Unis)	PLANTE MORAN	58 989
DELFINGEN BR-Sao Paulo (Brésil)	MAZARS	19 872
DELFINGEN CN- Wuhan (Chine)	MAZARS SH	7 954
DELFINGEN Asia Pacific Holding	CHONG, LIM AND PARTNERS LLP	7 500
DELFINGEN SG-Filipinas (Singapour)	CHONG, LIM AND PARTNERS LLP	16 943
DELFINGEN PH-Filipinas (Philippines)	KPMG	5 697
DELFINGEN IN-India (Inde)	MAZARS	29 646
DELFINGEN CN-Hebi (Chine)	MAZARS	26 921
DELFINGEN DE-Deutschland Holding (Allemagne)	MAZARS	9 920
DELFINGEN DE-Marktrodach (Allemagne)	MAZARS	30 160
MBG Techbelt Innovation (Allemagne)	MAZARS	35 960
	TOTAL hors Commissaires aux comptes de la société-mère	362 659
	TOTAL POUR LE GROUPE	549 481

K Information sectorielle

Note n° 38 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges (y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la même entité) ;
- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Ainsi, le groupe a défini les secteurs à présenter en se basant sur le reporting interne utilisé par la Direction du groupe pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs.

Les secteurs retenus sont les suivants :

- **Automobile - EA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Europe et Afrique ;
- **Automobile - NCSA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Amérique du Nord, Centrale et du Sud ;
- **Automobile - ASIA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile en Asie ;
- **Marchés de spécialités** : ce secteur regroupe tous les produits hors marché automobile liés aux BU Equipement Electrique, Bâtiment & Habitat ainsi que les textiles techniques pour les marchés liés à l'environnement, les équipements de protection individuels, les sangles de levage et d'arrimage.

38 – 1 Eléments du compte de résultat par secteurs :

Exercice 2014	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Total Chiffre d'affaires	62 648	55 609	19 099	28 671	11 955	(21 123)	156 859
dont Chiffre d'affaires externe	56 577	54 533	17 231	28 116	403	0	156 859
dont Chiffre d'affaires intra-groupe	6 071	1 076	1 869	555	11 552	(21 123)	0
Total charges et produits opérationnels	59 706	52 516	18 521	26 733	12 498	(21 193)	148 781
RESULTAT OPERATIONNEL	2 942	3 093	578	1 938	(543)	70	8 078

Exercice 2013	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Total Chiffre d'affaires	55 418	52 291	14 270	15 112	11 420	(19 840)	128 673
dont Chiffre d'affaires externe	50 026	51 491	12 082	14 763	310	0	128 673
dont Chiffre d'affaires intra-groupe	5 392	800	2 188	350	11 110	(19 840)	0
Total charges et produits opérationnels	51 677	48 883	14 121	14 736	11 507	(19 894)	121 029
RESULTAT OPERATIONNEL	3 741	3 408	149	377	(86)	55	7 643

Exercice 2012	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Total Chiffre d'affaires	54 858	49 654	12 256	11 847	8 743	(14 913)	122 446
dont Chiffre d'affaires externe	51 046	49 163	10 361	11 555	321	0	122 446
dont Chiffre d'affaires intra-groupe	3 812	491	1 895	293	8 421	(14 913)	0
Total charges et produits opérationnels	51 174	43 758	11 100	11 669	10 531	(14 873)	113 359
RESULTAT OPERATIONNEL	3 684	5 896	1 156	179	(1 788)	(39)	9 087

38 – 2 Eléments de l'état de situation financière par secteurs :

Exercice 2014	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Actifs sectoriels	20 793	26 316	11 398	12 800	11 035	-6 355	75 987
Acquisition actifs non courants	2 016	2 355	1 475	493	1 253	0	7 593

Exercice 2013	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Actifs sectoriels	16 344	21 644	8 546	7 085	9 622	-6 272	56 968
Acquisition actifs non courants	2 570	1 352	719	196	685	0	5 521

Exercice 2012	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Actifs sectoriels	16 478	21 703	4 614	6 646	5 656	-2 878	52 218
Acquisition actifs non courants	2 104	779	474	123	585	0	4 065

L Transactions avec les parties liées

Note n° 39 Répartition du capital social de DELFINGEN INDUSTRY au 31/12/14

Delfingen Group	60,49%
FMEA (représentée par CDC ENTREPRISES)	11,52%
Gérald STREIT	NS
Bernard STREIT	3,33%
Françoise et Bernard STREIT	0,38%
Divers Famille STREIT	0,11%
FCP STOCK PICKING France	4,09%
Auto détention	1,14%
Public	18,94%
Total	100,00%

Transactions avec les parties liées

Conformément à la norme IAS 24 révisée, les transactions avec DELFINGEN GROUP, société mère du groupe et les autres filiales de DELFINGEN GROUP sont considérées comme des transactions avec des parties liées.

Les transactions concernent donc uniquement DELFINGEN GROUP en 2014 et DELFINGEN GROUP et ses anciennes filiales : Delfingen Life (cédée en juillet 2013) et Ludôgym Lyon (liquidée en 2014) en 2013 et 2012.

TOTAL PARTIES LIEES	2014	2013	2012
Comptes clients	172	8	37
Comptes courants débiteurs	0	0	387
Dettes financières diverses	0	0	0
Comptes fournisseurs	254	202	236
Comptes courants créditeurs	528	263	0
Produits d'exploitation (Refacturations)	414	328	323
Charges d'exploitation (Management Fees et autres)	(5 137)	(4 433)	(3 374)
Produits et charges financiers	0	(0)	0

La société DELFINGEN GROUP héberge notamment les services financiers, ressources humaines, systèmes d'information, juridique, services dont les prestations sont refacturées à DELFINGEN INDUSTRY sur la base du « Cost + » incluant une marge de 5 % sur la masse salariale.

M Acquisition et cession d'activité

Note n° 40

DELFINGEN INDUSTRY a poursuivi sa stratégie d'internationalisation en renforçant ses positions auprès des constructeurs et équipementiers allemands, et d'enrichissement de sa gamme de produits textiles techniques.

Langendorf, société créée en 1908 et basée à Marktrodach (Bavière), est un expert reconnu mondialement dans la conception et la fabrication de gaines textiles techniques. Ses solutions de protection textiles sont utilisées dans les marchés de l'automobile, du transport, de l'industrie et de l'environnement. Sa filiale MBG, située à Münchberg (Bavière), est spécialisée dans le tissage rapide et l'enduction. Elle fournit principalement des rubans, ceintures et sangles techniques pour les marchés de l'automobile, du levage, de la manutention et des équipements de protection.

Se reporter à la note 1 des Annexes aux Etats financiers consolidés.

N Événements postérieurs à la clôture

Note n° 41

Compte tenu d'un contexte de marché défavorable et de sa volonté de se concentrer sur son plan stratégique, DELFINGEN INDUSTRY a décidé d'arrêter son activité HPS de fabrication de tubes pour le bâtiment et l'habitat avec effet à la fin du 1^{er} trimestre 2015. Cette décision impactera défavorablement le Chiffre d'affaires de 2 M€ en 2015 (5M€ en année pleine) mais devrait être sans incidence significative sur la situation financière et les résultats du groupe. L'arrêt de cette activité se fera sans destruction d'emplois.

LA SOCIETE MERE DELFINGEN INDUSTRY S.A.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES ANNUELS

1. Evènements marquants de l'exercice

La société DELFINGEN INDUSTRY S.A est la société mère du groupe du groupe consolidé DELFINGEN INDUSTRY. Elle détient les titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

Les participations de DELFINGEN INDUSTRY ont évolué comme suit :

- BR-Sao Paulo : augmentation de capital en numéraire pour 140 K€ puis augmentation de capital par conversion de créance pour 1 303 K€ ;
- Asia Pacific Holding : augmentation de capital par conversion de prêt pour 2 000 K€.

Dans le cadre de la revue de la valeur d'utilité des titres de participation et de la capacité de recouvrement des avances en compte courant faites, il a été constaté au cours de l'exercice 2014 :

- Un complément de provision (nette des reprises) sur titres de participation de 601 K€ ;
- Un complément de provision pour dépréciation des comptes courants de 255 K€ ;
- Une dotation aux provisions sur comptes clients pour 837 K€.

Les dotations nettes aux provisions sur titres de participation concernent principalement Delfingen TN-Tunis, Delfingen BR-Sao Paulo et Delfingen RO-Valahia. Les titres Delfingen PT-Porto, Delfingen TR-Marmara et Delfingen MA-Tanger font l'objet de reprises de provisions.

La dotation aux provisions pour dépréciation des comptes courants concerne la société Delfingen TN-Tunis.

La dotation aux provisions pour comptes clients concerne Delfingen MA-Casablanca.

Des dividendes ont été reçus par DELFINGEN INDUSTRY sur la période pour 2 575 K€ provenant de Delfingen FR-Anteuil, Delfingen TR-Marmara, Delfingen SK-Nitra, Delfingen RO-Transilvania et la SCI des Bottes.

DELFINGEN INDUSTRY présente un résultat bénéficiaire de +213 K€.

Dans le cadre de la mise en place en 2013 du nouveau programme de financement, il avait été anticipé une dérive du covenant R2 (Cash flow libre / service de la dette) du fait du plan de croissances externes. Or ce plan s'étant réalisé fin 2013, début 2014, l'impact sur le covenant est sur l'année 2014 et non sur l'année 2013. En conséquence, le ratio a été largement respecté en 2013 mais il y a bris de covenants en 2014. Pour tenir compte de cette situation les banques ont accordé leur waiver avant le 31 décembre 2014.

DELFINGEN INDUSTRY a poursuivi sa politique d'amélioration de la position de liquidité, tout en renforçant la structure financière, au travers notamment :

- De la mise en place de la seconde tranche d'emprunts de 5 M€, en mai 2014, dans le cadre de la seconde convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- De la mise en place de deux prêts auprès de BPI France signés en juin 2014 pour un total de 6,0 M€.

DELFINGEN INDUSTRY a signé avec sa holding DELFINGEN GROUP une convention de successeur cédant les activités de certains services support (finance, comptabilité, informatique, juridique) à DELFINGEN INDUSTRY en date du 1^{er} décembre 2014. Les contrats de travail des collaborateurs concernés ont également été transférés à cette date.

2. Activité et résultats 2014

DELFINGEN INDUSTRY fourni à ses différentes filiales des services qui peuvent être regroupés en deux volets : un volet financier (financement des activités d'un grand nombre de filiales, consolidation de la trésorerie) et un volet d'assistance (Direction opérationnelle, administrative, ...).

En particulier, la société DELFINGEN INDUSTRY assure les prestations suivantes pour le compte de ses filiales :

- Contrôle financier et audit interne, consolidation financière et fiscale ;
- Optimisation financière, gestion centralisée de la trésorerie du groupe, gestion des placements et des dettes, couverture de change et de taux ;
- Coordination assurances, achats, qualité, recherche et développement, hygiène sécurité et environnement, ressources humaines et investissements ainsi que des plans de progrès industriels ;
- Pilotage de projets stratégiques.

Le compte de résultat résumé se présente ainsi :

	2014	2013	2012
Produits d'exploitation	12 031	11 322	8 692
Charges d'exploitation	(13 383)	(12 476)	(11 059)
Résultat d'exploitation	(1 352)	(1 154)	(2 367)
Résultat financier	1 245	1 935	6 865
Résultat courant	(107)	780	4 498
Résultat exceptionnel	50	(254)	(1)
Impôts	269	122	77
Résultat net	213	648	4 574

Les produits d'exploitation concernent essentiellement des facturations vers les filiales du groupe. Leur progression est liée à l'augmentation des prestations de services, managements fees, licences des systèmes d'information et commissions commerciales de DELFINGEN INDUSTRY refacturés aux filiales (+815 K€).

Les charges d'exploitation progressent fortement (+ 907 K€), du fait essentiellement de :

- L'augmentation des facturations de management fees et licences (+ 468 K€) de DELFINGEN GROUP ;
- L'augmentation des autres dépenses dont :
 - + 231 K€ du fait des dépenses d'acquisition liées aux opérations de croissance externe ;
 - + 412 K€ de coûts liés aux festivités des 60 ans.

Le résultat d'exploitation est de (1 352) K€, en diminution par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier comprend :

- Des dividendes reçus pour 2 575 K€ ;
- Une dotation nette pour dépréciation des titres de participation pour 601 K€ ;
- Une dotation pour dépréciation des créances financières de 255 K€.

L'économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés DELFINGEN INDUSTRY et DELFINGEN FR-ANTEUIL est de 304 K€ au titre de l'exercice 2014.

DELFINGEN INDUSTRY génère donc un bénéfice net de 213 K€.

Le bilan résumé se présente ainsi :

En milliers d'euros	2014	2013	2012
Immobilisations incorporelles	560	298	270
Immobilisations corporelles	627	568	525
Immobilisations financières	58 370	55 245	50 985
Total actif immobilisé	59 557	56 111	51 781
Actif circulant	13 006	10 994	7 379
Total actif	72 563	67 105	59 160
Capitaux propres	34 046	34 437	29 512
Provisions pour risques et charges	285	477	480
Dettes et comptes de régularisation	38 233	32 191	29 168
Total passif	72 563	67 105	59 160

Les immobilisations financières ont fortement augmenté principalement du fait de :

- L'augmentation de capital du Brésil pour 140 K€ en numéraire et pour 1 303 K€ par conversion de créance ;
- L'augmentation du prêt accordé à Asia Pacific Holding pour 1 640 K\$ (1 371 K€) ;
- La mise en place d'un prêt avec Delfingen RO-Valahia pour 317 K€.

3. Evènements exceptionnels ou litiges

Il existe des provisions pour risques et charges relatives principalement à des litiges en cours au 31 décembre 2014. Ces provisions constatent les risques pour leur valeur maximale estimée. Le montant des provisions pour risques et charges est repris dans la note n° 9 de l'annexe des comptes annuels.

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société mère du groupe, qui ne soit pas pris en compte dans les états financiers.

4. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous signalons que le résultat de l'exercice tient compte d'une somme de 49 648 € correspondant à des charges non déductibles du résultat fiscal selon les dispositions de l'article 39-4 du même code.

5. Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler.

6. Echéances des dettes fournisseurs

A compter du 1^{er} janvier 2009, en conformité avec la loi de modernisation de l'économie, DELFINGEN INDUSTRY a appliqué de nouveaux termes de paiement à ses fournisseurs : 45 jours fin de mois date de facture.

Le solde des dettes fournisseurs au 31 décembre 2014 s'élève à 526 K€ dont 338 K€ concernent des factures non parvenues, 45 K€ étaient payables avant décembre 2014, 85 K€ sont payables en janvier 2015 et 58 K€ en février 2015.

Le solde des dettes fournisseurs au 31 décembre 2013 s'élevait à 1 000 K€ (dont 22 K€ concernait des fournisseurs d'immobilisations) dont 268 K€ concernaient des factures non parvenues, 191 K€ étaient payables avant décembre 2013, 528 K€ étaient payables en janvier 2014 et 13 K€ en février 2014.

7. Résultats et autres renseignements caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS EN EUROS	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2011	Exercice 2010
Capital en fin d'exercice					
Capital social	3 763 674	3 763 674	3 117 283	3 117 283	3 030 202
Nombre des actions ordinaires existantes	2 443 944	2 443 944	2 037 440	2 037 440	1 980 524
Nombre de BSA (bons de souscription autonomes)	0	0	0	0	37 236
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	11 823 414	11 169 695	8 550 660	4 911 655	4 278 770
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation amortissements et provisions	1 637 295	901 856	4 424 972	816 130	(1 451 037)
Impôts sur les bénéfices	(269 309)	(121 503)	(76 832)	164	37113
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation amortissements et provisions	212 677	648 077	4 574 324	402 549	821 423
Résultat distribué au titre de l'exercice	202 043	603 626	722 879	140 518	361 382
Résultats par action (y compris BSA)					
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotation amortissements et provisions	0,78	0,42	2,21	0,40	(0,74)
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation amortissements et provisions	0,09	0,27	2,25	0,20	0,41
Dividende attribué à chaque action	0,38	0,25	0,35	0,07	0,18
Personnel					
Effectif moyen des salariés	43,17	40,6	39,0	24,2	13
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 693 231	2 809 384	3 078 089	1 359 075	994 754
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 227 036	1 198 270	1 404 417	651 684	431 571

8. Evènements survenus après la clôture de l'exercice

Il n'est pas survenu d'évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice

9. Politique de distribution des dividendes

L'Assemblée Générale peut offrir à chaque actionnaire, pour le dividende qui lui revient, un paiement en espèces ou un paiement en actions.

La société ne procède généralement pas à la distribution d'acomptes sur dividendes ; les dividendes sont versés annuellement après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits et reversés à l'Etat.

10. Montant des trois derniers dividendes

Au titre de l'exercice 2011, il a été versé un dividende global de 141 K€.

Au titre de l'exercice 2012, il a été versé un dividende global de 723 K€.

Au titre de l'exercice 2013, il a été versé un dividende global de 604 K€.

11. Information sur l'autocontrôle

Capital - Droits de vote – Options d'achat et souscriptions d'actions:

Capital

Le capital social s'élève à 3 763 673,76 € (trois millions sept cent soixante-trois mille six cent soixante-treize euros soixante-seize cents). Il est divisé en 2 443 944 actions d'un euro cinquante-quatre (1,54 €) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le titre a été introduit le 8 février 1996 à la cote du Second Marché de la Bourse de Paris (désormais Euronext). Il a été transféré en date du 19 septembre 2013 sur Alternext. Il se négocie en cotation continue sous le code ISIN : FR 0000054132, mnémonique ALDEL.

Le titre est répertorié dans la classification ICB :

Industrie 3000, Consumer Goods
SupSecteur 3300, Automobiles & Parts
Sector 3350, Automobiles & Parts
SousSecteur 3355, Auto Parts

Répartition du capital et des droits de vote

Situation au 31 décembre 2012

Actionnaires	Nbre d'actions	% de capital	Droits de vote doubles	Nombre réel des droits de vote	% droits de vote
Delfingen Group (2) (3)	1 400 749	68,75%	830 000	2 230 749	76,39%
FMEA représenté par CDC ENTREPRISES (4)	235 300	11,55%	Néant	235 300	8,06%
Gérald STREIT (1) (2) (3)	61	NS	11	72	NS
Bernard STREIT (1) (2)	81 699	4,01%	81 456	163 155	5,59%
Bernard et Françoise STREIT (1) (2)	8 981	0,44%	-	8 981	0,31%
Divers famille STREIT	2 754	0,14%	213	2 967	0,10%
Sous total concert	1 729 544	84,89%	911 680	2 641 224	90,44%
- Famille STREIT	1 494 244	73,34%	911 680	2 405 924	82,38%
- FMEA	235 300	11,55%	Néant	235 300	8,06%
FCP STOCK PICKING France	101 535	4,98%	Néant	101 535	3,48%
Auto détention	29 442	1,45%	Néant	Néant	Néant
Autres Public	176 919	8,68%	710	177 629	6,08%
Total	2 037 440	100,00%	912 390	2 920 388	100,00%

- (1) Deux engagements de conservation de titres de la société Delfingen Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 juillet 2007.
- (2) Deux engagements de conservation de titres de la société Delfingen Industry ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ainsi que la société Delfingen Group en date du 6 janvier 2010 ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 24 février 2010 via le diffuseur professionnel Hugin.
- (3) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérald STREIT détenant 69,21%, Monsieur David STREIT, détenant 30,80% et Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché à 15 606 698 actions détenues en nue propriété par Messieurs Gérald et David STREIT, et donnant droit à 44,38% des droits de vote afférents uniquement à la résolution concernant l'affectation du résultat de l'exercice clos.
- (4) Détenue à hauteur d'un tiers chacun par la Caisse des Dépôts et Consignations, PSA et RENAULT.

Situation au 31 décembre 2013

Actionnaires	Nbre d'actions	% de capital	Droits de vote doubles	Nombre réel des droits de vote	% droits de vote
Delfingen Group (2) (3)	1 475 003	60,35%	830 000	2 305 003	69,28%
FMEA représenté par Bpifrance Investissement (4)	281 430	11,52%	Néant	281 430	8,46%
Gérald STREIT (1) (2) (3)	61	NS	11	72	NS
Bernard STREIT (1) (2)	81 699	3,34%	81 456	163 155	4,91%
Bernard et Françoise STREIT (1) (2)	8 981	0,37%	0	8 981	0,27%
Divers famille STREIT	2 754	0,11%	213	2 967	0,09%
Sous total concert	1 849 928	75,69%	911 680	2 761 608	83,01%
- <i>Famille STREIT</i>	<i>1 568 498</i>	<i>64,18%</i>	<i>911 680</i>	<i>2 480 178</i>	<i>74,55%</i>
- <i>FMEA</i>	<i>281 430</i>	<i>11,51%</i>	<i>Néant</i>	<i>281 430</i>	<i>8,46%</i>
FCP STOCK PICKING France	100 000	4,09%	Néant	100 000	3,00%
Auto détention	29 442	1,21%	Néant	Néant	Néant
Autres Public	464 574	19,01%	710	465 284	13,99%
Total	2 443 944	100,00%	912 390	3 326 892	100,00%

- (1) Deux engagements de conservation de titres de la société Delfingen Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 juillet 2007.
- (2) Deux engagements de conservation de titres de la société Delfingen Industry ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ainsi que la société Delfingen Group en date du 6 janvier 2010 ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 24 février 2010 via le diffuseur professionnel Hugin.
- (3) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérald STREIT détenant 69,21%, Monsieur David STREIT, détenant 30,80% et Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché à 15 606 698 actions détenues en nue propriété par Messieurs Gérald et David STREIT, et donnant droit à 44,38% des droits de vote afférents uniquement à la résolution concernant l'affectation du résultat de l'exercice clos.
- (4) Détenue à hauteur d'un tiers chacun par Bpifrance Investissement, PSA Peugeot Citroën et Renault.

Situation au 31 décembre 2014

Actionnaires	Nbre d'actions	% de capital	Droits de vote doubles	Nombre réel des droits de vote	% droits de vote
Delfingen Group (2) (3)	1 478 451	60,49%	830 000	2 308 451	69,39%
FMEA représenté par Bpifrance Investissement (4)	281 430	11,52%	Néant	281 430	8,46%
Gérald STREIT (1) (2) (3)	61	NS	11	72	NS
Bernard STREIT (1) (2)	81 458	3,33%	81 434	162 892	4,90%
Bernard et Françoise STREIT (1) (2)	9 222	0,38%	0	9 222	0,28%
Divers famille STREIT	2 754	0,11%	213	2 967	0,09%
Sous total concert	1 853 376	75,83%	911 658	2 765 034	83,11%
- <i>Famille STREIT</i>	<i>1 571 946</i>	<i>64,32%</i>	<i>911 658</i>	<i>2 483 604</i>	<i>74,65%</i>
- <i>FMEA</i>	<i>281 430</i>	<i>11,51%</i>	<i>Néant</i>	<i>281 430</i>	<i>8,46%</i>
FCP STOCK PICKING France	100 000	4,09%	Néant	100 000	3,00%
Auto détention	27 912	1,14%	Néant	Néant	Néant
Autres Public	462 656	18,94%	710	463 366	13,92%
Total	2 443 944	100,00%	912 368	3 328 400	100,00%

- (1) Deux engagements de conservation de titres de la société Delfingen Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 juillet 2007.
- (2) Deux engagements de conservation de titres de la société Delfingen Industry ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ainsi que la société Delfingen Group en date du 6 janvier 2010 ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 24 février 2010 via le diffuseur professionnel Hugin.

- (3) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérard STREIT détenant 69,21%, Monsieur David STREIT, détenant 30,80% et Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché à 15 606 698 actions détenues en nue propriété par Messieurs Gérard et David STREIT, et donnant droit à 44,38% des droits de vote afférents uniquement à la résolution concernant l'affectation du résultat de l'exercice clos.
- (4) Détenue à hauteur d'un tiers chacun par Bpifrance Investissement, PSA Peugeot Citroën et Renault.

Déclarations de franchissements de seuils reçus par la société

Néant

Actionnariat salarié

En application des dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons que les salariés ne détiennent pas, collectivement, de participation au capital social, à la date du 31 décembre 2014.

Pacte d'actionnaires

Pactes d'actionnaires conclus entre la société DELFINGEN GROUP et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) :

Le 23 novembre 2009, un pacte d'actionnaires a été conclu entre le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) et la S.A. Delfingen Group, pacte au sein duquel la société Delfingen Industry est également intervenue.

Ce pacte a été conclu dans le contexte de l'émission par la société Delfingen Group de 3 529 obligations donnant la possibilité de recevoir, 352 900 actions DELFINGEN INDUSTRY, souscrites en totalité par le FMEA.

Il est rappelé qu'aux termes du contrat d'investissement conclu le 5 novembre 2009 entre la société Delfingen Group et le FMEA, le FMEA s'était engagé à échanger, dès leur souscription, 2 353 obligations contre 235 300 actions DELFINGEN INDUSTRY représentant autant de droits de vote détenues par la société Delfingen Group, avec possibilité optionnelle de demander l'exercice de la faculté d'échange sur le solde des obligations en cas de survenance d'un des cas prévus par le contrat d'investissement, notamment :

- Perte de contrôle de DELFINGEN INDUSTRY par DELFINGEN GROUP ;
- Changement ou perte de contrôle de DELFINGEN GROUP par la famille STREIT ;
- Perte non volontaire du mandat social du FMEA au sein du Conseil d'administration de DELFINGEN INDUSTRY ;
- Cessation des paiements de DELFINGEN INDUSTRY ou de DELFINGEN GROUP ;
- Non-respect des termes du pacte d'actionnaires ;
- Déclaration inexacte ou incomplète souscrite par DELFINGEN GROUP dans le contrat d'investissement entraînant un préjudice pour le FMEA, supérieur à 1 million d'euros ;
- Dissolution anticipée de DELFINGEN GROUP, non provoquée par une fusion ou une scission ;
- Emission par DELFINGEN GROUP, de nouveaux emprunts ayant le même rang que les obligations décrites ci-avant ;
- Désaccord sur des décisions de nature à avoir un impact significatif et réel sur la participation du FMEA, lesquelles décisions devront faire l'objet d'une consultation préalable de l'ensemble des administrateurs de DELFINGEN INDUSTRY.

Il est en outre précisé qu'en cas d'échange de la totalité des obligations, le FMEA détiendra 352 900 actions DELFINGEN INDUSTRY qui représentaient 21,68% du capital de cette société au moment de la signature du pacte.

Le pacte, constitutif d'une action de concert, organise «une concertation étroite préalablement à toutes décisions justifiant la recherche d'une position commune» entre les parties. Les parties formalisent ainsi «leurs relations et les conditions dans lesquelles elles conçoivent de s'accorder sur les objectifs de mise en œuvre d'une politique commune vis-à-vis de DELFINGEN INDUSTRY».

Les principales dispositions du pacte sont les suivantes :

- engagement de conservation des titres soumis au pacte pendant 4 ans (ledit engagement prenant fin le jour de la cessation de toute fonction par la partie concernée au sein de DELFINGEN INDUSTRY ou d'une société contrôlée par cette dernière) ;

- engagement de concertation préalablement à toute décision justifiant la recherche d'une position commune ou de nature à affecter de façon significative la participation des parties au capital de DELFINGEN INDUSTRY ;
- droit de préemption consenti par le FMEA à Delfingen Group en cas de projet de transfert d'actions ou d'obligations à un tiers ;
- clause de liquidité à compter du 1^{er} novembre 2015 pour permettre la cession de l'intégralité des actions détenues par le FMEA ;
- le FMEA bénéficiera d'une option de vente à compter du 1^{er} novembre 2016 pour céder à Delfingen Group la totalité des actions DELFINGEN INDUSTRY détenues à cette date. Delfingen Group s'engage irrévocablement à acquérir lesdites actions dès lors que le FMEA lui aura notifié sa décision d'exercer la promesse. Pour l'exercice de l'option de vente, le prix par action sera égal à la plus élevée des trois valeurs suivantes : (i) moyenne des 30 derniers cours de bourse, (ii) application d'un multiple de 5 à l'EBITDA courant auquel sera retranchée la dette financière nette consolidée et rapportée au nombre d'actions DELFINGEN INDUSTRY, (iii) 8,50 €. En cas de défaut de Delfingen Group au titre des obligations souscrites par le FMEA qui aurait pour conséquence de voir ses obligations remboursées par anticipation, le FMEA pourra exercer son option de vente par anticipation.

Le pacte prendra fin à l'issue d'une période de 2 ans à compter de la date d'expiration de l'option de vente décrite ci-dessus ou, par anticipation, si le FMEA venait à ne plus détenir ni actions DELFINGEN INDUSTRY, ni obligations mentionnées ci-dessus.

Pactes d'Actionnaires conclus en application des articles 787 B et 885 I-bis du code général des impôts :

Ces pactes ont été conclus suite à l'entrée du FMEA fin 2009 ayant entraîné la rupture des pactes d'Actionnaires conclus en 2007 (*cf le chapitre « Répartition du capital et des droits de vote en page 161*).

Les membres du cercle familial de la famille STREIT ainsi que la société DELFINGEN GROUP, ont signé le 6 janvier 2010 :

1 – Un engagement collectif de conservation de titres conformément aux dispositions de l'article 787 B du Code général des Impôts, pour une durée de deux (2) années à compter du 27/01/2010 date d'enregistrement dudit pacte auprès du SIE MONTBELIARD SUD EST, étant précisé que ce pacte est renouvelable à sa date anniversaire par tacite reconduction pour une durée indéterminée.

2 – Un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 885 I-bis du Code général des impôts, pour une durée minimale de deux (2) ans à compter du 27/01/2010, date d'enregistrement dudit pacte auprès du SIE MONTBELIARD SUD EST, étant précisé que ce pacte est renouvelable à sa date anniversaire par tacite reconduction pour une durée indéterminée ;

Aux termes de ces pactes, les signataires se sont collectivement engagés à conserver 381.467 actions représentant 23,44% des droits financiers et 30,03% des droits de vote relatifs aux actions émises par la société DELFINGEN INDUSTRY.

Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

L'article 15 des Statuts, en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 décembre 1995, prévoit que les actions inscrites sous la forme nominative depuis au moins deux ans bénéficient d'un droit de vote double, dans la mesure où l'actionnaire en fait la demande à la société par lettre recommandée.

Existence de seuils statutaires devant être déclarés à la Société (Article 8 des statuts)

En application de l'article 8 des statuts, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert, qui vient à posséder un nombre d'actions de la société ou de droits de vote égal ou supérieur à 0,5 % du nombre total des actions ou des droits de vote doit, dans un délai de quinze jours à compter de ce franchissement de seuil de participation, informer la société du nombre total des actions ou des droits de vote qu'il possède par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette déclaration est renouvelée dans les mêmes conditions chaque fois qu'un seuil de 0,5 % est franchi à la hausse ou à la baisse.

Pour la détermination des seuils, il sera tenu compte également des actions et droits de vote détenus indirectement et des actions et droits de vote assimilés aux actions et droits de vote possédés tels que définis par les dispositions des articles L.233-7 et suivants du Code de commerce.

Dans chaque déclaration visée ci-dessus, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres et droits de vote détenus ou possédés au sens de l'alinéa qui précède. Il devra indiquer également la ou les dates d'acquisition.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, l'actionnaire sera privé du droit de vote à hauteur des actions ou droits de vote dépassant les seuils soumis à déclaration, à la demande, conformément aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article L. 233-7 du Code de commerce, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital au moins égale à 0,5 %.

Capital autorisé non émis

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 24 mai 2013 :

- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 €, et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 24 mai 2013 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a été utilisée partiellement par le Conseil d'administration dans le cadre de l'augmentation de capital à hauteur de 691 951,12 €, en date du 20 décembre 2013, mais reste en cours de validité au 31 décembre 2014 dans la limite du plafond nominal global non utilisé ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 24 mai 2013 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a été utilisée partiellement par le Conseil d'administration dans le cadre de l'augmentation de capital en date du 20 décembre 2013 à hauteur de 24 439,1593 €, mais reste en cours de validité au 31 décembre 2014 dans la limite du plafond nominal global non utilisé.
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre par offre au public, des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant de la précédente délégation ci-dessus mentionnée), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 24 mai 2013 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, est en cours de validité au 31 décembre 2014 dans la limite du plafond nominal global non utilisé ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre par placement privé, des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 24 mai 2013 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, est en cours de validité au 31 décembre 2014, dans la limite du plafond nominal global non utilisé ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit de catégories de bénéficiaires avec détermination de la catégorie des bénéficiaires et des modalités de fixation du prix d'émission, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 24 mai 2013 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, est en cours de validité au 31 décembre 2014, dans la limite du plafond nominal global non utilisé.

Le tableau ci-après retrace les utilisations partielles des autorisations données par le passé.

Evolution du capital

Date	Nature de l'opération	Augmentation du capital	Prime d'émission ou d'apport	Montant du capital	Nombre d'actions	Nominal
08/03/90	Création, par apport des actions de la société Sofanou (devenue Flexitec)	-	-	12 039 000 F	120 390	100 F
25/07/90	Augmentation de capital en numéraire	1 461 000 F	-	13 500 000 F	135 000	100 F
02/12/91	Augmentation de capital en numéraire	1 335 000 F	664 830 F	14 835 000 F	148 350	100 F
02/12/91	Incorporation au capital de la prime d'émission	664 608 F	-	15 499 608 F	148 350	104,48 F
16/09/93	Réduction du capital, par suite du rachat des actions privilégiées détenues par Centrest	(1 447 048) F	-	14 052 560 F	134 500	104,48 F
19/12/95	Augmentation de capital par incorporation de réserves	742 440 F	-	14 795 000 F	134 500	110 F
19/12/95	Réduction à 10 F de la valeur nominale des actions	-	-	14 795 000 F	1 479 500	10 F
du 16/06/97 au 27/06/97	Augmentation du capital par apport en numéraire	1 479 500 F	33 140 800 F	16 274 500 F	1 627 450	10 F
31/05/99	Augmentation du capital par apport en numéraire suite à l'exercice de 870 BSA	1 740 F	50 460 F	16 276 240 F	1 627 624	10 F
27/10/00	Augmentation du capital par incorporation de réserves	58 827,59 F	-	16 335 067,59 F	1 627 624	10 F
27/10/00	Conversion du capital en euros	-	-	2 490 265 €	1 627 624	1,53 €
25/06/10	Augmentation de capital par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société	539 937 €	2 459 713 €	3 030 202 €	1 980 524	1,53 €
10/01/2011	Augmentation de capital par exercice des Bons de Souscription d'Actions (BSA)	87 081,48 €	396 704,52 €	3 117 283,48 €	2 037 440	1,53 €
20/12/2013	Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	621 951,12 €	4 378 048,08 €	3 739 234,60 €	2 443 944	1,53 €
20/12/2013	Augmentation de capital par élévation du nominal de l'action, réalisée par prélèvement sur les réserves	24 439,1593978263 €	-	3 763 673,76 €	2 443 944	1,54 €

Disposition d'un contrat qui pourrait retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de l'émetteur

Par acte sous seing privé en date du 23 novembre 2009, la société DELFINGEN GROUP a conclu avec le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA), en présence de la société DELFINGEN INDUSTRY, un pacte d'actionnaires aux termes duquel le FMEA a consenti à la société DELFINGEN GROUP, dans le strict respect de la réglementation boursière, un droit de préemption sur tout transfert de titres que le FMEA détiendrait au sein de la société DELFINGEN INDUSTRY, et ce, à l'issue de la période de quatre années de conservation de titres à laquelle le FMEA s'est engagé à l'égard de son cocontractant. Il est précisé d'une part, que ce droit de préemption ne trouvera pas à s'appliquer si le FMEA entend procéder à la cession de ses titres sur le marché boursier et d'autre part, dans le cas où la cession envisagée par le FMEA s'opèrerait au profit de toute entité qui contrôle Bpifrance Investissement, est contrôlée par Bpifrance Investissement, ou est contrôlée par une personne contrôlant Bpifrance Investissement ; la notion de contrôle s'entend de celle définie par l'article L.233-3 du code de commerce.

Il est en outre précisé qu'en application du pacte visé aux présentes, à compter du 1^{er} novembre 2016 et jusqu'au 31 janvier 2017 inclus, le FMEA aura la faculté d'exercer une option de vente obligeant la société DELFINGEN GROUP à racheter la totalité des titres qu'il détient au sein de la société DELFINGEN INDUSTRY.

Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions auto détenues par l'émetteur et par ses filiales

Au 31/12/2014, la société DELFINGEN INDUSTRY détient 27 912 de ses propres titres pour une valeur brute globale de 449 995,52 €.

La valeur nominale de ces titres est de 1,54 €.

Plan d'options d'achat d'actions

Non applicable

Annulation

Une autorisation d'annuler des titres de la société donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2013 était en vigueur jusqu'au 24 novembre 2014.

Elle n'a fait l'objet d'aucune utilisation.

Programme de rachat d'actions

Conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 24 mai 2013 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au rachat de ses propres actions à hauteur de 10 % des actions composant le capital social à la date de réalisation de ces achats.

Au 31 décembre 2014, la société DELFINGEN INDUSTRY détient 27 912 de ses propres actions représentant 1,14 % du nombre total d'actions composant le capital social. Ces actions ont été notamment achetées dans le cadre des programmes de rachat d'actions successivement autorisés depuis l'Assemblée Générale du 26 janvier 2002 et au titre du précédent contrat de liquidité.

Au titre de l'exercice 2014, aucune de ses propres actions n'a été rachetée par la société DELFINGEN INDUSTRY.

Contrat de liquidité

En vue d'assurer l'animation du marché de son titre, la société DELFINGEN GROUP a confié au 1^{er} janvier 2013 à la société CM CIC-Securities, un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI (Association Française des Entreprises d'Investissement) du 14 mars 2005 référencée AFEI/05-20, acceptée par l'AMF (Décision du 22 mars 2005).

Identification des titres au porteur

Les statuts de la société DELFINGEN INDUSTRY l'autorisent à rechercher les renseignements nécessaires à l'identification des actionnaires au porteur, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Actions nominatives

La tenue du registre ainsi que la gestion des comptes des actionnaires au nominatif sont assurées depuis le 1^{er} juin 2004 par :

Société Générale
Service Nominatif
Division Emetteurs
32 rue du Champ de Tir
BP 81236
44312 Nantes cedex 3

Les actionnaires au nominatif peuvent accéder à leur compte en contactant le Service Nominatif au Tel : 0825 820 000 ou encore sur le site Internet: <https://nominet.socgen.com>

12. Mandataires sociaux

En vertu des dispositions statutaires, la société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

Les administrateurs appartenant à la famille STREIT sont Monsieur Bernard STREIT, Madame Françoise STREIT, Monsieur Gérald STREIT (*représentant permanent de DELFINGEN GROUP S.A.*) et Monsieur David STREIT.

Le Conseil d'administration se compose actuellement de 10 membres :

M. Bernard Streit, né le 12 octobre 1952, détenant 81 458 actions ;
Mme Françoise Streit, née le 25 juillet 1954, détenant 11 actions ;
M. David Streit, né le 26 septembre 1978, détenant 2 533 actions ;
S.A. DELFINGEN GROUP, représentée par M. Gérald Streit, né le 3 octobre 1976, détenant 1 478 451 actions ;
M. Juan Manuel Diaz Huder, né le 25 juillet 1942, détenant 1 action ;
M. Georges François, né le 29 janvier 1941, détenant 50 actions ;
Mme Annie Kahn, née le 4 mai 1950, détenant 10 actions ;
M. Cataldo Mangione, né le 19 avril 1953, détenant 10 actions ;
M. Michel de Massougnès des Fontaines, né le 13 juillet 1946, détenant 50 actions ;
M. Stefaan Vandeveldé, né le 13 avril 1958, détenant 1 action.

La composition du Conseil est la suivante :

M. Bernard Streit, Président du Conseil d'administration et Directeur Général, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;

Mme Françoise Streit, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

M. David Streit, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;

S.A. DELFINGEN GROUP, administrateur, représentée par Monsieur Gérald STREIT, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Juan Manuel Diaz Huder, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;

M. Georges François, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

Mme Annie Kahn, administrateur coopté, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Cataldo Mangione, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Michel de Massougnès des Fontaines, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

Monsieur Stefaan VANDEVELDE, administrateur coopté jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2014.

Liste de l'ensemble des mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux

En application de l'article L 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce, la liste des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux est la suivante :

Nom	Mandats et fonctions exercés
Bernard STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Président Directeur Général DELFINGEN INDUSTRY Président Directeur Général DELFINGEN GROUP Président Directeur Général DELFINGEN FR-ANTEUIL Gérant SCI DES BOTTES Président DELFINGEN FR-ANTEUIL SAS</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Président du Conseil d'administration DELFINGEN PT-PORTO SA Président du Conseil d'administration DELFINGEN PH-FILIPINAS Inc Président du Conseil d'administration DELFINGEN US-HOLDING Inc Président du Conseil d'administration STX HOLDING Llc Président du Conseil d'administration DELFINGEN US-TEXAS Lp Président du Conseil d'administration SOFANOU Inc.of TEXAS Gérant DELFINGEN DE – Köln GmbH Gérant DELFINGEN TN-TUNIS Sarl Gérant DELFINGEN MA-CASABLANCA Sarl Gérant DELFINGEN MA-TANGER Sarl Gérant DELFINGEN DE-MARKTRODACH Verwaltungs Président du Conseil d'administration DELFINGEN US-NEW YORK Inc Président du Conseil d'administration DELFINGEN US Inc Gérant DELFINGEN SK-NITRA Sro Président du Conseil d'administration DELFINGEN US-CENTRAL AMERICA Inc Président du Conseil d'administration DELFINGEN US-MEXICO Inc Président du Conseil d'administration SOFANOU OF MEXICO Llc Président du Conseil d'administration DELFINGEN MX - COAHUILA SrL COMPANEROS en EXCELENCIA en EXTRUSION Président du Conseil d'administration DELFINGEN HN - CORTES Administrateur unique DELFINGEN RO-TRANSILVANIA Srl Administrateur unique DELFINGEN RO-VALAHIA Srl Administrateur DELFINGEN ASIA PACIFIC HOLDING Pte Ltd Président du Conseil d'administration DELFINGEN Automobile Parts (Wuhan) Co., Ltd Administrateur DELFINGEN SG FILIPINAS Pte Ltd Administrateur DELFINGEN INDIA Pvt Ltd Président du Conseil d'administration DELFINGEN (Hebi) Automotive Parts Co., Ltd Président du Conseil d'administration DELFINGEN SIAM Co. Président du Conseil d'administration DELFINGEN ROH Co. Ltd</p>
Françoise STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN GROUP Secrétaire de direction DELFINGEN GROUP</p>
David STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Chef de Projet CML Innovative Technologies SAS Administrateur DELFINGEN GROUP Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN FR-ANTEUIL</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Administrateur DELFINGEN PT-PORTO SA Administrateur DELFINGEN US-HOLDING Inc</p>

David STREIT	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Administrateur STX HOLDING Llc Administrateur DELFINGEN US-TEXAS Lp Administrateur SOFANOUE Inc.of TEXAS Administrateur DELFINGEN US-NEW YORK Inc Administrateur DELFINGEN US Inc Administrateur DELFINGEN US-CENTRAL AMERICA Inc Administrateur DELFINGEN US-MEXICO Inc Administrateur SOFANOUE OF MEXICO Llc Administrateur DELFINGEN MX - COAHUILA SrL Administrateur COMPANEROS en EXCELENCIA en EXTRUSION Administrateur DELFINGEN HN - CORTES
Georges FRANCOIS	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Néant
Michel de MASSOUGNES des FONTAINES	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Néant
Juan Manuel DIAZ HUDER	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Néant
S.A DELFINGEN GROUP (Représentée par M. Gérald STREIT)	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Néant
Gérald STREIT	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN GROUP Directeur Général Délégué DELFINGEN GROUP Représentant permanent DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN FR-ANTEUIL Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Administrateur DELFINGEN INDIA Pvt Ltd Administrateur DELFINGEN PT-PORTO SA Administrateur DELFINGEN Automotive Parts (Wuhan) Co., Ltd Administrateur DELFINGEN (Hebi) Automotive Parts Co., Ltd Administrateur DELFINGEN SIAM Co. Administrateur DELFINGEN ROH Co. Ltd
Cataldo MANGIONE	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Néant
Annie KAHN	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères Néant
Stefaan VANDEVELDE	Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises Administrateur DELFINGEN INDUSTRY

Dans le souci de bénéficier d'une vision extérieure et d'avis indépendants, le Conseil d'administration a souhaité s'ouvrir à des personnes extérieures au groupe. Depuis 2001, il compte parmi ses membres des personnes d'horizons et d'expériences différents, apportant le savoir-faire et les compétences de personnes issues des

affaires internationales dans le domaine automobile ainsi que de l'expertise des pratiques managériales. Il s'agit ici du critère d'indépendance retenu au sein de la société, conformément au code de gouvernance pour les valeurs moyennes et petites ; les administrateurs réputés indépendants sur la base de ce critère sont :

- Monsieur Juan Manuel DIAZ HUDER ;
- Monsieur Georges FRANCOIS ;
- Madame Annie KAHN ;
- Monsieur Cataldo MANGIONE ;
- Monsieur Michel de MASSOUGNES des FONTAINES ;
- Monsieur Stefaan VANDELDE.

En raison de la taille de la société, d'un organigramme juridique très simplifié et de la relation étroitement entretenue entre le Conseil d'administration, le Comité Exécutif et les différentes directions fonctionnelles, le Conseil d'administration n'a compté aucun comité spécialisé. Néanmoins, la Société a décidé de constituer un Comité d'Audit lors d'un Conseil d'administration en date du 25 juin 2010 en vue de satisfaire aux obligations de l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008 transposant la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006 relative au contrôle légal des comptes imposant aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé d'établir un tel comité. Le Conseil d'administration a nommé en tant que membres du Comité d'Audit, Messieurs Georges François et Gérard Streit.

Le Comité d'audit assiste le Conseil d'administration dans son rôle de surveillance afin que celui-ci puisse s'assurer de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité des informations fournies aux Actionnaires ainsi qu'aux Marchés Financiers. Le Comité d'Audit s'est réuni trois fois pendant l'exercice 2014.

Par ailleurs, les réalisations 2014 ont porté sur les missions de contrôle des Commissaires aux comptes dans les filiales du groupe DELFINGEN INDUSTRY, la synthèse des travaux réalisés par les Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013, l'appréciation des éléments financiers de l'exercice 2013 et du premier semestre 2014, les missions du Contrôle interne, l'appréciation des risques existants au sein du groupe DELFINGEN INDUSTRY, la mise en place de la politique des prix de transfert, les dossiers fiscaux en cours, le passage sur le marché Alternext et la mise en place d'un règlement des systèmes d'information.

COMPTES ANNUELS DELFINGEN INDUSTRY

Informations générales

La société DELFINGEN INDUSTRY est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé : Rue Emile Streit – 25340 Anteuil, France.

Les états financiers au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 mars 2015 et seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

La société est cotée sur Alternext Paris.

Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Les termes suivis d'un * sont définis dans le glossaire disponible en page 89.

I – 1 Bilan au 31 décembre 2014

Actif	2014		2013	2012	Notes	
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets		
Actif immobilisé						
Capital souscrit non appelé (O)						
Immobilisations incorporelles	1 015	455	560	298	270	1-4 ; 2
Immobilisations corporelles						
Terrains	12	12	0	0	0	1-5 ; 3 ; 5
Constructions	1 496	960	536	482	505	1-5 ; 3 ; 5
Autres immobilisations corporelles	214	123	91	86	14	1-5 ; 3 ; 5
Immobilisation en cours	0	0	0	0	5	1-5 ; 3 ; 5
Immobilisations financières						
Actions propres	450	0	450	478	265	1-6 ; 4 ; 6 ; 7
Autres participations	61 758	10 786	50 972	48 130	48 459	1-6 ; 4 ; 6
Créances rattachées à des participations	6 123	0	6 123	6 124	2 061	1-6 ; 4 ; 6 ; 7
Autres immobilisations financières	825	0	825	513	200	1-6 ; 4 ; 7
Total (I)	71 892	12 335	59 557	56 111	51 781	
Actif circulant						
Stocks						
Avances et acomptes versés sur commandes	1		1	0	0	
Créances						
Clients et comptes rattachés	3 766	1 154	2 612	2 970	1 474	6
Autres créances	8 897	425	8 472	2 790	3 812	6 ; 7
Divers						
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	8	1-6
Disponibilités	1 738		1 738	5 037	1 980	
Charges constatées d'avance	133		133	69	75	
Total (II)	14 535	1 579	12 956	10 866	7 349	
Comptes de régularisation						
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	39		39	44		
Primes de remboursement des obligations (V)	11		11	12		
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	72	31	
Total actif (O à VI)	86 478	13 914	72 563	67 105	59 160	

Passif	2014	2013	2012	Notes
Capitaux propres				
Capital social	3 764	3 764	3 117	8
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 286	12 286	7 908	8
Réserve légale	344	312	312	8
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0	8
Réserves réglementées	0	0	0	8
Autres réserves	17 439	17 428	13 601	8
Provisions réglementées	0	0	0	8 ; 9
Résultat de l'exercice	213	648	4 574	8
Total (I)	34 046	34 437	29 512	8
Autres fonds propres				
Produit des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Total (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	6	189	172	9
Provisions pour charges	278	288	308	9 ; 16
Total (III)	284	477	480	9
Dettes (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	5 900	5 900	3 500	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	28 378	21 179	19 756	10 ; 11
Emprunts et dettes financières divers	1 770	2 916	3 538	10 ; 11
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	526	978	828	10 ; 11
Dettes fiscales et sociales	1 358	1 197	1 401	10 ; 11
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1	22	0	10
Autres dettes	0	0	143	10
Produits constatés d'avance (compte de régularisation)				10
Total (IV)	37 935	32 191	29 166	10
Ecart de conversion passif (V)	298	0	1	
Total passif (I à V)	72 563	67 105	59 160	
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	12 988	11 440	16 297	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	2 984	0	3 303	

I – 2 Compte de résultat

	2014	2013	2012	Notes
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue services France	1 180	1 963	1 865	
Export	10 643	9 207	6 686	
Chiffre d'affaires net	11 823	11 170	8 551	12
Subventions d'exploitation	0	0	0	
Production immobilisée	15	12	34	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	192	140	106	
Autres produits	0	0	1	
Total produits d'exploitation (I)	12 031	11 322	8 692	
Charges d'exploitation				
Autres achats et charges externes (1)	8 093	7 936	5 516	
Impôts, taxes et versements assimilés	211	192	322	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	192	151	130	
Dotations aux provisions pour risques et charges	921	166	529	
Charges de personnel	3 920	4 008	4 483	
Autres charges	46	24	79	
Total charges d'exploitation (II)	13 383	12 476	11 059	
Résultat d'exploitation (I-II)	(1 352)	(1 154)	(2 367)	
Produits financiers				
Produits financiers de participations (2)	2 575	3 128	7 155	
Autres intérêts et produits assimilés (2)	520	204	276	
Reprises sur provisions et transfert de charges	576	704	5 283	
Différences positives de change	217	72	94	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0		
Total produits financiers (III)	3 889	4 109	12 808	
Charges financières				
Dotations financières aux amortissement et provisions	1 362	836	4 617	
Intérêts et charges assimilées (3)	1 217	1 159	1 128	
Différences de change	64	179	197	
Total charges financières (IV)	2 643	2 174	5 942	
Résultat financier (III-IV)	1 245	1 935	6 865	
Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	(107)	781	4 499	
Produits exceptionnels (V)	161	40	2	13
Charges exceptionnelles (VI)	111	294	3	14
Résultat exceptionnel (V-VI)	50	(254)	(1)	
Impôts sur les bénéfices (VII)	(269)	(122)	(77)	1-10; 15
Total des produits (I+III+V)	16 080	15 471	21 501	
Total des charges (II+IV+VI+VII)	15 867	14 822	16 927	
Bénéfice ou perte	213	648	4 574	
(1) Dont crédit-bail immobilier				
(2) Dont produits concernant les entreprises liées	3 070	3 326	7 410	
(3) Dont intérêts concernant les entreprises liées	36	96	132	

I – 3 Tableau de flux de trésorerie

	2014	2013	2012
Résultat net des sociétés intégrées	213	648	4 574
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Amortissements et provisions: dotations	1 376	921	5 096
Amortissements et provisions: reprises	(781)	(821)	(1 255)
Plus-values de cessions	1	210	0
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>809</i>	<i>958</i>	<i>8 415</i>
Coût de l'endettement financier net	1 217	1 159	1 128
Charge d'impôt exigible	(269)	(122)	(77)
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>1 756</i>	<i>1 996</i>	<i>9 467</i>
Impôts versés	136	(7)	(33)
Variation du besoin en fonds de roulement	(7 538)	(1 242)	(2 859)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(5 646)	747	6 575
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(155)	(77)	(12)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(380)	(158)	(166)
Variation des immobilisations financières	39	(309)	(23)
Créances rattachées à des participations	(2 322)	(4 063)	(851)
Cession d'immobilisations	7	37	
Décaissements des sociétés acquises	(140)	(50)	(3 000)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(2 952)	(4 620)	(4 052)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(604)	(723)	(140)
Augmentation de capital numéraire	0	5 000	0
Souscription d'emprunts	11 000	14 800	8 500
Remboursement d'emprunts	(6 876)	(7 650)	(6 571)
Intérêts financiers versés	(1 217)	(1 159)	(1 128)
Variation des dettes financières diverses	0	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 304	10 268	661
Trésorerie réelle d'ouverture	4 994	(1 401)	(4 585)
Trésorerie réelle de clôture	(1 301)	4 994	(1 401)
Variation réelle de trésorerie	(6 295)	6 395	3 184

I – 4 Proposition d'affectation du résultat 2014

Il est proposé d'affecter le résultat de 212 677,05 € de la manière suivante :

En Euros	
Bénéfice de l'exercice	212 677,05
augmenté du report à nouveau	1 810 427,86
Soit un bénéfice distribuable de	2 023 104,91
Proposition d'affectation :	
- A la réserve légale	10 633,85
- Au versement d'un dividende aux actionnaires (0,38 € par action)	918 092,16
- Au report à nouveau	1 094 378,90

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2014

A	EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	78
B	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	79
	<i>Note n°1 Principes comptables et méthodes d'évaluation</i>	<i>79</i>
	1-1 Principes et méthodes comptables.....	79
	1-2 Changement de méthode comptable	79
	1-3 Conversion des transactions en devises.....	79
	1-4 Immobilisations incorporelles.....	79
	1-5 Immobilisations corporelles.....	80
	1-6 Immobilisations financières	80
	1-7 Créances clients et autres débiteurs.....	80
	1-8 Valeurs mobilières	80
	1-9 Avantages au personnel.....	80
	1-10 Impôts sur les bénéfices.....	81
C	INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF	81
	<i>Note n°2 Immobilisations incorporelles</i>	<i>81</i>
	<i>Note n°3 Immobilisations corporelles</i>	<i>81</i>
	<i>Note n°4 Immobilisations financières</i>	<i>82</i>
	<i>Note n°5 Tableau de variations sur amortissements</i>	<i>82</i>
	<i>Note n°6 Tableau de variations des provisions pour dépréciation.....</i>	<i>82</i>
	<i>Note n°7 Autres créances.....</i>	<i>83</i>
D	INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF	83
	<i>Note n°8 Capital social et titres (actions)</i>	<i>83</i>
	<i>Note n°9 Provisions réglementées et provisions pour risques et charges.....</i>	<i>83</i>
	<i>Note n°10 Dettes.....</i>	<i>84</i>
	<i>Note n°11 Comptes de régularisation passifs</i>	<i>84</i>
E	INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	84
	<i>Note n°12 Ventilation du Chiffre d'affaires par activité.....</i>	<i>84</i>
	<i>Note n°13 Produits exceptionnels</i>	<i>84</i>
	<i>Note n°14 Charges exceptionnelles.....</i>	<i>85</i>
	<i>Note n°15 Impôts sur les bénéfices</i>	<i>85</i>
F	ENGAGEMENTS HORS BILAN	85
	<i>Note n°16 Engagements en matière de retraite</i>	<i>85</i>
	<i>Note n°17 Engagements, avals et cautions donnés.....</i>	<i>85</i>
	<i>Note n°18 Engagements, avals et cautions reçus</i>	<i>85</i>
	<i>Note n°19 Droit Individuel à la Formation</i>	<i>86</i>
G	INFORMATIONS DIVERSES	86
	<i>Note n°20 Répartition du personnel.....</i>	<i>86</i>
	<i>Note n°21 Rémunération des organes de direction</i>	<i>86</i>
	<i>Note n°22 Honoraires des Commissaires aux Comptes.....</i>	<i>86</i>
H	FILIALES ET PARTICIPATIONS	86
	<i>Note n°23 Informations concernant les entreprises liées :.....</i>	<i>86</i>
	<i>Note n°24 Consolidation</i>	<i>87</i>
	<i>Note n°25 Tableau des filiales.....</i>	<i>87</i>
	25-1 Renseignements détaillés concernant les filiales et participations.....	87
	25-2 Renseignements concernant les éléments financiers	88

A Evènements marquants de l'exercice

La société DELFINGEN INDUSTRY détient les titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

Les participations de DELFINGEN INDUSTRY ont évolué comme suit :

- BR-Sao Paulo : augmentation de capital en numéraire pour 140 K€ puis augmentation de capital par conversion de créance pour 1 303 K€ ;
- Asia Pacific Holding : augmentation de capital par conversion de prêt pour 2 000 K€.

Dans le cadre de la revue de la valeur d'utilité des titres de participation et de la capacité de recouvrement des avances en compte courant faites, il a été constaté au cours de l'exercice 2014 :

- Un complément de provision (nette des reprises) sur titres de participation de 601 K€ ;
- Un complément de provision pour dépréciation des comptes courants de 255 K€ ;
- Une dotation aux provisions sur comptes clients pour 837 K€.

Les dotations nettes aux provisions sur titres de participation concernent principalement Delfingen TN-Tunis, Delfingen BR-Sao Paulo et Delfingen RO-Valahia. Les titres Delfingen PT-Porto, Delfingen TR-Marmara et Delfingen MA-Tanger font l'objet de reprises de provisions.

La dotation aux provisions pour dépréciation des comptes courants concerne la société Delfingen TN-Tunis.

La dotation aux provisions pour comptes clients concerne Delfingen MA-Casablanca.

Des dividendes ont été reçus par DELFINGEN INDUSTRY sur la période pour 2 575 K€ provenant de Delfingen FR-Anteuil, Delfingen TR-Marmara, Delfingen SK-Nitra, Delfingen RO-Transilvania et la SCI des Bottes.

DELFINGEN INDUSTRY présente un résultat bénéficiaire de +213 K€.

Dans le cadre de la mise en place en 2013 du nouveau programme de financement, il avait été anticipé une dérive du covenant R2 (Cash flow libre / service de la dette) du fait du plan de croissances externes. Or ce plan s'étant réalisé fin 2013, début 2014, l'impact sur le covenant est sur l'année 2014 et non sur l'année 2013. En conséquence, le ratio a été largement respecté en 2013 mais il y a bris de covenants en 2014. Pour tenir compte de cette situation les banques ont accordé leur waiver avant le 31 décembre 2014.

DELFINGEN INDUSTRY a poursuivi sa politique d'amélioration de la position de liquidité, tout en renforçant la structure financière, au travers notamment :

- De la mise en place de la seconde tranche d'emprunts de 5 M€, en Mai 2014, dans le cadre de la seconde convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- De la mise en place de deux prêts auprès de BPI France signés en juin 2014 pour un total de 6,0 M€.

DELFINGEN INDUSTRY a signé avec sa holding DELFINGEN GROUP une convention de successeur cédant les activités de certains services support (finance, comptabilité, informatique, juridique) à DELFINGEN INDUSTRY en date du 1^{er} décembre 2014. Les contrats de travail des collaborateurs concernés ont également été transférés à cette date.

B Principes comptables et méthodes d'évaluation

Note n°1 Principes comptables et méthodes d'évaluation

1 – 1 Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

1 – 2 Changement de méthode comptable

Il n'y a aucun changement de méthode comptable à signaler.

1 – 3 Conversion des transactions en devises

Les transactions en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture.

Les cours des devises utilisées sont :

	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
Euro	1,00000	1,00000	1,00000
Dinar tunisien	2,26723	2,24946	2,26106
Dirham marocain	11,25416	11,15948	10,98648
Leu roumain	4,47099	4,44395	4,48280
Lire turque	2,96050	2,90408	2,83200
Réal brésilien	3,25761	3,11969	3,22070
Dollar américain	1,37910	1,32637	1,21410
Yuan Chinois	8,34913	8,17180	7,53580
Peso Philippin	61,28953	58,89241	54,43658
Yen Japonais	144,71780	140,30788	145,22219
Roupie Indienne	85,36794	80,95634	76,71653
Bath Thaïlandais		42,929703	39,9106

1 – 4 Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement, découlant de l'application des résultats de la recherche, sont immobilisés dans la mesure où la société peut démontrer :

- Son intention ainsi que sa capacité financière et technique à mener à bien le projet de développement à son terme ;
- Que l'actif générera des avantages économiques futurs ;
- Et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont inscrits à l'actif et sont amortis sur une durée maximale de 5 ans.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les coûts de développement et d'acquisition des logiciels informatiques ainsi que des brevets et licences. Ces dépenses sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée.

Il est à noter qu'il ne figure pas dans les actifs de la société d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.

Amortissements

	Durée	Mode
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Droits fongibles (Brevets)	20 ans	Linéaire
Logiciels et Autres immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire

1 – 5 Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction des durées moyennes suivantes :

	Durée	Mode
Agencements, aménagements terrains et constructions	8 à 10 ans	Linéaire
Constructions	Gros œuvre	30 ans
	Lots techniques	20 ans
	Second oeuvre	15 ans
Matériel et outillage	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier/matériel de bureau/informatique	10 ans/3 ans	Linéaire

1 – 6 Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition selon la méthode du "1er entré - 1er sorti".

Ils font l'objet d'une provision lorsque la valeur d'utilité des titres des sociétés concernées est inférieure au coût d'acquisition. Cette valeur d'utilité est basée essentiellement sur la situation nette de la société concernée et en tenant compte des perspectives de développement. Dans le cas où une société correspond à une UGT pour laquelle un test de dépréciation des goodwill a été effectué, la valeur d'utilité retenue est identique à celle calculée dans le cadre de ces tests.

Les créances et prêts aux sociétés dans lesquelles DELFINGEN INDUSTRY possède une participation sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non remboursement.

Les actions propres de la société figurent au bilan à leur prix d'achat. Lorsque le prix de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation.

1 – 7 Créances clients et autres débiteurs

Ces créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Lorsque les délais de paiement sont inférieurs à un an, la juste valeur initiale et le coût amorti ultérieur sont égaux au montant nominal.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables.

1 – 8 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de la société figurent au bilan à leur prix d'achat. Lorsque le prix de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation.

1 – 9 Avantages au personnel

Le montant comptabilisé au titre des avantages au personnel correspond uniquement aux engagements de retraite

Les engagements en matière de retraite font l'objet d'une évaluation externe par un cabinet spécialisé.

Le montant des engagements de retraites et avantages assimilés est peu significatif (278 K€) au regard de la situation financière et du patrimoine de la société.

L'impact net sur les charges de la période (84 K€) étant peu significatifs, il n'est pas présenté d'informations complémentaires, notamment de sensibilité.

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

	2014	2013	2012
Age moyen de départ à la retraite	67 ans	67 ans	67 ans
Taux de turn-over Cadres	0 à 20%	2%	2%
Taux de turn-over Non Cadres	0 à 4%	2%	2%
Taux d'actualisation	1,80%	3,50%	3,50%
Taux d'augmentation des salaires	1 à 2.5%	1 à 2.5%	2,25%

1 – 10 Impôts sur les bénéfices

Il existe une convention d'intégration fiscale (Art. 223 A du CGI) entre la société DELFINGEN INDUSTRY et la société DELFINGEN FR-ANTEUIL.

La filiale comptabilise en charges l'impôt qu'elle aurait payé si elle n'était pas intégrée et le règle à la société mère, qui est l'unique redevable auprès du Comptable du Trésor Public.

Dans le cas où une filiale est déficitaire, elle conserve l'usage de son déficit reportable. La société mère bénéficie du report d'imposition et règle l'impôt en lieu et place de la filiale lorsque celle-ci revient en position bénéficiaire.

La société mère constate dans le compte de résultat l'impôt à payer ou le crédit d'impôt découlant de son propre résultat fiscal ainsi que celui découlant des retraitements engendrés par l'intégration fiscale (quelle que soit la société concernée).

En France, la loi de Finances 2012 rectificative a instauré un nouveau crédit d'impôt à compter du 1^{er} janvier 2013 : le Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Son calcul est basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés des entreprises françaises. Ce crédit d'impôt est payé par l'Etat, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés. Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel (33 K€).

C Informations relatives à l'actif

Note n°2 Immobilisations incorporelles

Les variations du poste « Immobilisations incorporelles » sont les suivantes :

	Montants bruts			Montants bruts
	2013	Augmentations	Diminutions	2014
Autres immobilisations incorporelles	635	380	0	1 015
Total	635	380	0	1 015

Note n°3 Immobilisations corporelles

Les variations du poste « Immobilisations corporelles » sont les suivantes :

	Montants bruts				Montants bruts
	2013	Augmentations	Diminutions	Autres Mvts	2014
Terrains	12				12
Constructions	1 385	111			1 496
Autres immobilisations corporelles	198	16	0	0	214
Immobilisations en cours	0			0	0
Total	1 594	127	0	0	1 722

Note n°4 Immobilisations financières

Les variations du poste « Immobilisations financières » sont les suivantes :

	Montants bruts 2013	Augmentations	Diminutions	Autres Mvts	Montants bruts 2014
Actions propres	478		(28)		450
Titres de participation	58 315	140	0	3 303	61 758
Créances rattachées à des participations	6 124	1 999	0	(2 000)	6 123
Prêts et autres immobilisations financières	513	323	(11)		825
Total	65 430	2 462	(39)	1 303	69 156

L'augmentation des titres de participation concerne :

- BR-Sao Paulo : augmentation de capital en numéraire pour 140 K€ puis augmentation de capital par conversion de créance pour 1 303 K€ ;
- Asia Pacific Holding : augmentation de capital par conversion de prêt pour 2 000 K€.

L'augmentation des créances rattachées à des participations correspondent principalement à l'augmentation du prêt à Delfingen Asia Pacific Holding à hauteur de 1 640 K\$ (1 371 K€) et à l'octroi d'un prêt à Delfingen RO-Valahia pour 317 K€.

Note n°5 Tableau de variations sur amortissements

	Amortissements cumulés 2013	Augmentations	Diminutions	Amortissements cumulés 2014
Immobilisations incorporelles				
Concession, brevets	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	337	118	0	455
Total immobilisations incorporelles	337	118	(0)	455
Immobilisations corporelles				
Terrains	12	0	0	12
Constructions	903	57	0	960
Autres immobilisations corporelles	111	11	0	123
Total immobilisations corporelles	1 026	69	0	1 095
Total	1 363	186	(0)	1 549

Note n°6 Tableau de variations des provisions pour dépréciation

	Montants cumulés 2013	Dotations	Reprises	Montants cumulés 2014	Dont entreprises liées
Titres de participation	10 185	1 105	(504)	10 786	10 786
Comptes clients	317	837	0	1 154	1 154
Comptes courants débiteurs	170	255	0	425	425
Actions propres	0		0	0	0
Débiteurs divers	0	0	0	0	0
Total	10 671	2 198	(504)	12 365	12 365

La dotation aux provisions sur titres de participation concerne :

- Delfingen RO-Valahia : 78 K€ ;
- Delfingen TN-Tunis : 331 K€ ;
- Delfingen BR-Sao Paulo : 696 K€.

Les reprises de provisions sur titres de participation concernent :

- Delfingen PT-Porto : 156 K€ ;
- Delfingen TR-Marmara : 58 K€ ;
- Delfingen RO-Valahia : 290 K€.

La dotation aux provisions sur comptes clients concerne Delfingen MA-Casablanca.

La dotation aux provisions sur comptes courants concerne Delfingen TN-Tunis.

Note n°7 Autres créances

Les postes de « Autres Créances » se décomposent de la manière suivante :

	Montants bruts	A 1 an au plus	A plus de 1 an
Etat et collectivités publiques	760	760	
Groupe et associés (entreprises liées)	8 135	8 135	
Débiteurs divers	3	3	
Total	8 897	8 897	0

D Informations relatives au passif

Note n°8 Capital social et titres (actions)

En Euros	Nombre	Valeur nominale	Total
Titres en fin d'exercice	2 443 944	1,54	3 763 673
Titres remboursés ou annulés	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0
Titres en fin d'exercice	2 443 944	1,54	3 763 673
Réserves, prime d'émission, report à nouveau...	-	-	30 069 710
Résultat de l'exercice			212 677
Provisions réglementées			0
Total capitaux propres			34 046 061

Note n°9 Provisions réglementées et provisions pour risques et charges

Les variations des postes « Provisions réglementées » et « Provisions pour risques et charges » se présentent ainsi :

	A l'ouverture	Augmentation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	A la clôture
Provisions pour perte de change	72	0	(72)	0	0
Provisions pour risque et charges	405	84	(99)	(106)	284
Total	477	84	(171)	(106)	284

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- A la provision pour indemnités de départ à la retraite pour 278 K€ ;
- A une provision pour fermeture du bureau commercial de Roissy pour 6 K€.

Note n°10 Dettes

Ce poste se décompose de la manière suivante :

	Total au 31/12/14	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres emprunts obligataires	5 900		5 900
Etablissements de crédit	à 1an au maximum à l'origine	3 039	3 039
	à plus de 1 an à l'origine	25 339	6 292
Fournisseurs	526	526	
Avances et acomptes sur commandes en cours	3	3	
Personnel et comptes rattachés	632	632	
Organismes sociaux	481	481	
Etat	Impôt sur les bénéfices	111	111
	Taxe sur la valeur ajoutée	33	33
	Autres	101	101
Groupe et associés (entreprises liées)	1 770	1 770	0
Dettes sur immobilisations	1	1	
Total	37 935	12 989	24 946

Note n°11 Comptes de régularisation passifs

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

	2014	2013	2012
Emprunts et dettes établissements de crédit	176	97	78
Fournisseurs	338	268	359
Dettes fiscales et sociales	741	806	901
Total	1 255	1 172	1 338

E Informations relatives au compte de résultat

Note n°12 Ventilation du Chiffre d'affaires par activité

	2014	2013	2012
Locations immobilières	180	186	187
Autres activités (prestations de services)	11 644	10 983	8 364
Total	11 823	11 170	8 551

L'augmentation des prestations de services correspond essentiellement à la progression des prestations, management fees, licences des systèmes d'information et commissions commerciales, refacturés aux filiales (+815 K€).

Note n°13 Produits exceptionnels

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2014	2013	2012
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	2
Reprise provision exceptionnelle	43	0	0
Produits exceptionnels divers	117	40	0
Total	161	40	2

Note n°14 Charges exceptionnelles

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2014	2013	2012
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	76	0	3
Valeur nette comptable immobilisations corporelles cédées	7	37	0
Valeur nette comptable immobilisations financières cédées	28	213	0
Dotation aux provisions à caractère exceptionnel	0	43	0
Total	111	294	3

Note n°15 Impôts sur les bénéfices

Une convention d'intégration fiscale a été signée entre DELFINGEN INDUSTRY, société mère et la société DELFINGEN FR-ANTEUIL – Rue Emile Streit - F 25340 ANTEUIL.

L'économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés DELFINGEN INDUSTRY et DELFINGEN FR-ANTEUIL est de 304 K€ au titre de l'exercice 2014.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt :

Nature des différences temporaires	Montant (en euros)
Accroissement	0
Allègement - provisions diverses	22 071
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	10 394 663
Moins-values long terme	0

F Engagements hors bilan

Note n°16 Engagements en matière de retraite

Les engagements en matière de retraite, calculés par un actuaire externe, sont provisionnés dans les résultats de l'exercice. Ils s'élèvent à 238 K€.

La provision augmente de 84 K€ par rapport au 31/12/2013.

Note n°17 Engagements, avals et cautions donnés

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2014	2013	2012
Nantissement et hypothèques	5 348	0	0
Autres engagements (1)	2 159	4 734	4 105
Total	7 507	4 734	4 105

(1) Dont caution au profit des fournisseurs : 2 159 K€

Note n°18 Engagements, avals et cautions reçus

	2014	2013	2012
Ouverture de crédit et facilités de caisse non utilisées	2 016	5 000	1 680
Cautions banques et personnes physiques	2 391	550	2 254
Total	4 407	5 550	3 935

La caution de 2 391 K€ est une caution solidaire donnée par DELFINGEN GROUP en garantie de l'emprunt du GIAC.

Note n°19 Droit Individuel à la Formation

Le Droit Individuel à la Formation concerne 71 personnes. Les droits acquis représentent 5 299 heures, soit 48 K€. 786 heures ont été utilisées en 2014.

G Informations diverses

Note n°20 Répartition du personnel

	2014	2013	2012
Dirigeant	1	1	1
Cadres	57	48	54
Collaborateurs	28	35	29
Total	86	84	84

Ces effectifs comprennent le personnel refacturé par DELFINGEN GROUP.

Note n°21 Rémunération des organes de direction

La rémunération brute des organes de direction s'est élevée à 291 K€. Ce montant intègre les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration qui se sont élevés à 59 K€ au titre de l'exercice 2014.

Note n°22 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires versés au cours de l'exercice 2014 aux deux Commissaires aux comptes de la société mère DELFINGEN INDUSTRY et les temps passés pour procéder à l'audit des comptes annuels et des états financiers consolidés sont les suivants :

	Temps passé en heures	Honoraires en euros
EXCO CAP AUDIT	691	74 221
AUDITIS	691	74 221
SOUS-TOTAL	1 382	148 442
Autres diligences et prestations		
EXCO CAP AUDIT	0	0
AUDITIS	0	0
SOUS-TOTAL	0	0
TOTAL	1 382	148 442

H Filiales et participations

Note n°23 Informations concernant les entreprises liées :

	2014
Créances rattachées à des participations	6 123
Autres créances	0
Créances clients	2 590
Comptes courants débiteurs	7 709
Dettes fournisseurs	107
Comptes courants créditeurs	1 770
Total des charges	7 667
Total des produits	14 890

Les créances clients intègrent une provision pour dépréciation à hauteur de 1 154 K€.

Les comptes courants débiteurs intègrent une provision pour dépréciation à hauteur de 425 K€.

Le total des charges intègre essentiellement :

- Une dotation aux provisions pour dépréciation des comptes clients pour 837 K€ ;
- Une dotation aux provisions pour dépréciation des comptes courants pour 255 K€ ;
- Majoritairement des prestations et management fees facturés par la holding familiale DELFINGEN GROUP pour 4 673 K€.

Le total des produits intègre essentiellement :

- Des dividendes reçus pour 2 575 K€ ;
- Des managements fees, licences des systèmes d'informations et commissions commerciales facturés aux différentes filiales du groupe pour un total de 10 133 K€ dont 2 709 K€ venant de DELFINGEN GROUP.

Note n°24 Consolidation

La société DELFINGEN INDUSTRY établit des états financiers consolidés avec les sociétés qu'elle détient au 31 décembre 2014.

La société et ses filiales sont elles-mêmes consolidées par la holding familiale : DELFINGEN GROUP – Rue Emile Streit – 25340 Anteuil (Siret B 425 123 437).

Note n°25 Tableau des filiales

25 – 1 Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Informations financières filiales et participations (capital détenu à plus de 50 %)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats en milliers d'euros	Quote-part du capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus en milliers d'euros		Valeur nette
				Valeur brute	Provisions	
Delfingen FR-Anteuil (France)	1 829 389 EUR	7 882	99,98%	6 326	0	6 326
Sofanou Ibérica (Espagne)	60 150 EUR	(1)	99,96%	81	(81)	0
Delfingen PT-Porto SA (Portugal)	804 000 EUR	639	99,50%	8 115	(5 800)	2 316
Delfingen TR-Marmara (Turquie)	980 000 TRY	739	100,00%	1 742	(612)	1 130
	33 966					
Delfingen US-Holding (Etats-Unis)	786 USD	1 409	100,00%	33 682	0	33 682
Delfingen TN-Tunis	1 350 000 TND	10	100,00%	758	(493)	265
Delfingen MA-Casablanca (Maroc)	100 000 MAD	361	100,00%	11	(11)	0
Delfingen MA-Tanger (Maroc)	4 555 600 MAD	(37)	100,00%	1 046	(425)	621
Delfingen SK-Nitra (Slovaquie)	6 639 EUR	1 888	100,00%	5	0	5
Delfingen RO-Transilvania (Roumanie)	18 000 RON	1 399	100,00%	5	0	5
Delfingen BR-Sao Paolo (Brésil)	7 112 571 BRL	(953)	100,00%	3 575	(2 829)	747
Delfingen RO-Valahia (Roumanie)	540 000 RON	194	100,00%	740	(510)	230
Delfingen DE-Deutschland Holding (Allemagne)	25 000 EUR	(581)	100,00%	25	(25)	0
Delfingen ASIA Pacific Holding (Singapour)	4 516 327 EUR	(0)	100,00%	5 450	0	5 450
Informations financières: filiales et participations (capital détenu entre 10% et 50%)						
SCI Des Bottes (France)	27 539 EUR	1 026	10,05%	145	0	145

25 – 2 Renseignements concernant les éléments financiers

Informations financières filiales et participations (capital détenu à plus de 50%)	Pays	Prêts consentis par	Montant des cautions et avals	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultat du dernier exercice (bénéfice ou perte)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
		DELFINGEN INDUSTRY et non encore remboursés	DELFINGEN INDUSTRY donnés par DELFINGEN INDUSTRY				
Delfingen FR-Anteuil (France)	France			30 422	-953	1 815	
Sofanou Ibérica (Espagne)	Espagne			0	0		
Delfingen PT-Porto SA (Portugal)	Portugal			14 243	162		
Delfingen TR- Marmara (Turquie)	Turquie			3 936	68	24	
Delfingen US-Holding (Etats-Unis)	Etats-Unis			62 745	2 956		Chiffres consolidés
Delfingen TN-Tunis	Tunisie			1 425	-334		
Delfingen MA- Casablanca (Maroc)	Maroc			7 396	-42		
Delfingen MA-Tanger (Maroc)	Maroc			7 422	219		
Delfingen SK-Nitra (Slovaquie)	Slovaquie			6 964	478	50	
Delfingen RO- Transilvania (Roumanie)	Roumanie			5 876	831	205	
Delfingen BR-Sao Paolo (Brésil)	Brésil			2 901	-491		
Delfingen RO-Valahia (Roumanie)	Roumanie	317		2 484	-76		
Delfingen DE-Koln (Allemagne)	Allemagne			21 039	520		Chiffres consolidés
Delfingen ASIA Pacific Holding (Singapour)	Singapour	5 806		19 110	4		Chiffres consolidés
Informations financières filiales et participations (capital détenu à plus de 50%)							
SCI Des Bottes (France)	France			626	280		

GLOSSAIRE

BFR : Besoin en Fonds de Roulement.

CAFICE : Capacité d'Autofinancement avant Impôts et Coût de l'Endettement Financier Net.

Cash flow libre : CAFICE (Capacité d'Autofinancement avant Impôts et Coût de l'Endettement Financier Net) diminué de la variation du BFR, des impôts versés et des investissements nets. Voir notes n°27 et n°29.

Dettes subordonnées : Dette due par Delfingen US-Holding à DELFINGEN INDUSTRY considérée comme un quasi fond propre dans le cadre des covenants.

EBE (Excédent Brut d'Exploitation) : Résultat opérationnel courant + dotation nette aux amortissements, provisions et dépréciations.

EFN : Endettement Financier Net : voir détail en note 11-1.

Loyers : Loyers des bâtiments et leasing.

Waiver : Renonciation des banques à l'exigibilité anticipée de la dette en cas de bris de covenant.

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Personne assumant la responsabilité du document

Déclaration établie en application des articles 212-14 et 222-3 - I du Règlement Général de l'AMF

Nom et fonction du responsable du document

Bernard STREIT
Président et Directeur Général

Attestation

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes au 31 décembre 2014 présentés dans le rapport financier annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Anteuil, le 25 mars 2015

Bernard STREIT
Président et Directeur Général